

AMÉRIQUES

Haïti

EN DÉPIT DES PRESSIONS DE WASHINGTON

M. Duvalier compte demeurer président à vie

« Un bon cavalier ne change pas de cheval au milieu du gal », telle est la riposte ferme que M. Jean-Claude Duvalier vient de donner, devant une foule composée de milliers de paysans, aux rumeurs selon lesquelles il allait abandonner la présidence à vie — legs de son père, feu « Papa Doc » — sous la forte pression de l'administration Carter. Celle-ci serait, en effet, soucieuse d'effacer, en Haïti, comme ailleurs, certains aspects par trop caricaturaux des dictatures que les États-Unis ont historiquement encouragés dans les Caraïbes.

M. Duvalier s'est-il rendu compte de son humeur ? Ces jours-ci, en effet, il n'y a plus guère de « grés » dans l'île. La sécheresse qui frappe toutes les Grandes Antilles a atteint un tel point en Haïti, le pays le plus pauvre de la région, que le lac de Péligre, dont le barrage fournit à la capitale, Port-au-Prince, 80 % de ses besoins en électricité — est tombé à un niveau et bas que ses turbines ne sont presque arrêtées. Les usines, en conséquence, ont été fermées. Une bonne part de l'activité commerciale de cette ville de sept cent mille habitants a périclité.

Dans le nord-ouest du pays, plus de trois cents personnes sont mortes de faim, selon un journal de Port-au-Prince. Dans cette région aride, la disette de 1975 avait déjà entraîné, croit-on, la mort de quelques milliers de personnes. Du riz, du maïs et de la farine ont été expédiés d'urgence des États-Unis, pour un montant de 8 millions de dollars.

Le Pentagone a envoyé par avion quatre gros générateurs dans l'île. Condition mise à ce prêt : l'électricité devra être fournie en priorité aux quartiers populaires. Washington — embarrassée depuis longtemps par un régime créé par ses soins il y a vingt ans et qu'elle continue de soutenir discrètement, faute d'alternative satisfaisante — ne sait trop comment s'y prendre avec le Duvalier.

Des prisonniers relâchés

Face à une crise économique sans précédent, le président Duvalier a décidé de relâcher, apparemment, de ne pas céder un pas. « Est-ce ou n'est-ce pas ? », a-t-il demandé, en criant, le jeune chef d'État du balcon de son palais aux paysans massés devant lui lors du système anniversaire de son accession au pouvoir. « Non, non ! », s'est écriée la foule, bien caractéristique.

Depuis des semaines, une rumeur courait la capitale, répandue par une partie de la presse, que la présidence allait être ramendue à un mandat de six ans. M. Victor Nèvers-Constant, ancien ministre, élu président du Parlement le 11 avril, aurait confié à des amis

que le palais voulait une nouvelle Constitution et des élections. Mais les « dinosaures » comme on appelle les duvalistiens de la première heure, semblent avoir renoncé à la partie, une fois encore — défiant l'ambassade américaine, comme sous « Papa Doc ».

En 1977, cependant, il est plus difficile de faire donner le chantage à la menace communiste, qui avait si bien réussi à François Duvalier dans les années 60. Le rapprochement attendu entre Washington et Cuba — une île située à seulement 75 kilomètres d'Haïti — limite singulièrement la valeur de cette carte. Washington, aidé par la forte pression d'organisations comme Amnesty International, a déjà réussi à persuader les Duvalier de relâcher plusieurs dizaines de quelques six cents prisonniers politiques qu'ils détenaient.

Le président avait même dit, le 8 avril, dans une allocution radiotélévisée, qu'il fallait changer les « structures surannées et défectueuses » du pays. Mais, jusqu'à présent, il n'y a eu que des mots. Selon l'agence de presse américaine U.P.I., le président attend impatiemment la livraison, dans quelques semaines, d'un yacht pour son usage personnel dont le coût est estimé à plus de 850 000 dollars. — G. C.

(1) « Voulez-vous que je cesse d'être président à vie ? Voulez-vous des élections ? »

Selon un ancien fonctionnaire du P.C. à Prague

LES ROSENBERG AURAIENT ÉTÉ DES « AGENTS » TCHÉCOSLOVAQUES

New-York (A.P.). — Le magazine Time, dans son numéro daté du 9 mai, révèle qu'un ancien haut fonctionnaire tchécoslovaque, M. Karel Kaplan, a rassemblé un certain nombre de documents concernant les services de renseignements tchécoslovaques, certains d'entre eux se référant à Julius Rosenberg, connu comme « notre agent ». Rosenberg et sa femme, qui avaient éluré leur innocence, ont été exécutés pour espionnage en 1953 à la prison de Sing-Sing, dans l'état de New-York.

M. Kaplan a quitté la Tchécoslovaquie l'année dernière, après une longue carrière dans la politique tchécoslovaque, commencée au début des années 40. M. Kaplan a fait savoir à Time qu'il est parvenu à rassembler quatre mille pages de notes personnelles, ainsi que des photocopies et des intermédiaires de documents qui sont sortis de Tchécoslovaquie en fraude et lui ont été adressés à l'intérieur.

Dans une interview à Time, M. Kaplan affirme que ces documents comprennent un plan conçu par Staline en 1952 pour une éventuelle invasion de l'Europe occidentale, des preuves de complots communistes durant la période antérieure à 1949, et trente années de documentation secrète extraite des archives du bureau politique du P.C. et de la police secrète tchécoslovaque.

Équateur

Les forces armées s'inquiètent de la poussée populiste

De notre envoyé spécial

Quito. — « L'affaire Bucaram », comme on l'appelle ici, risque-t-elle de remettre en question le transfert du pouvoir aux civils, annoncé par les militaires équatoriens pour septembre 1978 ? Déjà, un thème domine l'élaboration en cours des textes constitutionnels et législatifs du futur régime : faut-il écarter de la présidence, par voie légale, M. Assad Bucaram, chef du parti de « Concentration des forces populaires » (C.F.P.) ? Doit-on, par exemple, exiger du futur président qu'il soit de parents équatoriens, ou qu'il n'ait pas de double nationalité ? Pas d'immigrants arabes, à la fois Équatoriens et Libanais, M. Bucaram serait alors éliminé d'office.

Préfet de la province de Guayaquil à la fin des années 60, le chef du C.F.P. est sans doute aujourd'hui l'homme politique le plus populaire du pays, particulièrement dans les régions côtières. Démagogue, il s'est forgé une large base politique dans les milieux les plus pauvres de Guayaquil. Ses idées en matière économique se résument en un slogan : « Prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Il demeure, cependant, très imprégné sur les moyens d'atteindre cet objectif.

Plusieurs ex-dirigeants de la gauche équatorienne appartiennent aujourd'hui à la direction du C.F.P. : ils affirment qu'il est nécessaire d'insister dans un sens progressiste la populisme équatorien, faute d'autre perspective. Il est vrai que l'absence d'une alternative de gauche cohérente renforce les chances électorales du C.F.P. dans les milieux populaires. Le mouvement syndical, divisé en trois centrales, n'a pas de véritable représentation politique. Les partis de gauche restent, eux aussi, divisés, et les tentatives de front esquissées jusqu'à présent sont loin de faire l'unanimité. Quant aux réformes prévues par le « plan d'action des forces armées », elles n'ont été que très partiellement réalisées après cinq ans de régime militaire « révolutionnaire ».

Tous ces éléments peuvent favoriser le courant populiste dans un processus électoral. Mais les forces armées sont-elles disposées à ouvrir le chemin de la présidence à Assad Bucaram — envers lequel elles n'ont jamais dissimulé leurs préventions ? Le coup d'État de 1972 était déjà dû en partie à l'apprehension des militaires devant un succès électoral prévisible du chef du C.F.P. Cinq ans plus tard, le « problème Bucaram » reste une question politique non résolue.

THIERRY MALINAK.

Etats-Unis

Trente ans après le crime

La version officielle de l'assassinat d'un journaliste américain en Grèce est mise en question

De notre correspondant

New-York. — L'assassinat de George Polk, correspondant de la chaîne américaine de radio-télévision C.B.S. en Grèce, en mai 1948, commis alors qu'il s'apprêtait à interviewer le général Menekes Vafiadis, chef des maquis en lutte contre le gouvernement, avait été attribué aux communistes. Le 9 mai 1948, le journaliste américain, avait disparu de son domicile. Une semaine plus tard son corps fut retrouvé par un pêcheur dans la baie de Salonique. Il présentait un trou dans la nuque.

L'affaire vient de rebondir : la revue More publie la compte rendu d'une longue enquête menée par deux journalistes américains, Elles Vention et P. Roubatis, sur le terrain (ils ont interrogé des centaines de personnes et étudié trois mille documents). Selon eux, George Polk a été assassiné non par la gauche, mais par la droite. Le département d'État, le C.I.A. et l'Overseas Writers Association (une association de presse présidée alors par Walter Lippman) auraient conjugué leurs efforts pour masquer la vérité. A l'époque, le gouvernement américain soutenait le gouvernement grec en vertu de la doctrine Truman contre le « subversion interne ».

George Polk, âgé de trente-quatre ans, était le correspondant de la chaîne de radio-télévision C.B.S. pour le Proche-Orient. Il avait tenté une série de reportages à l'été 1947, sous le régime ethnique. Selon les auteurs de l'article de More, le major William Donovan, qui dirigeait pendant la guerre l'O.S.S. (ancêtre de la C.I.A.), et qui était sur place, ferme les yeux sur un grand nombre de faits curieux, contradictoires, qui ne cadreraient pas avec les idées du gouvernement grec sur la mort de George Polk. Trois communistes furent arrêtés et accusés de l'assassinat. M. Donovan fit ensuite signer la thèse du procureur, régissant New-York et informant ses collègues que « justice avait été faite ».

Pourtant, le colonel d'aviation James Kells, qui mena l'enquête pour M. Donovan — celui-ci se contenta de la contrôler, — acquiesça à la conviction que George Polk avait été assassiné par la droite et que les communistes emprisonnés étaient innocents. Lorsqu'il fit connaître son opinion à Washington, il fut muté à un autre poste. Quand, plus tard, un groupe de journalistes américains tentèrent de faire une nouvelle enquête, l'ambassade américaine en Grèce — selon More — pria le département d'État de les en empêcher. En fait, celui d'entre eux qui devait jouer les détectives en Grèce se vit retirer son passeport par le département d'État et ne put quitter les États-Unis.

Il y a eu, en outre, le colonel Kells, qui vit dans le Connec-ticut, écrivit une lettre ouverte à huit journaux grecs dans laquelle il disait : « J'étais convaincu que le seul d'avis aujourd'hui que nous aurions dû mener une enquête honnête et impartiale. Malheureusement, mes collègues ne partageaient pas ma façon de voir, et leur point de vue l'emporta sur le mien ».

Deux des trois hommes qui furent condamnés pour le meurtre de George Polk (l'un passe douze années en prison, l'autre vit en Roumanie, mais a offert de venir témoigner à Athènes) viennent de demander qu'un nouveau procès ait lieu. La troisième est mort.

La voie sera-t-elle enfin levée sur les circonstances de cet assassinat politique, qui n'a cessé depuis lors de troubler les journalistes et les historiens américains ?

LOUIS WITZNER.

Allemagne fédérale

M. FRANZ-JOSEF STRAUSS, président de la C.S.U. (chrétiens-sociaux de gauche), est arrivé à Paris lundi 2 mai pour une visite de deux jours au cours de laquelle il devait rencontrer les dirigeants du R.F.P., dont M. Jacques Chirac. Les entretiens de M. Strauss sont principalement consacrés à la coopération entre le R.F.P. et sa propre formation sur le plan européen.

Etats-Unis

LES AVOCATS DE L'ANCIEN PRÉSIDENT NIXON ont demandé au Washington Post de

A travers le monde

publier un démenti, à la suite d'un article, paru dimanche 30 avril, au sujet du scandale du Watergate (le Monde du 3 mai). Le journal affirmait que M. Nixon savait que ses principaux assistants voulaient acheter la silence des espions-cambrioleurs arrêtés dans les locaux du parti démocrate, à Washington. Les avocats de M. Nixon ont écrit à M. Benjamin Bradlee, directeur du Washington Post, le mettant en demeure de publier une rectification. L'article, disent-ils, est mensonger, car les bandes enregistrées sur lesquelles il est fondé ne portent pas d'achèvement de la phrase des cambrioleurs. — (A.F.P.)

LE DIFFÉREND FRONTALIER ENTRE L'ARGENTINE ET LE CHILI

La souveraine britannique ratifie un arbitrage favorable à Santiago dans l'affaire du canal de Beagle

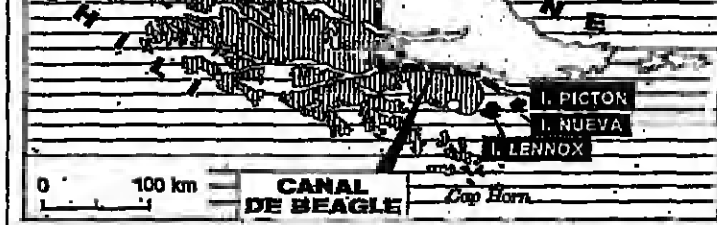
De notre correspondant

Londres. — Une querelle plus que centenaire pour quelques arpents de terre situés « au bout du monde » vient d'être réglée, au moins sur le plan juridique. Un arbitrage international, ratifié par la souveraine britannique, arbitre au Chili les îles de Pictou, Nueva et Lennox, qui commandent l'entrée du canal de Beagle. Cette vote d'eau assurée un passage entre l'Atlantique et le Pacifique, un peu au nord du redoutable cap Horn.

Le canal doit son nom au navigateur britannique à bord duquel le jeune Charles Darwin explora l'Amérique du Sud vers 1836. La dispute entre le Chili et l'Argen-

te du Nigeria et la Suède. Tous ses membres faisaient partie. À l'époque, de la Cour internationale de La Haye ; mais ils ont siégé de façon indépendante, sous la présidence du représentant britannique, sir Gerald Fitzgerald. Après plusieurs années d'enquête et de délibérations, les arbitres se sont prononcés sans réserve en faveur du Chili. Leur décision, ratifiée par la Grande-Bretagne, le lundi 2 mai, entrera formellement en vigueur dans un délai de neuf mois.

Pour Buenos-Aires, l'heure est amère. Les îles commandent les approches de Ushuaia, capitale de la Terre de Feu et importante



base navale argentine. En revanche, pour le Chili — qui administrait déjà Pictou, Nueva et Lennox — cette décision est des plus satisfaisantes : elle lui garantit un accès relativement facile à l'Océan Atlantique.

Cependant, la querelle est compliquée par le fait que tous les pays adoptent le principe d'une extension des eaux territoriales jusqu'à 200 milles des côtes. L'arbitrage a pour effet d'accroître notablement l'étendue de la souveraineté maritime du Chili dans l'Atlantique sud.

Sur le plan politique, également, le succès de Santiago est indéniable. Le paradoxe est que le régime du général Pinochet va chercher à tirer les plus grands bénéfices d'une opération amorcée par l'ex-président Allende.

JEAN WETZ.

Mme Beate Klarsfeld dénonce à Buenos-Aires les atteintes à la dignité humaine

Mme Beate Klarsfeld, membre du comité central de la LICIA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), connue pour son action contre les criminels de guerre nazis — et récemment proposée pour le prix Nobel de la paix 1977 par des parlementaires et des professeurs d'université israéliens, — est arrivée le 2 mai à Buenos-Aires. Elle devait remettre aux autorités et à la presse argentine un message de protestation contre les très graves atteintes à la dignité humaine qui se multiplient en Argentine. Mme Beate Klarsfeld doit se rendre ensuite à Montevideo — où règne la même situation dramatique, — pour y faire des démarches identiques auprès des autorités uruguayennes.

Le message apporté par Mme Klarsfeld déclare : « Je suis venue en Argentine pour y protester au nom de la LICIA contre un régime politique dont les méthodes répressives et le bilan macabre ne peuvent laisser indifférente l'opinion publique internationale. »

« Le respect de la dignité humaine exige l'arrêt des crimes, des tortures et des séquestrations arbitraires, dans les pires conditions, dont sont victimes depuis plus d'un an les militants de l'opposition, leurs familles et leurs amis, ainsi que de nombreux réfugiés politiques. »

« Il y a cinq ans, j'ai suivi Allende en Bolivie pour y dénoncer l'impunité du SS Barrios, symbole du lien entre l'oppression nazie qui a asservi l'Europe et celle qui asservit certains peuples d'Amérique du Sud. Depuis cette date, hélas ! les chambres de torture, les camps de concentration et les exécutions sommaires ont fait leur apparition au Chili, en Uruguay et en Argentine. »

« Si certains opposants usent d'une violence extrême pour parvenir à leurs fins, il est inadmissible, pour un État membre des Nations unies, de déclencher une violence répressive infiniment plus étendue et plus cruelle qui frappe tant d'innocents, tant de familles séparées et tant de civils qui interviennent pour des raisons humanitaires. A cela, s'ajoutent des manifestations d'antisémitisme ainsi que des arrestations et des assassinats dont font l'objet un nombre croissant de Juifs. »

« Je ne dénie pas. Je lance un cri d'alarme, en profond accord avec les préoccupations angoissées d'innombrables démocrates de divers pays. J'assume ainsi la responsabilité de dénoncer les droits de l'homme, mes obligations d'humanité et de solidarité, et de citoyens français et de dignitaires de la LICIA : hier à Vienne, à Prague, à Damas ; aujourd'hui à Buenos-Aires, demain à Montevideo. »

Puisqu'il y a maintenant urgence

- Les malheurs de la baie de Seine
- Le mazout à gogo
- Le nucléaire du bord et du fond des mers
- Le mercurie-pelagique
- Ces fourrages et bœufs jaunes
- Bœufs rouges et culture
- Le bouillon de la Baltique
- Référence à la Baltique

PRESSES DE LA CITE



الصحافة

PROCHE-ORIENT

ASIE

Israël

M. Pérès minimise la gravité des « désordres » signalés par le rapport du contrôleur d'État consacré aux forces armées

De notre correspondant

Jérusalem. — Les désordres et les négligences que démontre en termes sévères le contrôleur d'État dans son rapport consacré aux forces armées (Le Monde du 30 avril) ont fait l'objet d'une réunion extraordinaire de la Knesset, lundi 2 mai, à quinze jours de la fin de la législature. Ce rapport, qui a soulevé une vive émotion dans le pays, a offert une belle occasion aux partis d'opposition de se servir, à deux semaines des élections générales, de la tribune du Parlement.

Le bref débat qui s'est engagé

lundi s'est toutefois déroulé sans passion. M. Menahem Begin, qui relève de majorité, a paru soucieux de ménager M. Shimon Pérès, ministre de la Défense. Le chef de l'opposition de droite Likoud n'a pas manqué cependant de faire un rapprochement entre les négligences révélées par le contrôleur d'État et celles qui ont conduit à des trahisseries de la guerre d'octobre 1973. Dans sa réponse, M. Pérès s'est efforcé de minimiser la gravité du rapport, qui, selon lui, ne signale de désordres que dans deux divisions en voie de constitution.

Depuis la guerre de 1973, a-t-il indiqué, le ministre de la Défense, la réorganisation et le renforcement des forces armées ont pris une telle ampleur qu'il était évidemment impossible d'éviter toute erreur. M. Pérès a donné des indications sur le renforcement du potentiel militaire du pays au cours des trois dernières années. Les blindés et l'infanterie, dit-il, ont leurs moyens augmentés de 60 % par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre du Kippour; le nombre de chars et d'avions a augmenté de 50 % et celui des bâtiments de mer de 55 %; tandis que l'artillerie a connu un renforcement de 100 %; le parc des véhicules blindés pour les transports de troupes a été multiplié par dix.

Une forte majorité, groupant les voix des partis gouvernementaux et ceux de l'opposition de droite — qui, elle, avait demandé le débat — a renvoyé la discussion en commission.

ANDRÉ SCAMAMA.

Le bref débat qui s'est engagé

lundi s'est toutefois déroulé sans passion. M. Menahem Begin, qui relève de majorité, a paru soucieux de ménager M. Shimon Pérès, ministre de la Défense. Le chef de l'opposition de droite Likoud n'a pas manqué cependant de faire un rapprochement entre les négligences révélées par le contrôleur d'État et celles qui ont conduit à des trahisseries de la guerre d'octobre 1973. Dans sa réponse, M. Pérès s'est efforcé de minimiser la gravité du rapport, qui, selon lui, ne signale de désordres que dans deux divisions en voie de constitution.

Depuis la guerre de 1973, a-t-il indiqué, le ministre de la Défense, la réorganisation et le renforcement des forces armées ont pris une telle ampleur qu'il était évidemment impossible d'éviter toute erreur. M. Pérès a donné des indications sur le renforcement du potentiel militaire du pays au cours des trois dernières années. Les blindés et l'infanterie, dit-il, ont leurs moyens augmentés de 60 % par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre du Kippour; le nombre de chars et d'avions a augmenté de 50 % et celui des bâtiments de mer de 55 %; tandis que l'artillerie a connu un renforcement de 100 %; le parc des véhicules blindés pour les transports de troupes a été multiplié par dix.

Une forte majorité, groupant les voix des partis gouvernementaux et ceux de l'opposition de droite — qui, elle, avait demandé le débat — a renvoyé la discussion en commission.

ANDRÉ SCAMAMA.

Le bref débat qui s'est engagé

lundi s'est toutefois déroulé sans passion. M. Menahem Begin, qui relève de majorité, a paru soucieux de ménager M. Shimon Pérès, ministre de la Défense. Le chef de l'opposition de droite Likoud n'a pas manqué cependant de faire un rapprochement entre les négligences révélées par le contrôleur d'État et celles qui ont conduit à des trahisseries de la guerre d'octobre 1973. Dans sa réponse, M. Pérès s'est efforcé de minimiser la gravité du rapport, qui, selon lui, ne signale de désordres que dans deux divisions en voie de constitution.

Depuis la guerre de 1973, a-t-il indiqué, le ministre de la Défense, la réorganisation et le renforcement des forces armées ont pris une telle ampleur qu'il était évidemment impossible d'éviter toute erreur. M. Pérès a donné des indications sur le renforcement du potentiel militaire du pays au cours des trois dernières années. Les blindés et l'infanterie, dit-il, ont leurs moyens augmentés de 60 % par rapport à ce qu'ils étaient avant la guerre du Kippour; le nombre de chars et d'avions a augmenté de 50 % et celui des bâtiments de mer de 55 %; tandis que l'artillerie a connu un renforcement de 100 %; le parc des véhicules blindés pour les transports de troupes a été multiplié par dix.

Une forte majorité, groupant les voix des partis gouvernementaux et ceux de l'opposition de droite — qui, elle, avait demandé le débat — a renvoyé la discussion en commission.

ANDRÉ SCAMAMA.

LE LITIGE SUR LES ILES PARACELS

« Querelle d'amis » entre Pékin et Hanoi

Paracels ou Xisha (nom chinois) ? Cette poussière d'îlots de la mer de Chine du sud, à peu près à équidistance des côtes du Vietnam et de celles de l'ancien Empire du Milieu, continue à provoquer une certaine tension entre les deux pays « frères ».

Respondant succinctement à une question sur ce problème, lors de sa visite à Paris, M. Pham Van Dong a affirmé qu'il s'agit « d'une opportunité » d'une négociation entre les deux pays, semblable à celle qui a eu lieu, aux dirigeants vietnamiens au cours de l'été dernier, deux ans et demi après l'occupation, par des militaires chinois, des îles auparavant tenues par une poignée de marins du régime de Saïgon. Le débat du général Thieu n'a en rien modifié le point de vue vietnamien, mais le mort de Mao Tse-tung et les luttes internes qui l'ont suivies ont empêché, jusqu'à présent, une délégation de Hanoi d'aller à Pékin contester ses arguments à ceux des Chinois.

Chaque partie s'est engagée trop résolument envers son opinion publique et l'opinion internationale pour pouvoir prendre le risque de perdre le face.

Ces îlots de 6 kilomètres carrés, utilisés depuis des siècles par des pêcheurs et collectés de quelques palloles que balisent régulièrement les typhons, valent-ils une querelle d'amis ? Sans doute, si l'on considère leur position stratégique sur une voie maritime fréquentée et au bord de vastes zones riches en pétrole. Chacun a donc exhumé ses documents, ses cartes, les témoignages de voyageurs d'antan et des archives coloniales pour prouver son droit souverain sur ces « res

nulli » du grand large, longtemps livrées à la fréquentation régulière des forçats de mer.

En 1816 l'empereur vietnamien Gia Long en prend possession. Un pagoden édifié sur les îlots atteste, des pirates chinois s'y établissent ensuite pour un temps avant d'en être chassés par les Anglais. Les îles sont placées en 1909 sous la garde de deux canonnières chinoises venues de Canton, ce qui n'empêche pas l'administration française de les occuper. Enfin, pour ajouter à l'imbroglio, les voisins philippins prétendent, vers 1950, avoir « découvert » certaines îles oubliées... mais rien ne se produit de grave jusqu'en janvier 1974.

Sans doute sont-ce des « laquais de l'impérialisme américain » que le Vietnam rejette alors à la mer... Diffusés par Pékin, une bande dessinée (1) satirique et réaliste montre une hélice chinoise armée d'une fourche qui gargarise ses athlétiques camarades et fait fuir les grotesques et rachitiques marins de M. Thieu... En 1974, Hanoi ne pouvait évidemment pas commander au public cette victoire sur des « truissards » vietnamiens qui sont vietnamiens tout de même.

Quelle sera l'issue de la querelle ? La force ou le droit ? Un moyen d'y mettre fin pour le Vietnam serait évidemment de rendre le « bande des quatre » responsable de l'attaque de 1974. Une suggestion que font certains Vietnamiens généralement bien informés.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

(1) Cette bande, intitulée la Fille des Xisha, a été reproduite par la revue Critique de l'Asie, n° 175, dans le numéro consacré à la Chine et sa périphérie.

DIPLOMATIE

REÇU PAR M. JENKINS

M. Mitterrand déclare que, sauf accident, le P.S. votera la loi sur l'élection du Parlement européen

Communauté européennes (Bruxelles). — M. Mitterrand a été reçu, lundi 2 mai, par M. Jenkins, président de la Commission européenne, assisté de six commissaires : MM. Heferkamp, Natali, Cheysson, Davignon, Giolitti et Gundlach. M. Mitterrand était accompagné de MM. Aillaud, Cor, Delors et Fontillon. Cette « réunion de travail et d'information », comme l'a qualifiée le premier secrétaire du P.S., a été suivie d'un déjeuner offert par M. Jenkins, auquel assistaient les autres membres de la Commission présents à Bruxelles.

Voici les principaux points traités par M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse après les entretiens :

LA COMMISSION EUROPÉENNE RECONNAÎT QUE 200 TONNES D'URANUM DONT « DISPARU » EN 1968.

« Il est exact qu'un navire chargé de 200 tonnes d'oxyde d'uranium a disparu en juin 1968 entre Anvers et Gènes », a déclaré lundi 2 mai le porte-parole de la Commission européenne, confirmant ainsi des déclarations faites la semaine dernière par un expert américain, M. Paul Lowenthal (« Le Monde » du 2 mai). L'enquête menée par les services d'uranium, en liaison avec les membres de la Communauté, n'a pas permis de retrouver l'uranium. Le porte-parole s'est refusé à donner la moindre indication sur les conclusions de l'enquête. Les États-Unis ont été tenus informés.

Les services secrets américains et européens ont finalement retrouvé le navire un peu plus tard, sous un autre nom, naviguant sous un autre pavillon, avec un équipage différent. L'uranium serait parvenu en Israël.

De notre correspondant

● **ELECTIONS EUROPÉENNES.** — « Sauf accident, le parti socialiste s'apprête à voter la loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. » Un tel accord, a-t-il ajouté, est désormais très peu probable. Il a expliqué que les socialistes auraient pu, par exemple, être amenés à réviser leur position dans le cas où le président de la République aurait eu droit d'invoquer un mode de scrutin peu raisonnable. « Convient-il d'envisager pour bientôt un accroissement des pouvoirs du Parlement européen ? La réponse est négative. » Nous voulons l'efficacité du traité de Rome, et nul pour l'instant n'est pas apte à le faire.

« On ne peut pas avoir d'opinion sur ce qu'il conviendrait de faire pour aller au-delà du traité de Rome, alors que celui-ci n'a pas encore pu faire la démonstration de ce qu'il valait. Le problème de l'extension ou de la restriction des pouvoirs du Parlement ne se pose pas pour l'instant. »

● **AVENIR DE L'EUROPE.** — « Nous avons un préjugé très favorable pour le développement des institutions et des politiques. Même si nous exprimons beaucoup de réserves à l'égard du contenu du Marché commun tel qu'il est (...), les institutions européennes ont le mérite d'exister, charge à nous d'en modifier le contenu (...). Nous sommes las de voir l'Europe des marchands, des cartels, les d'une Europe de hauts fonctionnaires. Les institutions ne font pas la place qu'il convient aux producteurs et aux travailleurs (...). L'Europe (souvent) telle qu'elle est aujourd'hui est condamnée à échouer. L'Europe sera socialiste ou ne sera pas. »

M. Mitterrand a observé que les politiques communes étaient encore loin d'être une véritable libération des échanges. Ses interlocuteurs ont été d'accord, semble-t-il, pour admettre que l'exemple de la sidérurgie était révélateur : en dépit de la Communauté charbonnière, l'Europe n'a guère réussi en 1975 à améliorer les effets de la crise, et la crédibilité de la Communauté serait atteinte si la plan antérieur se révélait peu efficace.

Sur le fonctionnement du conseil des Neuf, M. Mitterrand pense que, dans l'état actuel de l'Europe, il

ne serait pas sage de sortir de la règle de l'unanimité.

● **AGRICULTURE.** — L'Europe, a-t-il souligné, « ne peut se contenter de gérer le Marché commun agricole ». Il est certain que si le politique européen devait continuer à être uniquement une politique de montants compensatoires, c'est-à-dire une politique qui bombarde constamment une situation pour la corriger artificiellement sans s'attaquer aux structures, on perdrait son temps et son argent.

M. Mitterrand a insisté sur la nécessité de préserver le Marché commun agricole, d'offrir un fond de résilience très solide « aux attaques américaines. Rappelant sa position lors des négociations multilatérales connues, comme le « Tokyo Round », M. Mitterrand a déclaré :

« Il n'y a aucune raison de prêter la main à ceux qui ne pensent qu'à détruire la politique agricole commune et à priver ainsi l'Europe d'un des quatre principaux moyens de la puissance (...). Je serais tenté de dire à peu près la même chose aujourd'hui. Pourquoi ouvrir la porte plus grande qu'il ne convient ? Il faudra la preuve de beaucoup de prudence. »

● **ELARGISSEMENT DE LA C.E.E.** — M. Mitterrand a rappelé sa position en faveur de l'adhésion du Portugal. Il y a « un grand intérêt politique à ce que des pays devenus démocratiques, ou en passe de le devenir, soient attirés à l'Europe occidentale. Mais nous sommes aussi contraints d'examiner la situation économique et d'envisager, dans leur intérêt comme dans le nôtre, toute une série de phases avant d'en arriver à une pleine intégration. »

● **LE « SOMMET » DE LONDRES.** — M. Mitterrand a mis l'accent sur les déclarations du système monétaire né des accords de la Banque (Janvier 1976) : « cette organisation monétaire internationale autour du dollar, lequel est lui-même dépourvu de toute obligation ». Le flottement général des monnaies est un facteur d'inflation, a-t-il ajouté.

● **POLITIQUE NUCLEAIRE.** — M. Mitterrand a estimé que « tout ce qui peut être fait pour empêcher la dissémination dangereuse doit être fait. La difficulté est que cette attitude se confond souvent, c'est certain, avec une volonté de puissance. »

PHILIPPE LEMAITRE.

Pakistan

DES MONTAGNARDS EN REBELLION ONT PRIS TROIS MILLE OUVRIERS CHINOIS EN OTAGES.

Environ trois mille Chinois venus au Pakistan pour construire une route qui reliera la province frontalière du nord-ouest au Sinkiang sont gardés en otage par quelques huit mille montagnards en rébellion contre le régime d'Islamabad, dans des camps établis le long de l'ancienne « route de la soie ».

Le correspondant au Pakistan du Guardian et du New York Times précise que les rebelles sont des Kohistanis, guerriers appartenant à une tribu musulmane « intégriste ». Ils auraient libéré certains de leurs prisonniers pour que ceux-ci transmettent aux autorités leurs revendications, dont la principale est la libération immédiate de leurs parents, qui ont été enlevés il y a quelques semaines. MM. Fakhrurrahman Khan et Fakir Mohammed.

Il semble que les Kohistanis aient rallié l'Alliance nationale pakistanaise, la coalition des partis d'opposition qui exige de nouvelles élections au Pakistan. Selon l'Agence Associated Press, les montagnards s'étaient révoltés en novembre dernier à cause d'une augmentation des impôts. L'aviation serait alors intervenue contre eux et ses raids auraient fait plus de cent morts.

Philippines

ETAT D'ALERTE AU SUD DE L'ARCHIPEL APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AVEC LES REBELLES MUSULMANS.

L'état d'alerte a été décrété dans le sud des Philippines après la rupture des négociations engagées à Manille pour mettre fin à la rébellion des musulmans du Front national de libération moro (F.N.L.M.), a-t-on annoncé mardi 2 mai de source militaire à Manille. Ces négociations, engagées entre une commission gouvernementale et un groupe de musulmans représentant le F.N.L.M., ont été interrompues samedi.

D'autre part, M. Abdessalam Triki, ministre libyen des affaires étrangères, a déclaré lundi 2 mai à Kuala Lumpur que si l'on ne parvenait pas rapidement à une solution négociée la rébellion musulmane pourrait se transformer en guerre sainte. M. Triki dirigeait une mission de conciliation envoyée à Manille sous l'égide de l'Alliance islamique. Il a déclaré que le président Marcos était responsable du échec des négociations, affirmant que son gouvernement « n'était pas disposé à coopérer en vue d'une solution acceptable. » (A.F.P.)

La meilleure biographie du leader socialiste

L'EXPANSION

Un écrivain parle d'un homme d'Etat. Un livre riche d'enseignements qui aura beaucoup appris à ceux qui croient tout savoir de cet homme politique « pas comme les autres »

Lucie Faure (Le Monde)

Un livre édifiant. Rien d'important n'y manque, tous les squelettes ont été sortis des placards et alignés contre le mur, dans la lumière.

J. Clémentin (Le canard enchaîné)

C'est le talent de F.O. Giesbert, historien pour l'occasion autant que journaliste, d'avoir brossé le portrait du plus prestigieux des hussards noirs de la démocratie.

B.H. Levy (Le nouvel observateur)

Un livre remarquable, une biographie passionnante, sans faux-semblant, sans complaisance, sans même éluder aucun des points délicats.

J. Barsalou (La dépêche du Midi)

Giesbert a jugé l'œuvre de Mitterrand assez riche pour supporter une narration exhaustive et critique : le plus convaincant des hommages.

H. Hamon (Politique hebdo)

Le livre de F.O. Giesbert est précieux. Il apprend beaucoup, n'hésite pas à braquer la projecteur sur les recoins d'une carrière longue et sinueuse. Le biographe porte sur Mitterrand un œil sympathisant : pas au point de le fermer quand la réalité devient gênante.

J.F. Vilar (Rouge)

Sans aucun doute le travail le plus complet jusqu'ici consacré à un homme qu'il importe de connaître pour mieux le combattre.

A. Figueras (Minute)

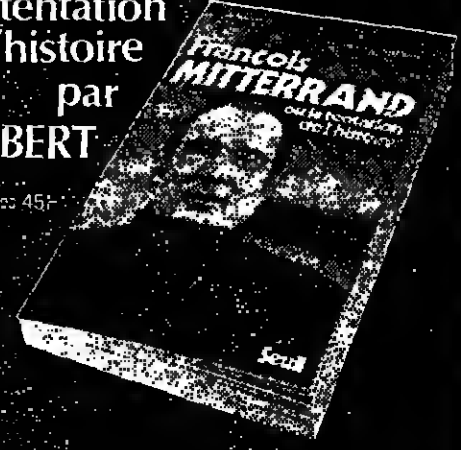
Un très beau livre écrit d'une plume vigoureuse et rapide qui se lit tout d'un trait et ne peut se quitter en chemin...

Jean-Denis Bredin (Mouvement)

François MITTERRAND

ou la tentation de l'histoire par F.O. GIESBERT

336 pages 45F



Seuil

EUROPE

République fédérale d'Allemagne

M. Dietrich Stobbe est élu bourgmestre de Berlin-Ouest

De notre correspondant

Bonn. — M. Dietrich Stobbe (S.P.D.), sénateur pour les affaires fédérales, a été élu, le lundi 2 mai, bourgmestre de Berlin-Ouest par la Chambre des représentants de la ville, réunie en séance extraordinaire à la suite de la démission de M. Klaus Schütz, également social-démocrate (« le Monde » du 2 mai).

M. Stobbe a obtenu 78 des 79 voix dont dispose la coalition libérale-socialiste, contre 20 voix à M. Lorenz, président de la démocratie chrétienne.

S'il n'a jamais caché qu'un jour ou l'autre il brigerait le poste de bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Dietrich Stobbe ne pensait pas que l'occasion se présenterait si vite, et sans doute souhaitait-il des circonstances plus glorieuses. Mais, dit-il, « chez moi, tout est toujours venu trop tôt ». Le caractère de ce jeune homme politique — il est né en 1938 en Prusse orientale — est déjà bien rempli. Après avoir passé sa jeunesse à Stade, sur les bords de l'Elbe, M. Stobbe vient en 1958 à Berlin, comme beaucoup d'autres jeunes gens de la R.F.A., pour étudier les sciences politiques à l'Institut Otto-Suhr de l'université libre.

Le 2 juin 1967, il affronte, avec la jeunesse berlinoise, les matras de la police, qui dispersent les manifestations contre la visite du chah d'Iran. Ce jour-là, un étudiant sera tué par un policier. Entre-temps, il a déjà fait un stage à la direction d'une brasserie, ce qui lui permet de se familiariser avec les problèmes économiques de la ville. En 1967, il devient secrétaire général du groupe parlementaire social-démocrate à la chambre des représentants, où, malgré ses vingt-neuf ans, il sait se faire écouter des députés chevronnés. Il a été aussi responsable du ser-

vice de presse du sénateur pour la jeunesse et les sports M. Neubauer, celui-là même dont la démission, entraînant celle de M. Schütz, lui ouvrit le chemin du pouvoir. Enfin, en 1974, il est nommé sénateur pour les affaires fédérales. A ce poste, qui demande une grande habileté diplomatique, il s'est fait apprécier du chancelier Schmidt, qui déclare : « Stobbe est le seul Berlinois avec lequel on puisse parler ».

M. Stobbe n'a pas le genre « jeune loup » : une calvitie déjà prononcée et un visage poupin lui donnent un air de grande placidité. Sa réussite, il la doit à son calme, son désir d'apprendre, son goût du travail, son sens de la mesure. Il dit lui-même qu'il appartient au centre droit du S.P.D., mais il a eu la sagesse de ne se lier à aucune des fractions qui s'affrontent au sein du parti berlinois, et il a toujours su se tenir à l'écart des querelles internes. Ces qualités ne seront pas superflues s'il veut redonner un nouveau souffle à un parti usé par le pouvoir.

En tant que sénateur pour les affaires fédérales, M. Stobbe a toujours été partisan de la mesure dans les relations inter-allemandes. Il a prôné pour Berlin une politique pragmatique sans juridisme inutile, qui correspond assez aux conceptions de la chancellerie et des alliés occidentaux.

DANIEL VERNET.

Pologne

■ *Vingt-deux Polonais* ont choisi de rester en Occident. Venu à Copenhague pour assister au match Danemark-Pologne comptant pour la qualification pour la Coupe du monde de football en Argentine l'an prochain, ils ont quitté leur groupe et demandé des visas pour la R.F.A. — (A.F.P.)

Espagne

Attentat contre deux policiers dans la banlieue de Madrid

L'attentat perpétré lundi 2 mai dans la banlieue de Madrid contre deux policiers a alourdi le climat politique en Espagne, cependant que la manifestation de la manifestation, proteste avec énergie.

Dans un communiqué que diffuse la représentation du parti carliste à Paris, le comité exécutif dénonce l'attitude des autorités espagnoles, qui « interdisent une manifestation qui a pu se dérouler au cours des trente-huit dernières années aux temps les plus répressifs de la dictature franquiste ».

« Une telle interdiction en 1977, poursuit le document, dénote le vrai caractère d'un gouvernement qui se prétend démocratique ». Le communiqué précise que le parti carliste a vainement tenté de s'entendre avec Madrid pour garantir la déroulement paisible de la cérémonie.

A Barcelone, un étudiant, M. Gérard Parades, a été grièvement blessé dimanche au cours de la manifestation du 1^{er} mai. Il a été atteint d'une balle de caoutchouc alors qu'il se trouvait sur un balcon. Son état est considéré comme désespéré. — (A.F.P., Reuters, A.P.)

■ *Le roi Juan Carlos* a reçu, lundi 3 mai, M. Pierre Galvan, président du parti socialiste populaire (P.S.P.), avec lequel il s'était déjà entretenu ces derniers mois. On laisse entendre de bonne source que le souverain pourrait aussi recevoir prochainement les dirigeants du P.S.O.E. (Parti socialiste ouvrier espagnol) et du P.O.E. — (A.F.P.)

■ *L'homme d'Etat européen* le plus marquant de 1976 est le chef du gouvernement espagnol, M. Adolfo Suarez, selon un double sondage opéré tant auprès des parlementaires que du public de six pays européens (Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas) par l'Institut français d'opinion publique.

Turquie

Quatre cents arrestations ont été opérées à la suite des incidents sanglants du 1^{er} mai

Istanbul (A.F.P.). — Les cours ont été suspendus pour plusieurs jours dans les universités et les écoles supérieures d'Istanbul, à la suite des incidents sanglants du 1^{er} mai, qui ont fait trente-quatre morts, pour la plupart des étudiants. Un communiqué, publié lundi 3 mai, précise que cette mesure a été prise pour faire face à l'éventualité de toutes sortes de développements en rapport avec les désordres de dimanche soir. Il ajoute que l'enquête ouverte contre les organisateurs du meeting du 1^{er} mai, ainsi que les interrogatoires des quatre cents personnes arrêtées à la suite des incidents, seront terminés à bref délai.

Le gouverneur d'Istanbul, M. Namik Kemal Senturk, a annoncé qu'une enquête administrative avait été ouverte contre le maire, à la suite d'informations selon lesquelles il aurait autorisé les organisateurs du meeting ouvrier à utiliser des moyens de transport et de communication appartenant à la municipalité.

M. Ali Fust Rydough, secrétaire général du Parti de l'action nationale (extrême droite), président

par le vice-premier ministre Alpaslan Turkes, et qui ne compte que trois députés, a demandé lundi non seulement l'interdiction du DİSK — la confédération syndicale qui avait organisé le meeting du 1^{er} mai — mais aussi celle du Parti républicain du peuple (social-démocrate) de M. Bulent Ecevit, auquel la confédération ouvrière a promis son soutien pour les élections générales du 5 juin.

Le Parti de la justice, que préside M. Demirel, a affirmé pour sa part, dans une déclaration, la nécessité de rétablir les cours de sûreté de l'Etat en Turquie. Les slogans pro-turdes des agresseurs des manifestations du 1^{er} mai ont amené le vice-premier ministre, M. Turhan Feyzioğlu à dire que « les séparatistes et les communistes travaillent ensemble ».

Le Parti de l'union nationale (gauche), dont le quartier général avait fait l'objet d'une attaque à la bombe à la veille des troubles d'Istanbul, a estimé que les événements de ces derniers jours « expliquent par eux-mêmes les malheurs dominants ».

Italie

M. Luigi Longo s'inquiète des conséquences éventuelles d'un accord avec la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Rome. — L'Unità de ce mardi 3 mai publie un éditorial de M. Luigi Longo, qui peut être interprété de deux façons différentes. D'une part, en effet, le président du P.C.I. réclame avec force un large accord avec la démocratie chrétienne, qui changerait le « cadre politique ». Il se rallie ainsi ouvertement à la « ligne Berlinguer » qu'il considère jusqu'à présent avec quelque réticence.

Mais d'autre part, M. Longo réaffirme ses inquiétudes quand il réclame des « garanties » à la démocratie chrétienne et souligne qu'un accord ne peut être négocié que par « les sociaux ». Déjà, en octobre 1976, alors que le poids de l'abstention commença à gêner les communistes, le prédécesseur de M. Berlinguer avait pris la plus haute déclaration que les intérêts du pays ne devaient pas faire oublier ceux du parti.

Selon M. Longo, on ne peut

engager les travailleurs sur la voie « de l'insubordination et des actions » sans être sûr d'obtenir des réponses positives et des résultats appréciables. L'alternative est la suivante : « Si on ne crée pas les conditions du changement, il sera difficile d'établir un régime modéré (de l'électorat) ou quelque chose de pire ».

Seule la clarté de ses positions et la capacité de les faire valoir, toujours d'actualité, permettra au P.C.I. de répondre aux attentes conjuguées de la droite et de l'extrême gauche. M. Longo semble mettre en garde ceux qui voudraient conclure à tout prix un accord avec la démocratie chrétienne. Celle-ci lui a aussitôt répondu pour réaffirmer sa position d'accord pour quelques accords limités avec le P.C.I., mais non pour une entente générale et encore moins la constitution d'une majorité gouvernementale.

ROBERT SOLÉ.

Suisse

Pour la première fois UNE FEMME EST ELUE PRESIDENTE DU CONSEIL NATIONAL

Berne (A.F.P., A.P.). — Mme Elisabeth Blumsky a été élue présidente du Conseil national suisse, la Chambre basse du Parlement helvétique. Elle succède à M. Hans Wiler, qui avait donné sa démission. Le mandat de Mme Blumsky expirera à la fin de l'année. C'est la première fois qu'une femme est élue à ce poste en Suisse.

Mme Elisabeth Blumsky est née en 1922 à Schwyz, capitale du canton qui a donné son nom à la Suisse, elle devait représenter au Conseil national. Après avoir étudié le droit à Lausanne, elle fonda un cabinet d'avocat, puis fut élue en 1975 présidente des Femmes catholiques suisses, sous l'égide du parti populaire chrétien, elle devint, en 1971, l'une des deux femmes à siéger au Conseil national. Mme Blumsky s'est distinguée dans le domaine des droits familiaux et de la sécurité sociale. Elle manifesta, en outre, au cours de sa carrière politique, une ferme opposition à la libéralisation de la législation sur l'avortement.

Mme Blumsky est veuve et mère de trois enfants.

Grande-Bretagne

LA VEUVÉ DE MAXIME LITVINOV EST MORTÉ

Mme Ivy Litvinov, veuve de l'ancien ministre soviétique des Affaires étrangères soviétiques Maxime Litvinov, est morte à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Elle avait regagné sa patrie d'origine au début des années 70. Né à Londres en 1882, fils d'un diplomate d'origine hongroise, Ivy Litvinov descendait, par sa mère, d'une famille de militaires et d'officiers. Elle garda toute sa vie les manières en usage dans les classes supérieures de la société britannique.

Elle épousa Maxime Litvinov, alors réfugié politique, en 1918. Celui-ci fut arrêté en 1918 comme bolchevique et exilé en 1919 contre Sir Robert Bruce Lockhart. Sa femme le suivit en U.R.S.S. avec leurs deux enfants. Le vie de Mme Litvinov connaît selon la carrière de son mari. Le ministre fut exilé à Sverdlovsk de 1937 à 1939 et courut le danger de la guillotine en 1944 à 1947, date de sa mort. Mme Litvinov continua à travailler comme traductrice avant de se retirer en Grande-Bretagne il y a quelques années.

■ **KERATUM.** — C'est à Londres et non à Bruxelles, comme nous l'avons écrit par erreur (le Monde du 3 mai), que se tiendront les 10 et 11 mai les réunions du Conseil de l'OTAN auxquelles participera le président Carter.

BIS cherchait une solution à ses besoins de copies. Océ lui a proposé un système adapté.



Quand vous jetez un coup d'œil à vos besoins en matière de photocopies, vous vous apercevez qu'ils ont changé avec le temps. C'est maintenant le moment de vous intéresser à une solution rationnelle entièrement adaptée à vos besoins : La gamme Océ : une gamme de photocopieurs, duplicateurs qui vous donne, jour après jour, des copies, toutes très nettes. Océ va vous aider à analyser vos besoins, puis vous recommander l'équipement qui correspond à votre volume de copies, à la vitesse que vous demandez, aux formats dont vous vous servez et à votre budget, bien sûr.

BIS a fait un choix réfléchi. Il est satisfait d'Océ.

Copieurs, duplicateurs, tireuses de plans, microfilms.

Océ-Photosia S.A.
27, rue Cuvier - 93107 Montreuil Cedex - Tél. 374.11.35.
Amiens - Bordeaux-Mérignac - Lille - Lyon-Mercurey - Montrouge
Nancy - Nantes - Paris - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Copieurs Océ : un choix réfléchi. **Océ**

tielsa
technique moderne
à votre goût et selon votre budget
CHOOSEZ VOTRE CUISINE
CENTRE DE DOCUMENTATION
ET DE VENTE TIELSA
10, rue de Valenciennes 75013 Paris

EUROPE

Turquie

**Cent arrestations ont été opérées
à des incidents sanglants du 1^{er} mai**

Le 1^{er} mai, jour de la fête du Travail, a été marqué en Turquie par des incidents sanglants. Cent arrestations ont été opérées à des incidents sanglants du 1^{er} mai. Les communistes ont été arrêtés, ainsi que des membres de la gauche radicale. Les incidents ont eu lieu dans plusieurs villes, notamment à Istanbul, Ankara et Izmir. Les autorités ont déclaré que ces arrestations étaient nécessaires pour maintenir l'ordre public et la sécurité nationale.

Italie

**On s'inquiète des conséquences éventuelles
d'un accord avec la démocratie chrétienne**

En Italie, on s'inquiète des conséquences éventuelles d'un accord avec la démocratie chrétienne. Les communistes et les socialistes ont exprimé leurs réserves quant à la possibilité d'une coalition gouvernementale avec la DC. Ils craignent que cela ne conduise à une démission des principes socialistes et communistes.

ROBERT SOL

A Turin

**LE PROCÈS
DES BRIGADES ROUGES
VA REPRENDRE
DANS UN CLIMAT TENU**

Le procès des Brigades rouges va reprendre dans un climat tendu. Les débats porteront sur les responsabilités des différents membres du groupe. Les procureurs ont accusé les accusés d'être des terroristes responsables de plusieurs attentats.

La perte des forces créatrices

Un congrès des écrivains tchécoslovaques se tient aujourd'hui à Prague. On y a discuté de la perte des forces créatrices. Les participants ont souligné l'impact négatif de la censure et de la répression sur la littérature tchécoslovaque.

loup d'orme

vernie et ronce de noyer
retour au bois chez Francine HUBERQUES et des prix sympathiques pour les tables basses, gigognes et petites meubles. Exemple : table basse 120 x 80, toute d'orme vernie, 995 F.

FRANCINE HUBERQUES
183, bd Saint-Honoré - 75001 PARIS
Lundi et mardi, 10-19 h, sauf dim.

Tchécoslovaquie

AU CONGRÈS DES ÉCRIVAINS SLOVAQUES

Mme Ponicka prend la défense de ses confrères réduits au silence

Les Tchécoslovaques qui étaient jeunes lorsqu'en 1948 les communistes prirent le pouvoir avaient dans la seconde moitié des années 50 commencé à critiquer leurs aînés au sein des diverses corporations auxquelles ils appartenaient. Pendant cette période des mises en garde furent adressées au pouvoir, particulièrement au cours de réunions d'écrivains, avant d'être formulées devant les diverses ins-

taurces du parti communiste. Depuis la « normalisation » qui a suivi l'invasion du pays en 1968 par les forces du pacte de Varsovie, et en raison des épurations, le silence s'est abattu dans les organisations dépendant du pouvoir. Un jeune écrivain slovaque, Mme Hana Ponicka, vient de ranimer avec la tradition au cours du congrès des écrivains slovaques qui s'est tenu à Bratislava le 2 mars dernier. On lira ci-dessous l'essentiel de sa déclaration :

« Ces dernières années, nous avons perdu un grand nombre d'écrivains éminents. Ils sont morts, mais leurs œuvres sont toujours éditées. Nous avons aussi perdu beaucoup d'écrivains qui vivent ici ou ailleurs, qui sont capables de poursuivre leur création, mais dont les œuvres ne sont plus éditées. A ce jour, ne sont pas membres de notre organisation des écrivains tels que Dominik Tatarka, Petr Karvas, Vladislav Tazky ; ils n'ont pas le droit de publier leurs œuvres. Même les excellentes traductions de Mme Zora Jesenska d'œuvres russes, soviétiques, de littérature antique ou contemporaine ne peuvent être éditées, contrairement à ce qui se passe pour les œuvres d'autres écrivains récemment décédés. Et parce que son nom n'a pas été mentionné parmi les autres avant la minute de silence que nous avons observée pour rendre hommage à la mémoire et à l'œuvre de tous nos écrivains décédés récemment, je vais le faire au moins maintenant par une brève pause.

« D'autres anciens membres de notre union d'écrivains slovaques, ou collaborateurs de nos revues culturelles et littéraires tels que Jan Roemer, Pavel Hruša, Josef Broch, Fedor Cadra, Miroslav Kusý, Zdeněk Světlý, Miroslav Štol, Jiří Štítný, Jitka Janovská, Ctibor Štítný, František Handrlik, Stefan Moravčík, Roman Kalický, Jura Spitzer, Alfréd Vachek, Agneta Kalinová, et bien d'autres, n'ont pas le droit de publier leurs vers, leur prose ou leurs traductions, leurs articles, leurs critiques littéraires. Il y a peut-être des erreurs dans cette énumération de noms, dans la mesure où des changements administratifs sont peut-être intervenus ces derniers temps dans la situation de certains d'entre eux ; ces erreurs ne sont pas de mon fait ; si nous savons si peu de chose les uns et les autres, c'est que, dans le cadre de notre organisation, nous nous rencontrons rarement. Il manque dans nos rangs nombre d'écrivains littéraires, de critiques, de publicistes, de dramaturges. Leurs noms ont disparu aussi des catalogues et des étagères de nos bibliothèques publiques.

« Je ne peux plus continuer à avoir honte secrètement, à rougir secrètement, parce que je peux, moi, être publiée alors que d'autres n'en ont pas le droit. Je n'ai élevé que des critiques (...). C'est par prudence, de crainte que quelqu'un ne publie ensuite de mes déclarations un extrait uniquement positif. Cela arrive parfois chez nous. Enfin, je me permets de suggérer que les interventions faites au cours des débats de ce congrès soient rendues publiques. Je pense qu'actuellement, alors que ces derniers temps notre presse avait manifesté un tel intérêt pour les écrivains et leurs signatures, elle voudrait bien trouver la place nécessaire à leurs contributions à ce congrès (2).

« Je vous remercie de m'avoir entendue, et je tiens, à ajouter seulement et en quelques mots, que j'ai achevé, dernièrement, un scénario et que le film de long métrage qui en a été tiré doit passer cette année sur nos écrans. Mon premier volume d'une « trilogie enfantine » doit sortir cette année. Depuis notre dernier congrès, j'ai publié un poème en prose sur un graveur slovaque qui avait combattu pendant la mort durant l'insurrection nationale slovaque. J'ai obtenu pour cette œuvre une récompense dans un concours à l'occasion du trentième anniversaire de cette insurrection. Et, pourtant, je ne suis pas et je ne puis être satisfaite (...).

« A Prague, les signataires de la Charte 77 (demandant le respect des droits civiques) continuent à être en butte à diverses formes de censure. Ainsi, trois d'entre eux, sortis de prison fin 1976, le professeur Milan Hrabě, ancien recteur de l'Université de Prague, et deux autres, le philosophe Václav Štítný et M. Petr Uhl, ancien membre du KAN, organisation des activistes sans parti, qui, existant durant le printemps de Prague, ont été plus ou moins surveillés ces jours-ci sous surveillance policière.

(1) Un des grands poètes tchécoslovaques, resté fidèle au P.C. et à son parti, a écrit : « Mme Ponicka fait allusion aux signatures faites par les autorités pour obtenir la signature de renom sous des textes condamnant la Charte 77 et ses signataires.

« Selon certaines rumeurs, ceux des signataires qui ont été arrêtés depuis le début de l'année passeraient en jugement, dans des procès séparés, vers la mi-mai ; les actes d'accusation seraient déjà prêts.

D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.

« D'autre part, le philosophe Miroslav Kusý, l'un des rares signataires slovaques de la Charte (ancien chef de section du comité central du P.C. slovaque), a perdu, en mars, le modeste emploi qu'il occupait dans une librairie. Pour sa part, l'écrivain slovaque Dominik Tatarka, vient d'être privé de ses moyens d'existence, les 500 couronnes mensuelles (254 F) environ au cours de la semaine dernière.



RÉVISIONS BAC

MATH - PHYSIQUE — 27,50 F L'HEURE

Travail par petits groupes - Séances de 19 heures à 21 heures

Professeurs qualifiés - 10 ans d'expérience

MATH-ASSISTANCE

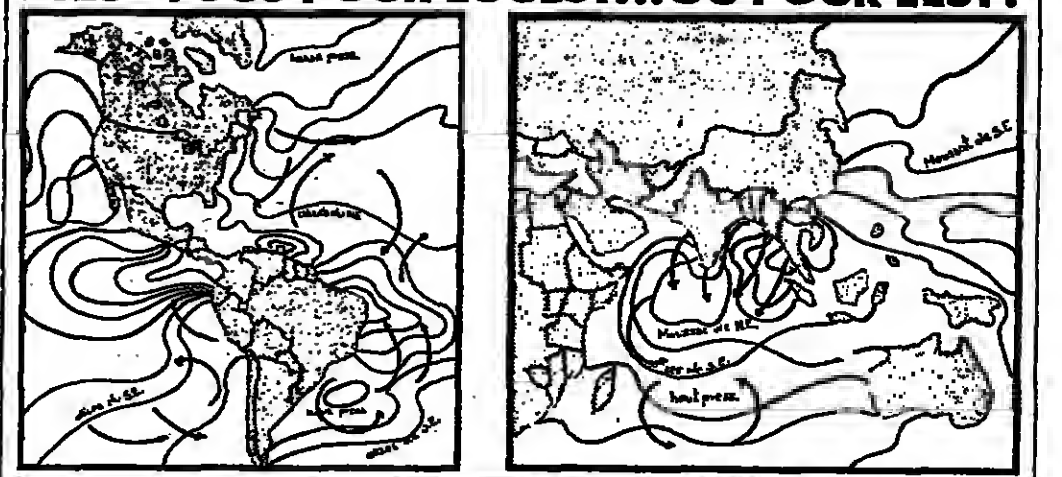
Seule adresse reconnue par l'E.N.

20 - Saint-Lazare 520-57-13

15 - Vaugirard 321-31-13

20 - Nation 77-09-38

ÊTES-VOUS POUR L'OUEST... OU POUR L'EST?



... en matière de climat bien sûr... Quand on choisit le lieu de son prochain voyage, mieux vaut savoir le climat qu'il y fait. Nous vous donnons ci-dessous divers éléments : la température moyenne en juillet, l'indice de pluviosité et le degré d'humidité... et les prix des diverses formules que nous organisons.

ÉTATS-UNIS : New York, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F. Los Angeles, 275 - 2mm - 71% - vol 2680 F. U.S.A. d'été en Ouest - cir. 29 J. 4900 F.

CANADA : Montréal, 215 - 77 mm - 69% - vol 1630 F. Québec, 171 - 171 mm - 67% - vol à partir de 2400 F.

MEXIQUE : Mexico, 171 - 171 mm - 67% - vol à partir de 2400 F.

INDONÉSIE : Jakarta, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

THAÏLANDE : Bangkok, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

AFGHANISTAN : Kaboul, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

VIETNAM : Hanoi, 249 - 62 mm - 94% - vol 1450 F.

POLITIQUE

LES RELATIONS ENTRE LES GAULLISTES ET LE POUVOIR

Le R.P.R. reste sur ses positions

Les déclarations télévisées de M. Giscard d'Estaing vendredi 29 avril n'ont pas convaincu les dirigeants du R.P.R. et n'ont pas modifié l'attitude qu'ils avaient prise avant celles-ci. M. Chirac s'en entretient encore vendredi 6 mai avec M. Barre, qui l'a convié à déjeuner à l'hôtel Matignon.

M. Michel Debré, dans sa lettre mensuelle publiée lundi 2 mai, invite toujours le chef de l'Etat à changer de comportement politique et à devenir un « chef au combat ». Le même jour, sur TF1, M. Yves Guéna, député politique du R.P.R., président qu'il exprimait au nom de M. Chirac resté à l'hôtel de Ville de Paris où il défendait son programme d'action devant le conseil municipal, soulignait les divergences de son mouvement avec M. Giscard d'Estaing. Il a ainsi répété, contrairement à ce que voulait accrédi-ter le président de la République, que le vote des députés gaullistes en faveur du « plan Barre » n'était pas un acte de confiance politique. Puisque le premier ministre ne doit pas poser la « question de confiance », si l'on en croit le chef de l'Etat, le problème

d'une éventuelle motion de censure n'a pas à être posé. Le R.P.R. se bornera à débiter sur chacun des projets du gouvernement et à déterminer chaque fois s'il y a lieu ou non d'approuver le texte proposé.

Les députés R.P.R. n'auront peut-être même pas à le faire si M. Barre n'engage la responsabilité de son gouvernement sur chaque projet qui se trouvera, alors automatiquement adopté si une motion de censure n'est pas votée.

Sur un ton calme, sans hausser la voix, M. Guéna a tout à tour reproché à M. Giscard d'Estaing de pratiquer une « politique de la Belle au bois dormant » et à M. Barre d'avoir « une attitude un peu illusoire et insuffisante ». Donnant sa traduction des propos présidentiels, M. Guéna a distingué les tâches de gestion qui reviennent au gouvernement de l'action politique et électorale, « appanage » des partis. Tout en déplorant cette répartition des rôles, le député politique du R.P.R. a utilisé pour montrer la nécessité et l'urgence d'unir une majorité aujourd'hui « plutôt désemparée » et pour manifester compré-

hension et magnanimité envers ses partenaires, à qui il promet qu'aucune « misère » ne sera faite.

Les gaullistes peuvent enregistrer avec satisfaction les dispositions plus amicales que manifestent à leur égard certains républicains indépendants et le refus des jeunes démocrates sociaux de persister dans une « alliance privilégiée » avec les giscardiens, comme l'avait proposé M. Lecanuet. Pour ceux-là, le R.P.R. apparaît un peu comme une locomotive à laquelle il serait profitable d'accrocher son wagon.

Toutefois, M. Guéna s'est bien gardé de prôner une organisation unitaire de la majorité et de poser le principe de la candidature unique. Ses déclarations se réfèrent plutôt à la notion du « pacte majoritaire » que M. Chirac avait proposé pour les municipales. Ainsi, les divergences d'analyse demeurent profondes entre le président de la République et le président du R.P.R., pour qui les positions sont maintenant claires et pour qui le temps de l'action politique et de la campagne électorale est venu, ainsi qu'il le dira vendredi prochain à Sochaux. — A. P.

M. Yves Guéna a notamment déclaré : « Nous avons voté » ou « au principe des mesures économiques proposées, mais nous avons dit que ce vote ne signifiait pas une confiance aveugle envers le gouvernement, et que nous ne nous engageons pas à voter tous les textes qui nous seraient pré-

sentés au cours de cette session et de la suivante. » Si nous ne votons pas un texte, cela ne doit pas être une défiance, cela voudrait simplement dire que le texte ne passera pas. » Notre analyse de la situation est différente de celle du gouvernement et du président de la République. D'un côté on nous propose la sévérité, le déshonneur, on nous demande de ne pas transiger. Nous croyons, nous, que la situation est plus sérieuse, qu'il faut mobiliser l'opinion publique et placer le débat sur le terrain politique. On nous propose la politique de la Belle au Bois dormant. Endormez-vous, nous conseillons-on et quand vous vous réveillerez dans un an, tout ira bien. Nous, nous nous ne pouvons pas nous laisser endormir. Les mesures proposées par le gouvernement pour redresser la situation économique constituent une attitude un peu illusoire et insuffisante. Dans les prochains mois, on pourra obtenir un peu

moins de hausse des prix et un peu moins de chômage. Ce n'est pas assez excitant pour retourner le vote français. » Nous pensions que c'était au gouvernement de prendre en main la gestion du pays mais aussi la politique, même électorale. Or ce n'est pas le cas. Le président de la République a réparti les rôles. Donc, ce sont les partis qui doivent prendre en main la politique. Nous voulons, nous R.P.R., être présents, nous sommes les plus nombreux et les mieux organisés. Il faut se battre, agir, s'affirmer. Nous sommes fermement contre toute élection de la majorité. La victoire passe par l'union de la majorité. Celle-ci n'est pas vraie-

M. Debré : le président devrait être le chef au combat

M. Michel Debré, dans sa lettre n° 3, sous le titre « Les élections sont-elles perdues ? », écrit :

« Ce n'est pas manquer à la courtoisie que de souhaiter une autre attitude du président de la République. Il se voit le chef de l'exécutif : il devrait alors être le chef au combat. En se déclarant prêt à accueillir une nouvelle majorité, le président de la République interprète correctement la Constitution. Est-il utile de le dire ? Est-il utile de laisser entendre qu'on espère quelque chose dans cette direction-là ? Est-ce même réaliste ? Le silence, au minimum, serait préférable, mais si tel est son désir pour demain, un certain effacement serait nécessaire aujourd'hui pour laisser à un gouvernement de combat les mains libres afin de commander l'événement. »

« Car tel est le deuxième point : un gouvernement de combat. C'est ce que la majorité attendait. On a remercié MM. Guichard, Leca-

nuet, Poniatowski, et placé sur l'orbite ministérielle de nouvelles personnes. Il me semble que ce furent deux erreurs. Il eût mieux valu garder les têtes politiques, en appeler quelques autres, les unir, s'accorder sur un objectif qui est l'objectif en tant qu'homme d'Etat, en tant qu'homme d'Etat, en tant qu'homme d'Etat. »

« Un gouvernement efficace — et c'est le troisième point — c'est-à-dire un gouvernement orienté vers le succès. Or l'orientation d'un gouvernement n'est pas commandée, l'insécurité s'accroît et à chaque conférence internationale nous nous alignons un peu davantage. Ce n'est pas le style de la victoire. Il ne faut pas croire que les Français soient insensibles à notre perte de crédibilité extérieure, à la fin de notre influence tant à l'égard des capitales que des africaines, à la fin du respect que l'on nous portait à Washington et à Moscou. (...) »

« Les mesures proposées par le gouvernement pour redresser la situation économique constituent une attitude un peu illusoire et insuffisante. Dans les prochains mois, on pourra obtenir un peu

moins de hausse des prix et un peu moins de chômage. Ce n'est pas assez excitant pour retourner le vote français. » Nous pensions que c'était au gouvernement de prendre en main la gestion du pays mais aussi la politique, même électorale. Or ce n'est pas le cas. Le président de la République a réparti les rôles. Donc, ce sont les partis qui doivent prendre en main la politique. Nous voulons, nous R.P.R., être présents, nous sommes les plus nombreux et les mieux organisés. Il faut se battre, agir, s'affirmer. Nous sommes fermement contre toute élection de la majorité. La victoire passe par l'union de la majorité. Celle-ci n'est pas vraie-

ment désemparée, elle est plutôt désemparée. Nous n'avons aucune intention agressive envers nos partenaires. Nous ne ferons pas de misère aux députés sortants de la majorité qui font bien leur métier. Le problème n'est pas entre les formations de la majorité, il est entre la majorité et l'exécutif, il y a entre eux un problème de confiance. »

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Partie remise pour une crise

L'avisement donné par les députés gaullistes au gouvernement de M. Raymond Barre a été suffisamment sérieux pour que les commentateurs de la presse hebdomadaire s'interrogent sur les perspectives politiques, durable dans l'un des élections législatives, si elles ne sont pas anticipées.

« La crise n'a pas eu lieu », mais, ajoute Claude Jacquemart dans *« L'ALPHABET ACTUEL »*, c'est une « piètre victoire ». Il poursuit : « M. Barre reste en sursis. Virtuellement, il n'y a plus de majorité parlementaire. Les amis de M. Chirac ont simplement hésité devant un vote négatif qui les eût fait accuser de saboter les efforts de redressement du gouvernement. Ce n'est pas un engagement pour l'avenir. »

Que l'ensemble des députés de la majorité aient, à quelques unités près, approuvé la déclaration de politique générale du premier ministre, c'est une victoire. Mais, commentaire : « Cette fausse victoire qui fait vivre le plus grand parti de la majorité sous la contrainte et le chantage, le plus de ce gouvernement et peut-être aussi des institutions de la V^e République. La majorité de gouvernement n'est plus qu'un artifice et le président de la République n'est plus qu'un homme de paille. »

« L'envie d'être « ailleurs » Pour Yvonne Quélès, dans *« FRANCE NOUVELLE »*, hebdomadaire du parti communiste, « Zorros plus ou moins conservés à la nage, dans le flot de son éditorial, le nouveau plan gouvernemental « sans action sur le chômage et l'inflation, Barre distribue des cadeaux aux patrons ». Elle note : « Les R.P.R., derrière les Chirac et Debré, critiquent Barre, mais sans s'opposer pour ne pas déclencher une crise qui amènerait elle-même des élections qu'ils ne semblent pas vouloir pour l'instant. Et quand ils critiquent Barre, d'ailleurs, c'est sur sa droite, pour ne pas être usés énergiques, c'est-à-dire, en clair, pour ne pas être plus dur dans la manière de faire payer la crise aux travailleurs. »

Après avoir affirmé que « ces dernières semaines, à plusieurs reprises, M. Barre a tiré son épingle du jeu », elle conclut : « Pierre Pujo écrit dans *« ASPECTS DE LA FRANCE »*, royaliste : le premier ministre a fait aller plus loin, et tout cela n'est que le début d'un processus de redressement de la France et réellement travailler pour elle. Sans tarder, il devra s'engager plus avant dans le combat politique. La logique de sa situation devrait le pousser à rechercher l'entente avec M. Chirac, qui représente le dernier espoir d'un accord de la majorité avec les prochaines élections, en laissant M. Giscard d'Estaing à ses réveries et à ses calculs politiques toujours contrariés. »

« Fatale, la crise ! »

De son côté, l'éditorialiste de *« RIVAROL »* formule un vœu : « Tout en sachant que (à M. Barre) de refuser les effets faciles et le pessimisme, on souhaiterait qu'il n'ait pas eu, s'adressant au pays à travers ses mandataires, il se soit davantage à sa portée, et surtout qu'il lui ait un langage plus frappant, plus entraînant, plus mobilisateur, bref, plus « politique », au meilleur sens du mot. »

En revanche, Martine Monod estime, dans *« L'HUMANITE »*, que « Une fois de plus, M. Barre n'a rien apporté

LA PRESSE HEBDOMADAIRE
Mitterrand propose
il renonce à ses acti

LES JEUNES DEMOCRATES-SOCHAUX SONT HOSTILES A L'ALLIANCE PRIVILEGIEE DES CENTRISTES ET DES R.I.

Au terme de la réunion de leur commission spéciale, qui a siégé dimanche 1^{er} et lundi 2 mai, les jeunes démocrates-sociaux ont adopté une résolution qui est une alliance privilégiée des centristes et des républicains indépendants ; et leur intention de « combattre la morosité, le déconfort et le scepticisme qui s'emparent de la majorité ».

M. François Bordry, qui a été réélu président de la formation, a déclaré : « Il faut comprendre que ce n'est pas le président de la République qui a initié les élections législatives, mais les prochaines élections, encore moins les seuls républicains indépendants, ni même le R.P.R. Ces

élections ne peuvent être gagnées que par une majorité soudée de « tous » et de « tous ». C'est pourquoi nous nous engageons à soutenir le gouvernement de M. Barre, à condition qu'il ne soit pas une majorité de « tous » et de « tous ».

« Les mesures proposées par le gouvernement pour redresser la situation économique constituent une attitude un peu illusoire et insuffisante. Dans les prochains mois, on pourra obtenir un peu

moins de hausse des prix et un peu moins de chômage. Ce n'est pas assez excitant pour retourner le vote français. » Nous pensions que c'était au gouvernement de prendre en main la gestion du pays mais aussi la politique, même électorale. Or ce n'est pas le cas. Le président de la République a réparti les rôles. Donc, ce sont les partis qui doivent prendre en main la politique. Nous voulons, nous R.P.R., être présents, nous sommes les plus nombreux et les mieux organisés. Il faut se battre, agir, s'affirmer. Nous sommes fermement contre toute élection de la majorité. La victoire passe par l'union de la majorité. Celle-ci n'est pas vraie-

ment désemparée, elle est plutôt désemparée. Nous n'avons aucune intention agressive envers nos partenaires. Nous ne ferons pas de misère aux députés sortants de la majorité qui font bien leur métier. Le problème n'est pas entre les formations de la majorité, il est entre la majorité et l'exécutif, il y a entre eux un problème de confiance. »

En revanche, Martine Monod estime, dans *« L'HUMANITE »*, que « Une fois de plus, M. Barre n'a rien apporté

AU CONSEIL DE PARIS

L'opposition adopte certains projets du maire

Le Conseil de Paris a adopté lundi 2 mai les premiers projets du programme d'action proposé par le maire. Le débat n'a été marqué, une nouvelle fois, par des échanges de propos peu amènes entre majorité et opposition, notamment entre M. Jacques Chirac et Georges Sarre, à l'occasion de la discussion sur les problèmes de l'emploi. De même, lors de l'adoption du règlement intérieur des commissions d'arrondissement, la gauche n

renouvelé ses critiques contre l'autoritarisme du maire. Pourtant, M. Jacques Chirac n'a pu, pour la première fois, se féliciter de voir les élus de l'union de la gauche pratiquer le « oui, mais... » : la plupart des textes proposés ont en effet recueilli une large approbation au sein de l'assemblée municipale, même si les amendements et les amendements proposés

de vifs échanges entre MM. Chirac et Sarre : il est vrai que, dans ce domaine, deux politiques étaient proposées aux élus parisiens : celle du maire et celle de la gauche. Le dessin du premier magistrat de la capitale, approuvé par la majorité, prévoit une analyse conjoncturelle de la crise, est de « freiner la désindustrialisation et le dépeuplement de la capitale ». Le maire a souligné : « Notre effort en matière d'emploi doit être fait par le seul secteur possible qui sont les petites et moyennes entreprises. Il doit procéder de la définition d'une action volontariste. Cette action, telle qu'elle résulte du rapport de M. Kérennec, doit être adoptée par le conseil municipal. »

Le conseil municipal a ensuite adopté sans opposition un projet de loi relatif à la déconcentration de certains services municipaux au niveau des mairies annexes. Cette opération est, pour M. Chirac « le premier acte d'une politique de grande ampleur » qui permettra de rapprocher l'administration municipale de ses administrés et qui s'analyse en deux objectifs principaux : moins de déplacements pour les Parisiens dans leurs rapports avec les bureaux municipaux et plus de rapidité dans l'action administrative. Le texte adopté prévoit notamment que les mairies annexes seront responsables de la répartition des places dans les crèches ; de plus, dans chaque mairie annexe, une antenne de services sera créée dans les arrondissements. Leur mise à place devra débiter au mois de mai pour s'achever au mois d'octobre. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris se chargera de la désignation des avocats dans les diverses consultations créées. Le débat qui s'est ensuite engagé sur l'emploi a donné lieu à

de vifs échanges entre MM. Chirac et Sarre : il est vrai que, dans ce domaine, deux politiques étaient proposées aux élus parisiens : celle du maire et celle de la gauche. Le dessin du premier magistrat de la capitale, approuvé par la majorité, prévoit une analyse conjoncturelle de la crise, est de « freiner la désindustrialisation et le dépeuplement de la capitale ». Le maire a souligné : « Notre effort en matière d'emploi doit être fait par le seul secteur possible qui sont les petites et moyennes entreprises. Il doit procéder de la définition d'une action volontariste. Cette action, telle qu'elle résulte du rapport de M. Kérennec, doit être adoptée par le conseil municipal. »

Le conseil municipal a ensuite adopté sans opposition un projet de loi relatif à la déconcentration de certains services municipaux au niveau des mairies annexes. Cette opération est, pour M. Chirac « le premier acte d'une politique de grande ampleur » qui permettra de rapprocher l'administration municipale de ses administrés et qui s'analyse en deux objectifs principaux : moins de déplacements pour les Parisiens dans leurs rapports avec les bureaux municipaux et plus de rapidité dans l'action administrative. Le texte adopté prévoit notamment que les mairies annexes seront responsables de la répartition des places dans les crèches ; de plus, dans chaque mairie annexe, une antenne de services sera créée dans les arrondissements. Leur mise à place devra débiter au mois de mai pour s'achever au mois d'octobre. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris se chargera de la désignation des avocats dans les diverses consultations créées. Le débat qui s'est ensuite engagé sur l'emploi a donné lieu à

« Accrochages »

à propos de l'emploi

Le conseil municipal a ensuite adopté sans opposition un projet de loi relatif à la déconcentration de certains services municipaux au niveau des mairies annexes. Cette opération est, pour M. Chirac « le premier acte d'une politique de grande ampleur » qui permettra de rapprocher l'administration municipale de ses administrés et qui s'analyse en deux objectifs principaux : moins de déplacements pour les Parisiens dans leurs rapports avec les bureaux municipaux et plus de rapidité dans l'action administrative. Le texte adopté prévoit notamment que les mairies annexes seront responsables de la répartition des places dans les crèches ; de plus, dans chaque mairie annexe, une antenne de services sera créée dans les arrondissements. Leur mise à place devra débiter au mois de mai pour s'achever au mois d'octobre. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris se chargera de la désignation des avocats dans les diverses consultations créées. Le débat qui s'est ensuite engagé sur l'emploi a donné lieu à

de vifs échanges entre MM. Chirac et Sarre : il est vrai que, dans ce domaine, deux politiques étaient proposées aux élus parisiens : celle du maire et celle de la gauche. Le dessin du premier magistrat de la capitale, approuvé par la majorité, prévoit une analyse conjoncturelle de la crise, est de « freiner la désindustrialisation et le dépeuplement de la capitale ». Le maire a souligné : « Notre effort en matière d'emploi doit être fait par le seul secteur possible qui sont les petites et moyennes entreprises. Il doit procéder de la définition d'une action volontariste. Cette action, telle qu'elle résulte du rapport de M. Kérennec, doit être adoptée par le conseil municipal. »

Le conseil municipal a ensuite adopté sans opposition un projet de loi relatif à la déconcentration de certains services municipaux au niveau des mairies annexes. Cette opération est, pour M. Chirac « le premier acte d'une politique de grande ampleur » qui permettra de rapprocher l'administration municipale de ses administrés et qui s'analyse en deux objectifs principaux : moins de déplacements pour les Parisiens dans leurs rapports avec les bureaux municipaux et plus de rapidité dans l'action administrative. Le texte adopté prévoit notamment que les mairies annexes seront responsables de la répartition des places dans les crèches ; de plus, dans chaque mairie annexe, une antenne de services sera créée dans les arrondissements. Leur mise à place devra débiter au mois de mai pour s'achever au mois d'octobre. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris se chargera de la désignation des avocats dans les diverses consultations créées. Le débat qui s'est ensuite engagé sur l'emploi a donné lieu à

de vifs échanges entre MM. Chirac et Sarre : il est vrai que, dans ce domaine, deux politiques étaient proposées aux élus parisiens : celle du maire et celle de la gauche. Le dessin du premier magistrat de la capitale, approuvé par la majorité, prévoit une analyse conjoncturelle de la crise, est de « freiner la désindustrialisation et le dépeuplement de la capitale ». Le maire a souligné : « Notre effort en matière d'emploi doit être fait par le seul secteur possible qui sont les petites et moyennes entreprises. Il doit procéder de la définition d'une action volontariste. Cette action, telle qu'elle résulte du rapport de M. Kérennec, doit être adoptée par le conseil municipal. »

Le conseil municipal a ensuite adopté sans opposition un projet de loi relatif à la déconcentration de certains services municipaux au niveau des mairies annexes. Cette opération est, pour M. Chirac « le premier acte d'une politique de grande ampleur » qui permettra de rapprocher l'administration municipale de ses administrés et qui s'analyse en deux objectifs principaux : moins de déplacements pour les Parisiens dans leurs rapports avec les bureaux municipaux et plus de rapidité dans l'action administrative. Le texte adopté prévoit notamment que les mairies annexes seront responsables de la répartition des places dans les crèches ; de plus, dans chaque mairie annexe, une antenne de services sera créée dans les arrondissements. Leur mise à place devra débiter au mois de mai pour s'achever au mois d'octobre. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris se chargera de la désignation des avocats dans les diverses consultations créées. Le débat qui s'est ensuite engagé sur l'emploi a donné lieu à

M. Barre
DEMANDE
GARANTIES
DES DEMOCRATIQUES
DES DOM

**A prix-charter égal,
la qualité de nos prestations
fait la différence.**

Dans sa nouvelle brochure vols-charters, séjours et circuits "Ete 77", le Point 85 vous explique en 6 articles tout ce que vous devez savoir sur le charter, 8 bonnes raisons aussi pour partir en toute sécurité avec le Point 85. Demandez-nous un exemplaire.

Vols aller-retour

U.S.A.	1310^f
GRECE	690^f
MEXIQUE	2250^f
INDE	2350^f
PEROU	2375^f
TUNISIE	645^f
Etc... etc... etc...	

**le point
85**

**85 bd Saint Michel
Paris 75005**
329 60 50
329 51 50

POLITIQUE

LES TROIS VEDETTES DU NOUVEL «ART PO»

(Suite de la première page.)

Roger-Gérard Schwartzberg est trop subtil pour s'en tenir à cet exposé des motifs en forme de réquisitoire. Il propose une typologie brillante de ces vedettes du spectacle qui sont devenus, à l'en croire, les leaders politiques. Et il en distingue trois variétés principales : le héros, le monsieur-tout-le-monde et le « leader de charme ».

Le premier se rencontre beaucoup par gros temps : Roosevelt, Churchill ou de Gaulle dans les pays démocratiques ; Hitler, Franco ou Mussolini dans les dictatures occidentales ; Staline, Mao ou Castro dans les régimes communistes ; Bourguiba, Sanghar ou Kadhafi dans les pays du tiers-monde. Révolutionnaire, modéré, libéral ou réactionnaire, le « héros » se veut lui-même la « star » des années 30. De Gaulle et Greta Garbo, le Connétable et la Divine, courent dans l'« Etat spectacle » et partagent le mystère, le culte et le charisme.

Il y a ensuite le « Common Man », la superstar à l'échelle

humaine, la star-reflet. Là, au moins, les électeurs ont leur mot à dire. M. Tout-le-Monde succède au demi-dieu : Félix Guin, Clement Attlee ou Harry Truman après les Trois Grands. Mais, attention : ils doivent avoir l'air et les manières de simples citoyens — Harold Wilson y était passé maître — mais non l'être réellement. Ou, alors, cela donne Gerald Ford.

Enfin, la star-modèle, le « leader de charme » : les Kennedy, Pierre-Elliott Trudeau, Olof Palme, Valéry Giscard d'Estaing. Autant de patriotes complaisants de dons, bardés de diplômes, veillés par les fées. Ils doivent s'imposer plus vite et mieux que les autres, passer sans effort d'une langue à l'autre. Cette trilogie du héros jupitérien, de l'oncle rassurant et du grand frère que l'on admire, a, bien sûr, ses conflits de frontières et ses variantes. Ce sont les aspirants héros, les femmes-mères du peuple, etc.

Malgré son brio, le reste du livre sonne moins neuf. Roger-Gérard Schwartzberg dissèque la politique comme industrie du spectacle,

avec ses têtes d'affiche, ses star-lettes, ses figurants, avec ses différents scénarios — la conférence de presse, le débat, l'interview, — avec ses « techniciens »-experts en marketing politique, sondages, « négres », etc. Avec, aussi, son public privilégié : cette frange d'électeurs apolitiques, plus sensibles à l'émotionnel et au personnel qu'au rationnel et à l'intellectuel. Plus malléables que les autres, ils sont aussi plus vulnérables à un sourire travaillé, à une intonation éprouvée, à un geste bien au point.

Et les remèdes proposés ? Comme toujours, ils ne sont pas à la hauteur du mal dénoncé : pour l'essentiel, une contre-culture critique et irrévérencieuse, qui impose davantage de sincérité, d'information, de participation. Mais il est vrai que, avec son « Etat spectacle », Roger-Gérard Schwartzberg y a déjà largement apporté sa pierre.

Aussi bien les trois regrets principaux ne sont-ils pas là. Le premier tiendrait plutôt à ce que l'auteur n'ait pas davantage cherché à mesurer ce qui, dans les manifestations caricaturales et parfois dangereuses de la personnalisation du pouvoir, doit être mis précisément en compte — ou plus exactement au délit — de l'audio-visuel. Après tout le phénomène de la personnalisation est aussi vieux que les sociétés politiques. Peut-être se réduit-il — ce qui serait déjà considérable — à généraliser un phénomène qui, de toute façon, touche à peu près inégalement les jeunes nations, et bien souvent les plus âgées, par temps de crise. A cette aune-là, l'audio-visuel serait plus responsable de la contagion de l'Etat spectacle que de la maladie congénitale qu'il constitue.

Et puis, il est un peu facile, surtout pour un esprit aussi critique que celui de Roger-Gérard Schwartzberg, d'exonérer la gauche française, en bloc, de toute part de responsabilité dans le « Star-System » politique. Comment ne pas relever que, partout dans le monde, atteint tous les régimes, quelle

que soit leur orientation ? Pourquoi alors, dans la seule France, serait-il vice pour 51 % de pervers et calvaire pour 49 % de victimes ? Dans la majorité comme dans l'opposition, certains s'y résignent, d'autres s'en exclament.

Pierre Mendès France en a très largement refusé les règles, mais Michel Debré aussi. Le général de Gaulle en est devenu un virtuose, malgré ses répugnances. Mais François Mitterrand, qui n'a aucun goût pour cela, n'y est ni malade ni mal aimé. Et tel jeune et brillant délégué général des radicaux de gauche entrerait après tout assez bien lui aussi dans la catégorie des aspirants « leaders de charme », même s'il blâme brutalement le système.

Enfin, si Roger-Gérard Schwartzberg a mille fois raison de partir en guerre contre les déviations de l'« art po » — et il le fait avec autant de talent que de clarté — sa démonstration aurait été aussi forte, et même davantage, si elle avait pris en compte les quelques aspects positifs de l'offensive : l'élargissement de l'univers géographique des citoyens ; le jugement, souvent judicieux, que l'audio-visuel leur permet d'acquiescer directement sur la personnalité des princes qui les gouvernent ; et même quelquefois les éléments d'information qu'il leur apporte. Après tout, si la campagne de l'élection présidentielle de 1974 n'a pas été sans défauts, elle n'a pas non plus été désastreuse, tant s'en faut. Presse écrite et presse audio-visuelle ont en tout cas fourni aux électeurs sensiblement plus d'éléments de choix qu'à l'« âge d'or » de la démocratie parlementaire. Ceux qui ont eu à opter entre François Mitterrand et Valéry Giscard d'Estaing en ont eu davantage que leurs parents, qui croyaient voter pour Pierre Mendès France et élisaient en fait Guy Mollet, ou que leurs grands-parents, au temps où il fallait choisir entre Edouard Herriot et André Tardieu.

ALAIN DUHAMEL.

* Flammarion, 42 F.

UN OUVRAGE DE PIERRE LIMAGNE « L'Ephémère IV^e République »

Journaliste politique pendant près de quarante ans, Pierre Limagne est un honnête témoin. Pour le Croix, dont il dirigeait le service politique, il a vécu du premier au dernier jour, de la naissance à la mort, la vie agitée, difficile, mais pas aussi creuse et inutile qu'il est à la mode de l'affirmer depuis. C'est à la fois un « mal-aimé » que fut la IV^e République. Aujourd'hui, il dépose et son témoignage de bonne foi aide les historiens à mieux comprendre ce régime décevant et fragile.

Avant approché toutes les vedettes et tous les acteurs de ces treize années, Limagne trace de quelques-uns d'entre eux — Vincent Auriol, René Coty, Paul Ramadier, Pierre-Mendès France, Guy Mollet, Georges Bidault — des portraits sans hargne comme sans complaisance. L'attention qu'il donne tout naturellement aux démocrates-chrétiens du Mouvement républicain populaire, à la querelle scolaire qui opposèrent la vie publique d'un bout à l'autre de cette éphémère République, ses récits et ses descriptions de chaque épisode marquant, portent la marque d'un esprit libre en même temps que

de souci de comprendre et d'expliquer. S'il se garde, et c'est parfois dommage, de formuler des jugements d'ensemble et ne conclut pas, c'est en quelques pages, il apporte des éléments d'analyse ordonnés, clairs et sûrs sans prétendre à l'exhaustivité.

Il fait bien apparaître comment des dispositions constitutionnelles mal bâties et bientôt trahies par ceux-là mêmes qui les avaient conçues mais qui ne cessèrent néanmoins de dénoncer leur origine, de médiocres querelles, une instabilité inéluctable, enfin les guerres coloniales génératrices de complots en tous sens, ont provoqué l'effondrement final d'un régime dont le bilan, s'il est maigre, n'est pas vraiment négatif. Document et non thèse, cet utile ouvrage de référence fait suite en quelque sorte aux précieux *Ephémérides* de quatre années tragiques publiés par Pierre Limagne pour la période de l'occupation et précède sans doute une histoire de la V^e République.

PIERRE VIANSSON-PONTE.
* Pierre Limagne : *L'Ephémère IV^e République*, Editions France-Simpre, 406 pages, 45 F.

DECOUVERT A LA SAMARITAINE Regardez le style, comparez le prix...



CHEMISE 100 % coton,
col et empiècement tons opposés,
3 coloris..... **35 f**

JEAN'S BLANC, 100 % coton, une poche gousset,
2 poches plaquées arrière..... **59 f**

SABOT cuir noir, semelle bois, du 38 ou 44..... **43 f**

ENSEMBLE PANTALON/LIQUETTE manches courtes,
toile trépiée 100 % coton, coloris sobre,
vert, noir et blanc..... **139 f**

TRAINING croisé velours marron,
du 38 au 48..... **45 f**

BOUTIQUE JUNIORS.
MAGASIN 2-1^{er} et 2^e étages

Samaritaine

PONT-NEUF - VELIZY 2 - ROSNY 2 - CERGY

**MONSIEUR
DE CHARETTE**
Chevalier du Roi

par Michel
de Saint Pierre

Une épopée
de guerre et d'amour



Editions
de la Table Ronde

éditions sociales

GUSTAVE ANSART
de l'usine
à l'Assemblée Nationale

NOUVEAUX

Noël BARTHES
Claude COULBAUD et
Denis LEMERCIER
Ecole, psychologie,
orientation

En vente partout

UNISIE

100 F

145 F

psychoscope international

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

100 F

DÉFENSE

Deux progrès de la technologie militaire

En dépit des négociations — pour le moins difficiles — sur la limitation des armes nucléaires, qui devraient reprendre le mercredi 11 mai à Genève, les techniciens américains et soviétiques continuent d'élaborer une nouvelle panoplie de moyens offensifs ou défensifs, fondée, pour l'essentiel, sur la précision des armes ou la physique des particules.

Des missiles américains plus précis

De notre correspondant

New-York. — Les Américains s'apprêtent discrètement à réaliser un progrès technologique en se dotant des moyens de pulvériser les missiles adverses dans leurs silos. La nouvelle panoplie technologique américaine illustre la supériorité technologique dont les Américains disposent incontestablement vis-à-vis de l'Union soviétique. En octobre prochain, le Pentagone modernisera cinq cent cinquante Minuteman-III,

qui seront dotés d'un nouveau système de téléguidage qui améliorera la précision de leurs tirs. Les missiles de leur cible, lorsqu'ils seront équipés du nouveau système de téléguidage, ils auront 50 % de chances de tomber à 400 mètres de leur cible, lorsqu'ils seront équipés du nouveau système de téléguidage, ils auront 50 % de chances de tomber à 200 mètres de leur cible. En octobre 1979, lorsque les ogives MX-12 A remplaceront les MX-12, ces missiles seront équipés de composants miniaturisés et ils porteront le double de leur charge actuelle : 360 kilotonnes de TNT au lieu de 170 kilotonnes.

Les experts soviétiques s'inquiètent moins à l'heure actuelle de la "future mise en place de nouveaux types de missiles américains tels que le MX missile mobile" et le missile de croisière que du raffinement et du perfectionnement des Minuteman III. Ces améliorations rendront plus difficiles les négociations SALT, particulièrement difficiles et créent, selon certains spécialistes américains, une situation à bien des égards semblable à celle qui existait lorsque le Pentagone commença à installer sur des missiles intercontinentaux des têtes multiples (« mirvatisation »).

L. W.

Un faisceau de particules en Union soviétique

Washington (A.F.P.). — L'U.R.S.S. met au point un faisceau à haute charge de particules, destiné à détruire les têtes nucléaires des missiles américains intercontinentaux ou lancés par sous-marins, affirme dans son dernier numéro l'hédomadaire Aviation Week and Space Technology.

Le principe de ce système est la projection dans l'espace à la vitesse de la lumière d'un faisceau de particules de haute énergie (protons) pour intercepter et neutraliser les véhicules de rentrée dans l'atmosphère (le Monde du 8 février).

Les experts américains auraient détecté, depuis novembre 1975, des quantités importantes d'hydrogène gazeux avec traces de tritium dans l'espace, donnant à penser que sept tests de ce nouveau système ont déjà été faits en Asie centrale soviétique. Les spécialistes soviétiques s'efforcent aussi de mettre au point un rayon laser antisatellite fonctionnant à partir d'un vaisseau spatial.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Franche-Comté

M. André Bouilloche (P.S.) EST RÉÉLU PRÉSIDENT DU DISTRICT DE MONTBÉLIARD

(De notre correspondant.)

Montbéliard. — M. André Bouilloche, député (P.S.) et maire de Montbéliard, a été réélu lundi 2 mai président du district urbain du pays de Montbéliard. Mais cette réélection (attendue) a été éclipée par la « guérilla » menée par le groupe communiste à propos de sa représentation au bureau du conseil de district. Sur deux sièges de vice-présidents, le P.C. (quatorze conseillers plus des apparentés) en revendiquait quatre. C'est finalement le conseil municipal qui a désigné, par le vote, les deux vice-présidents communistes et quatre vice-présidents représentant la « troisième force » (qui regroupe des élus de toutes tendances).

Cette élection, émaillée de suspensions de séance et de propos assez vifs, reflète « la petite brèche de l'union de la gauche » qui était apparue lors des municipales dans la région. M. Bouilloche a souligné qu'« un accord général intervient sur la gestion du district », tout en regretant les désaccords apparus au grand jour et les excès de langage.

Ile-de-France

Les éboueurs parisiens demandent à être reçus par M. Chirac

(De notre correspondant.)

Le syndicat C.G.T. des éboueurs parisiens en grève depuis le jeudi 21 avril a demandé lundi 2 mai au maire de Paris, M. Jacques Chirac, qu'il reçoive ses représentants et qu'il entame avec eux « une véritable discussion » sur leurs revendications de salaires.

Conduits par leur secrétaire général, M. Louis Halle, les éboueurs parisiens C.G.T. ont été reçus lundi en fin de matinée par le chef de cabinet de la présidence de la République, Mlle Eliane Signorini. « Cette entrevue n'a pratiquement rien donné », a indiqué M. Halle. Nous avons l'impression que l'on joue à la balle carrée. On nous dit qu'il s'agit d'un problème relevant du maire de Paris et le maire de Paris nous dit qu'il s'agit d'un problème de gouvernement.

« Le seul interlocuteur »

L'Élysée a fait savoir dans un communiqué diffusé lundi que le relèvement des rémunérations ne peut intervenir que conformément au plan Barre et dans le cadre des orientations arrêtées par le gouvernement en faveur des travailleurs ruraux.

Il précise que le conseil municipal de Paris a, en décembre 1976, adopté une première étape d'un plan de cinq ans pour rénover la profession en reprenant une partie des propositions préfectorales. « Il lui appartient maintenant de la mettre en œuvre », a-t-il ajouté. Comme dans toutes les autres municipalités de France, ajoute le communiqué, le maire de Paris, depuis l'entrée en vigueur du nouveau statut de la capitale, reste le seul interlocuteur du personnel pour mettre fin au conflit.

M. Jean Tiberi, adjoint au maire, a rencontré lundi en fin d'après-midi, les représentants syndicaux des éboueurs. Cette entrevue, qui a duré près d'une heure, n'a rien donné. M. Tiberi a répété les propositions qu'il avait déjà faites au cours des précédentes rencontres : augmentation de 15,5 % de la prime de contrainte matinale et un certain nombre d'heures supplémentaires chaque mois.

M. Jacques Chirac, répondant aux questions de l'opposition sur ce conflit, a indiqué, au cours de la séance du conseil municipal du lundi 2 mai, que « la ville ne pouvait aller au-delà de ces propositions ».

Midi-Pyrénées

LA C.G.T. ET LA C.F.D.T. ENTRENT AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — Les délégués de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont accepté de faire partie, désormais, du comité économique et social de Midi-Pyrénées, tirant ainsi les leçons d'un récent arrêt du Conseil d'État (le Monde du 29 janvier). Cette nouvelle a été annoncée lundi par M. Alain Savary, président (P.S.) du conseil régional à la quarante-septième Foire internationale de Toulouse.

M. Alain Savary a, en outre, fait part à la fois de son étonnement et de son scepticisme en évoquant une récente déclaration de M. Raymond Barre, selon laquelle le rôle des établissements régionaux allait être accru : « Je ne vois pas comment, à-t-il commenté, sans que les crédits qui leur sont alloués soient augmentés ».

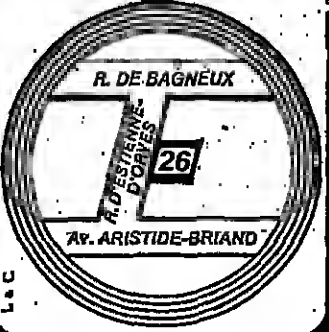
Le président du conseil régional a ajouté : « Malgré l'insuffisance des pouvoirs et des moyens dont dispose l'établissement public régional, ses membres continueront d'agir dans le strict respect de la loi ».



A MONTRouGE
26, rue d'ESTIENNE-D'ORVES
(900 m de la Porte d'Orléans)

37 PARKINGS
EN SOUS-SOL
RESTENT DISPONIBLES

Renseignements et Vente :
SAF
622.10.10
42, AV. DE FRIEDLAND - PARIS 8^e



VOITURES D'EXPORTATION T.T.

SEDAX 3, rue Scheffer, 75016 Paris
727.64.64 + 553.28.51 +
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda
Toutes marques étrangères



EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE 8 H A 19 H.
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIÈRE

CHANGEZ DE LANGUE MATERNELLE.



Passer un mois seul avec une équipe de professeurs Berlitz. Un mois durant lequel vous serez obligé de parler et de penser dans leur langue. Demandez le calendrier des stages à : Paris, tél. : 742.13.39. Nice, tél. : 85.59.35. Cannes, tél. : 39.26.86.

"IMMERSION TOTALE" BERLITZ

JUSQU'AU 31 MAI

CREDIT GRATUIT⁽¹⁾ 12 MOIS SUR TOUTES LES MOQUETTES DE LA PLACE CLICHY

Profitez de cette offre exceptionnelle pour apprécier dans les meilleures conditions les services d'un véritable spécialiste de la moquette.
La Place Clichy, c'est en effet :

- Un service de documentation, d'information et de conseil-décoration ouvert à tous, pour résoudre tous vos problèmes concernant le choix, l'installation, et l'entretien de votre moquette.
- Un choix illimité de tous les types de moquettes et, par conséquent, la possibilité de confronter un maximum de produits, dans le plus large éventail de prix :
- plus de 400 modèles sélectionnés par Intertapis.
- toutes les moquettes exclusives "A la Place Clichy".
- toute la collection "Pierre Frey - A la Place Clichy", et même, si vous le souhaitez
- des modèles conçus et fabriqués sur votre demande.

Quelques exemples :

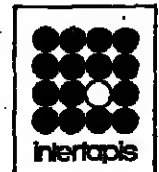
AIGUILLETÉ ALTO : largeurs 2 m et 4 m, le m ² 17,80 ^F	MISTRAL : 80 % acrylique - 20 % polyamide, largeurs : 2 m et 4 m, T3 le m ² 64 ^F
MOQUETTES BOUCLÉES CORFOU : 100 % polyamide sur mousse, largeur 4 m, T3 ICCO le m ² 42 ^F	ANGORA : 100 % polyamide, velours aspect SOFT, largeurs : 2 m et 4 m, TD le m ² 83 ^F
DJERADA : 100 % pure laine Woolmark, support mousse, largeurs : 2 m - 4 m - 5 m, T3 ICCO le m ² 138 ^F	MOQUETTES A VELOURS COUPÉ LAINE AMBIANCE : 100 % pure laine Woolmark, largeur 0,70 m, T3 le m ² 119 ^F
MOQUETTES BOUCLÉES RASÉES ODYSSÉE : 100 % polyamide sur mousse, largeur 4 m, T3 ICCO, en promotion jusqu'au 15 mai 1977 le m ² 69 ^F	MARLENE : 100 % pure laine Woolmark sur mousse, largeurs : 2 m et 4 m, T3 ICCO le m ² 147 ^F
MOQUETTES A VELOURS COUPÉ SYNTHÉTIQUE ATLANTA : 100 % polyamide sur mousse, largeur 4 m, T3 ICCO le m ² 54 ^F (par multiples de 0,50 m jusqu'à 4 m) le m ² 65 ^F	AMBASSADE : 100 % pure laine Woolmark, largeurs : 2 m - 3,66 m - 4,57 m - 5,50 m, T4 ICCO le m ² 198 ^F

(1) Pour toute demande de crédit faite entre le 1^{er} et le 31 mai 77, à partir de 1 000 F d'achat (sauf prestations de service) et après acceptation du dossier.

"À Paris-rive gauche, 37 rue de Beaune, un nouveau Place Clichy. Vous y trouverez tous les produits, les conseils, les informations et les services qui font de La Place Clichy un des leaders de la moquette à Paris"

à la place clichy

36, rue de Léningrad (8^e) - 37, rue de Beaune (7^e)



Libres opinions

Sur une armée nationale et républicaine

PAUL LÉON BRAY

Après avoir été le théâtre de la dernière manifestation de la gauche radicale, le 21 avril, le 2 mai a été consacré à la manifestation de la droite républicaine. Cette dernière a été organisée par le mouvement "Libres opinions" et a réuni, à Paris, plus de 100 000 personnes. Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

Le mouvement "Libres opinions" a été créé par Paul Léon Bray, ancien député de la Seine-Saint-Denis, et a pour but de rassembler toutes les forces de la droite républicaine, de la droite modérée à la droite radicale, autour d'une armée nationale et républicaine.

**Ses
grands appartements
Son parc
de deux hectares
Sa piscine - son tennis**

Venez visiter l'appartement témoin
Terrasses de Rueil
ouvert tous les jours de 13 h 30 à 19 h

A quelques minutes de Paris, vivez toute la semaine dans une ambiance de week-end.

Les Terrasses de Rueil

Rue Roger Jourdain

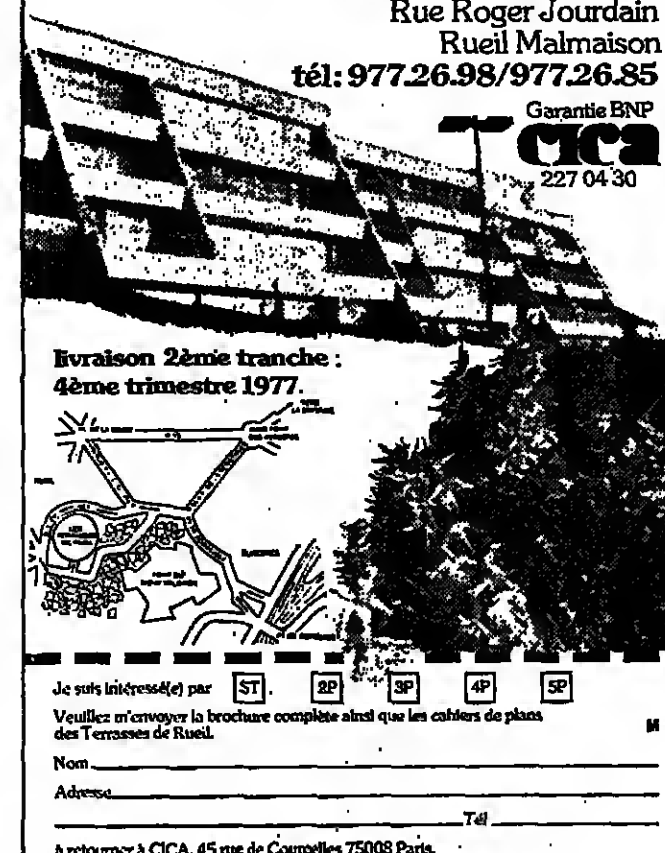
Rueil Malmaison

tél: 977.26.98/977.26.85

Garantie BNP

CICA

227 04 30



Evolution 2ème tranche: 4ème trimestre 1977.

Je suis intéressé(e) par

Veuillez m'envoyer la brochure complète ainsi que les cahiers de plans des Terrasses de Rueil.

Nom

Adresse

Tél

à retourner à CICA, 45 rue de Courcelles 75008 Paris.

EQUIPEMENT

ENVIRONNEMENT

Un entretien avec M. Michel d'Ornano

(Suite de la première page.)

— Monsieur le ministre, si vous avez du poids politique, en revanche vous démontrez avec un handicap. Les sociétés de protection de la nature vous ont décerné récemment le prix « chardon »; on vous reproche la marina de Deauville et la centrale nucléaire que l'E.D.F. compte installer à Nogent-sur-Seine. Ancien ministre de l'Industrie, sinon des industries, vous êtes suspect aux yeux des écologistes. Comment allez-vous remonter ce handicap?

— Je ne ressens pas auprès des associations que j'ai pu rencontrer le handicap dont vous parlez. J'ai l'impression que les écologistes m'accueillent avec un mélange d'incrédulité et d'espérance.

— Mais parlons de Deauville. J'ai été élu maire en 1962, à l'époque des tours. Longes des rivages français et voyez ce qu'on « faisait » alors: des avenues et des routes littorales, des constructions aussi hautes que possible. A Deauville, j'ai été à contre-courant: révision du plan d'urbanisme, interdiction des tours et des voies littorales, gel des terrains en bord de mer, interdiction d'y construire, obligation de respecter l'architecture normande, voilà ce que j'ai imposé malgré les pressions de ceux qui voulaient « élever Deauville et accueillir le plus de touristes possible ». J'ai développé des expériences pionnières. En 1971, j'y ai lancé une journée de l'arbre — la première en France — au cours de laquelle on a planté dix mille arbres. J'ai fait acheter par la ville un terrain de 1 hectare en pleine zone résidentielle pour le transformer en jardin. La marina lancée en 1965 a fait l'objet de trois enquêtes publiques. Aujourd'hui, on ne critique d'ailleurs pas les constructions elles-mêmes mais l'occupation du domaine public maritime. Ce n'est, plus de l'écologie, à l'époque la réglementation, différente de celle d'à présent, rendait

cela possible. En outre, il m'a paru nécessaire de donner à Deauville un port en eau profonde puisque l'ancien n'était accessible que trois heures et demie par marée. Dans un peu plus de quarante ans, ce port reviendra graduellement à la collectivité. Finalement, je prétends que lorsque Port-Deauville sera achevé, ce sera une très jolie réalisation et que la station est l'une des mieux préservées du littoral.

— Deuxième point: mon passé à l'Industrie. Je crois avoir été un ministre de l'Industrie qui manifestait un grand souci de l'écologie, mais moi qui ai fait voter la taxe sur les granulats permettant de réaménager certaines carrières. Je suis intervenu pour qu'elle soit déduite non pour des études mais pour des travaux sur le terrain. C'est moi qui ai préparé le réaménagement du code minier récemment voté. Je suis donc un poids beaucoup plus important aux questions d'environnement dans les décisions d'autorisations de carrières. Je suis intervenu auprès des industriels chaque fois qu'il y avait des pollutions. Les présidents des plus grandes sociétés françaises vous diront l'action que j'ai menée auprès d'eux pour qu'ils réalisent des investissements anti-pollution. J'ai été constamment l'allié de ceux qui défendent la baie de Seine, l'allié des ministres de la qualité de la vie.

— Jusqu'à tout les ministères de l'environnement ont baissé les bras devant le développement de l'énergie nucléaire, qui est l'ennemi numéro un des écologistes. Vous connaissez ce dossier mieux que personne. Que comptez-vous faire?

— Le développement économique de la France et son indépendance imposent la recherche de sources d'énergie diverses. Dès mon arrivée à l'Industrie, en mai 1974, j'ai dit « pas de tout-nucléaire ». Le nucléaire prendra une part raisonnable de nos ressources énergétiques. Les dangers, Deuxièmement, il faut sur ces sujets une très vaste information. J'ai fait publier tout ce qui pouvait l'être. J'ai conduit des débats au Parlement, j'ai organisé des voyages de journalistes à l'étranger, j'ai fait procéder à la consultation régionale sur 38 sites alors qu'il en fallait 9. Ce souci de la consultation était une nouveauté.

— Pour la sécurité, j'ai considérablement renforcé les personnels qui y sont affectés, et c'est à ma demande qu'a été créé le secrétariat général inter-ministériel de sécurité nucléaire (S.G.S.N.), placé auprès du premier ministre. Enfin, la source de l'environnement: j'ai tenu à ce qu'E.D.F. consacre une part des investissements à l'architecture des centrales. J'ai vu les ruines, je me suis rendu sur le terrain au Pellerin, à Flamanville, à Nogent-sur-Seine, au Bugey, pour voir comment les réacteurs s'intégraient dans le site. Le 27 avril 1976, avant même que ne soit votée la loi de protection de la nature, j'ai adressé une lettre aux préfets leur demandant d'inscrire l'étude d'impact sur l'environnement dans le dossier d'enquête publique des centrales nucléaires.

— Vous avez tout de même laissé l'E.D.F. s'installer à Nogent-sur-Seine à 100 kilomètres en amont de Paris...

— Ne confondons pas les études et les décisions. Je suis allé à Nogent-sur-Seine non pour donner, comme le disent certains opposants, le feu vert à l'E.D.F. mais pour me rendre compte sur place. Aucune autorisation ne sera délivrée avant que l'étude d'impact sur l'environnement ait été faite et que des conclusions favorables n'aient été tirées. Chaque fois qu'E.D.F. cherche un site, ça crée une

émotion dans la population. On croit qu'une décision a été prise quelque part à Paris, à Suresnes, le Grand (Seine-et-Marne), où l'on prétend qu'un surgénérat est en projet. Or jamais, au ministère de l'Industrie, cette affaire n'a été évoquée. Qu'E.D.F. soit allé voir un terrain pour l'avenir, c'est naturellement son affaire, mais je vous affirme qu'aucune implantation n'a été décidée à quelque stade que ce soit. Sinon à quoi serviraient les études d'impact et les enquêtes publiques? Mais celles-ci impliquent une consultation préalable, auparavant des études de sol, de climat, etc.

— Comment vos services contrôlent-ils la validité des études d'impact faites par E.D.F. ou tout autre grand aménageur? M. Granet avait créé un atelier central d'environnement pour cela. Comptez-vous réinstaurer un service de ce type?

— Je veillerai à ce que la loi de la protection de la nature prévoyant l'étude d'impact soit rapidement et correctement appliquée. Le temps des priorités brutales est passé. J'aurai donc le souci de marier le développement économique et l'indépendance énergétique de la France avec la qualité de la vie. Il faut faire des centrales nucléaires, mais pas n'importe où ni n'importe comment. Comme ministre de l'Industrie, j'ai été, à cet égard, exigeant vis-à-vis d'E.D.F. Je ne la serai pas moins comme ministre de l'environnement. Les études d'impact ne seront pas un faux-semblant ni un alibi. Si elles montrent que tel équipement est insupportable à tel endroit, on ne le fera pas. J'y veillerai moi-même. Quant à l'atelier central d'environnement, il n'est pas à réinstaurer; il existe de par une décision ministérielle, et je puis vous dire qu'il travaille déjà sur des dossiers importants. Je m'attacherai personnellement à ce que ce service réponde à sa mission qui tend à définir et à donner à la procédure nouvelle et essentielle des études d'impact tout le poids qu'elle doit avoir dans les processus de décision.

— Voilà six ans que la majorité et le gouvernement, à travers des lois, ont voulu améliorer l'environnement et de la qualité de la vie, font de l'écologie. Loin de vous en savoir gré les écologistes vont porter leurs voix à l'opposition.

— D'abord, je ferai remarquer que l'opposition à eu l'occasion de faire passer ses préoccupations des propriétés étudiées sur les communes de Carrières, Sures-en-Oise et Belleschaumes, dont la cession paraît nécessaire pour la réalisation des projets de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire à trois voies, Paris-Sud-Est et d'une autre de télécommunications à grande capacité Paris-Sud-Est rattachant des communes de la région parisienne pendant 28 jours consécutifs à partir du 18 mai jusqu'au 15 juin 1977 inclusivement.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur: M. Régine SERFATY, instituteur retraité à Courtois.

M. le commissaire-enquêteur, s'agira à la mairie de Carrières.

Les personnes intéressées pourront, pendant cet intervalle, en prendre connaissance sur place (dimanches et jours fériés exceptés):

— de 9 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30 les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis et de 9 h à 11 h 30 les samedis dans la commune de Carrières;

— de 10 h à 12 h les lundis, mardis, mercredis et vendredis; de 14 h à 16 h les mardis et jeudis, et de 11 h à 12 h les samedis dans la commune de Sures-en-Oise;

— de 17 h à 19 h les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, et de 9 h à 12 h les samedis dans la commune de Belleschaumes.

Des observations pourront être soit consignées par les intéressés directement sur un registre ouvert à cet effet, ou adressées par écrit au maire, qui les joindra audit registre ou au commissaire-enquêteur.

A l'expiration du délai ci-dessus visé, le registre d'enquête sera clos par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur donnera son avis sur l'opportunité des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclaircir.

Ces opérations devront être terminées dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral du 8 avril 1977 susmentionné.

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités pour arriver à la réalisation du projet dont il s'agit.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées sur le résultat des enquêtes sera déposée à la Préfecture de l'Yonne, à la Sous-Préfecture de Sens et à la Mairie de Carrières, de Sures-en-Oise et de Belleschaumes.

Toute personne physique ou morale concourant pourra demander communication des conclusions du commissaire-enquêteur. Les demandes devront être adressées au Préfet de l'Yonne, 2^e Direction, 2^e Bureau.

Fait à Auxerre, le 8 avril 1977.

LE PRÉFET, PIERRE MANIERE.

pas le sentiment que ce jugement soit positif.

— L'écologie est l'un de ces problèmes à long terme difficiles à traiter. Deux attitudes sont possibles: n'en point parler, et s'exposer un jour à une explosion violente; en parler, accabler la prise de conscience du public et s'exposer alors à ses reproches. Car on ne guérit pas une tumeur en un tournemain. Quand on dit qu'on va assainir un fleuve, cela signifie que les rivières risquent de constater la poursuite de la poussée de pollution pendant un certain temps, ensuite une lente diminution. Cela ne suscite pas, sur le moment, l'enthousiasme.

— Faisons la politique des énergies nouvelles. On sait très bien qu'elles ne pourront contribuer de façon importante à notre approvisionnement avant vingt ans. Et pendant tout ce temps on nous reprochera de ne pas en faire assez. Faisons la récupération des vieux papiers. Elle passe par la construction en France d'usines de 5-seconde. Il y faut du temps et de l'argent.

— Il est donc vrai qu'en conduisant une politique écologique nous rendrons plus sensibles encore les préoccupations écologiques. Il ne s'agit pas de « récupérer » l'écologie. Il faut persister dans l'action, montrer des exemples et faire confiance à l'intelligence des Français qui comprendront ce qui est en train de se réaliser. Les associations sont à présent capables de nous juger. J'ai l'intention de les voir, de les écouter, de les consulter, jugeront-elles que je suis assez loin et que je suis assez efficace? Je m'efforcerai de le leur prouver.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
dans domaine privé avec environnement protégé
APPARTEMENTS DE LUXE
dans
CHALET TYPIQUE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Climat 60% sur 20 ans à 10% 54%
S'adresser au constructeur
IMMOBILIER DE VILLARS SA
Case postale 82
CH-1884 VILLARS-S.-OLLON
Tél. 025/31039 et 32206

charters → usa

CAMINO vous propose :

des prix 1.490 à 1.790 F.
Paris New York (aller/retour)

du sérieux les agences de voyages, que la loi rend responsables de ce qu'elles vous vendent, recommandent les vols Camino.

des références le premier vol ouvert au public, le 9 mai 1973, était un vol Camino.

un programme nombreux vols pour séjours de 2 semaines à 2 mois.

les meilleurs prix sans risques c'est Camino



(si vous voulez plus de renseignements sur les nombreux vols, séjours et circuits Camino vers les Etats-Unis, adressez-vous à votre agence de voyages ou à CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris - tél: 755.77.90 ou 380.55.58 - lic. A. 478)

Dégustez avant d'acheter

Imaginez que vous puissiez en une journée parcourir toutes les routes des vins de France. L'Alsace, la Bourgogne, la Champagne, les Côtes du Rhône, le Bordelais, le Val de Loire, le Languedoc-Roussillon, la Sud-Ouest, la Provence, la Corse.

Au Salon des Vins, c'est comme si vous visitiez tous les terroirs de France; vous dégustez, vous goûtez avant d'acheter quelques bouteilles à boire entre amis ou de quoi enrichir votre cave. Prenez la route des vins à la Foire de Paris.

FOIRE DE PARIS

Salon des Vins

30 avril-15 mai 10h à 19h-Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22h30

(PUBLILOCITE)

PRÉFECTURE DE L'YONNE
2^e Direction - 2^e Bureau

EXPROPRIATION
pour cause d'utilité publique

AVIS D'ENQUÊTE

Le public est prévenu que, conformément aux dispositions du titre II du décret n° 58-701 du 6 juin 1959 modifié par le décret n° 1632 du 21 mai 1974, pris en vertu de l'arrêté préfectoral du 8 avril 1977, les plans et états parcellaires des propriétés étudiées sur les communes de Carrières, Sures-en-Oise et Belleschaumes, dont la cession paraît nécessaire pour la réalisation des projets de construction d'une ligne nouvelle ferroviaire à trois voies, Paris-Sud-Est et d'une autre de télécommunications à grande capacité Paris-Sud-Est rattachant des communes de la région parisienne pendant 28 jours consécutifs à partir du 18 mai jusqu'au 15 juin 1977 inclusivement.

Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur: M. Régine SERFATY, instituteur retraité à Courtois.

M. le commissaire-enquêteur, s'agira à la mairie de Carrières.

Les personnes intéressées pourront, pendant cet intervalle, en prendre connaissance sur place (dimanches et jours fériés exceptés):

— de 9 h à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30 les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis et de 9 h à 11 h 30 les samedis dans la commune de Carrières;

— de 10 h à 12 h les lundis, mardis, mercredis et vendredis; de 14 h à 16 h les mardis et jeudis, et de 11 h à 12 h les samedis dans la commune de Sures-en-Oise;

— de 17 h à 19 h les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis, et de 9 h à 12 h les samedis dans la commune de Belleschaumes.

Des observations pourront être soit consignées par les intéressés directement sur un registre ouvert à cet effet, ou adressées par écrit au maire, qui les joindra audit registre ou au commissaire-enquêteur.

A l'expiration du délai ci-dessus visé, le registre d'enquête sera clos par le maire et transmis dans les vingt-quatre heures avec le dossier d'enquête au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur donnera son avis sur l'opportunité des ouvrages projetés et dressera le procès-verbal de l'opération après avoir entendu toutes personnes susceptibles de l'éclaircir.

Ces opérations devront être terminées dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral du 8 avril 1977 susmentionné.

Après ladite enquête, il sera procédé, s'il y a lieu, à l'accomplissement des autres formalités pour arriver à la réalisation du projet dont il s'agit.

Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur énonce ses conclusions motivées sur le résultat des enquêtes sera déposée à la Préfecture de l'Yonne, à la Sous-Préfecture de Sens et à la Mairie de Carrières, de Sures-en-Oise et de Belleschaumes.

Toute personne physique ou morale concourant pourra demander communication des conclusions du commissaire-enquêteur. Les demandes devront être adressées au Préfet de l'Yonne, 2^e Direction, 2^e Bureau.

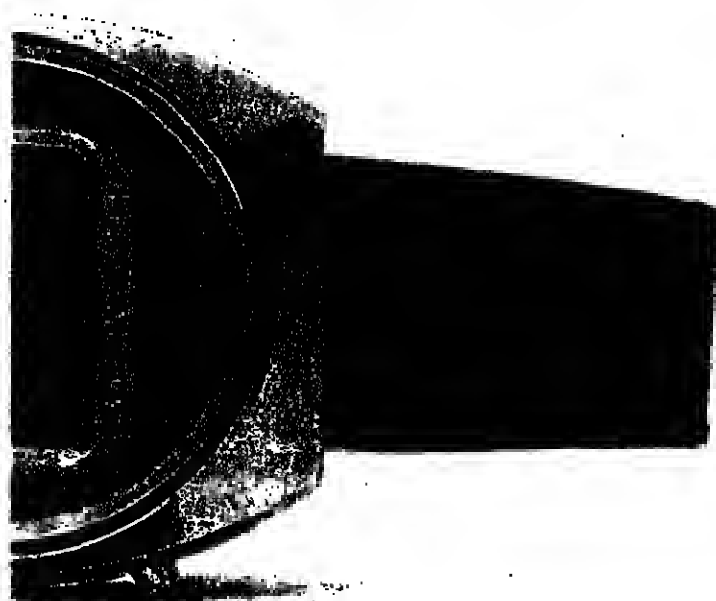
Fait à Auxerre, le 8 avril 1977.

LE PRÉFET, PIERRE MANIERE.

The first thing I noticed
 was the smell of the sea.
 It was a salty, sweet
 scent that filled my lungs.
 I had never before
 experienced such a feeling.
 The sun was shining brightly,
 and the waves were crashing
 against the shore.
 I felt like I was part of something
 big and beautiful.
 The sand was warm under my feet,
 and the water was cool.
 I took a deep breath
 and let it all in.
 This was my chance
 to escape the city
 and breathe fresh air.
 I walked along the beach,
 watching the waves roll in.
 The sound of the surf
 was soothing and calming.
 I felt like I was finally
 at home.
 The ocean was so vast,
 and I felt so small.
 But in that moment,
 everything was perfect.
 I closed my eyes
 and listened to the waves.
 They were telling me
 secrets that no one else
 could hear.
 I knew that this was
 where I belonged.
 The beach was my sanctuary,
 and the ocean was my friend.
 I would come back here
 every time I needed
 a little peace and quiet.
 Because in the end,
 that's what life is all about.
 Finding a place where you can
 truly relax and be yourself.
 And sometimes, that place
 is right outside your door.
 Just a few steps away
 from the city lights.
 Where the sun meets the sea,<
 and the world is yours.
 That's the magic of the beach.
 A magical place where
 everything is possible.
 And where you can find
 the peace you've been searching for.
 So next time you're looking for
 a way to unwind,
 remember the beach.
 It's always there waiting for you.
 With its endless possibilities
 and its gentle embrace.
 Because the beach is more than
 just a place.
 It's a feeling.
 A feeling of freedom and joy.
 A feeling that reminds us
 of who we really are.
 And that's why we keep coming back.
 Over and over again.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you
 to answer.
 Because the beach is waiting.
 Waiting for you to discover
 the magic of the sea.
 And the life that lies beyond.
 Beyond the horizon.
 Beyond the clouds.
 Beyond the stars.
 Beyond everything.
 To the beach.
 To the ocean.
 To the life that awaits us there.
 Because in the end,
 that's what matters most.
 The love we have for each other
 and the world around us.
 And the simple joys of life.
 Like a day at the beach.
 Where the sun is shining,
 the waves are crashing,
 and the heart is free.
 That's the beauty of the beach.
 A beautiful place where
 everything comes together.
 And where you can find
 the happiness you need.
 So go ahead and take a trip
 to the beach today.
 You'll see what I mean.
 The beach is calling.
 And it's up to you

* « Aménagement », publié par la société d'édition du CONATEF, 17, rue d'Astorg, 75008 Paris.

pour la zone.
central.
interne.
sports.
de la ville.
de la zone.
de la zone.



Enfin, le mouvement, le plus plat du monde pour ce type de montre, est protégé de la poussière et de l'humidité.

Avec une Jaz Quartz 12 à votre poignet, vous aurez bien mieux qu'une montre : vous aurez un instrument fascinant. **JAZ**



Jaz Quartz 12. Dix modèles de 885 à 1.030 frs.*
Chez votre horloger - bijoutier.

Jaz garantit 3 ans les mouvements suisses à affichage permanent (LCD) d'Ebauches S.A.

NEOGRAVURE, PARIS.

ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT AU FÉMININ

II. — Une subtile hiérarchie des sexes

par CATHERINE ARDITTI

Les deux tiers des professeurs du second degré et des instituteurs français sont des femmes (« le Monde » du 3 mai). La féminisation de l'enseignement — qu'elle soit l'effet de vocations ou d'un pis-aller dans la recherche d'un métier compatible avec la vie familiale — est un phénomène récent et massif. Pourtant, dans ce secteur où elles sont majoritaires, les femmes sont le plus souvent dirigées par des hommes.

La féminisation de l'enseignement n'est pas un phénomène récent, habituel à considérer que la place des filles n'était pas à l'école. « L'enseignement public », disait Napoléon, ne comptait point ces jeunes filles puisqu'elles ne sont point apprises à vivre en public. Le mariage est toute leur destination » (1). Il faudra attendre la III^e République pour que l'enseignement soit ouvert aux filles jusqu'à la fin du second degré, grâce à Camille Sée et, surtout, à Jules Ferry. Celui-ci réclama l'égalité des sexes face à l'instruction : il fallait, selon lui, « que la femme appartienne à la science ou qu'elle appartienne à l'Église » (2).

Les programmes des premiers

lycées féminins différaient de ceux des lycées de garçons : ex-citant le latin et le grec, ils ne permettaient pas aux jeunes filles de passer le baccalauréat et leur interdisait, de fait, l'accès à l'université.

C'est qu'en 1824 qu'une loi identifia l'enseignement féminin à l'enseignement masculin, le rôle joué par les femmes durant la grande guerre ayant accéléré l'évolution des esprits. L'égalité entre enseignants et enseignées fut, aussi, un long combat. C'est en 1879 que les départements français édictèrent l'obligation de créer et d'entretenir deux écoles normales : une pour les instituteurs, une pour les institutrices. Jusque-là, les institutrices — religieuses ou laïques — étaient formées par les congrégations, et leur niveau était très inférieur à celui de leurs collègues masculins. Les écoles qu'elles dirigeaient étaient qualifiées par Jules Ferry de « garderies d'enfants et d'ouvrières ». Entre 1879 et 1890, soixante-quatre écoles normales d'institutrices furent créées en France et « se peuplèrent rapidement » de « jeunes filles instruites, pauvres, sans position sociale et sans dot » que l'enseignement attirait (3). A cette époque les professeurs d'écoles normales d'instituteurs recevaient en début de carrière le salaire qui touchait en fin de carrière leurs collègues des écoles normales d'institutrices.

Une longue patience

La seule occasion qui permit à l'enseignement féminin de dépasser l'enseignement masculin fut l'ouverture, en 1880, de l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, destinée à former les professeurs d'écoles normales d'institutrices. L'ENS de Fontenay-aux-Roses (pour les hommes) n'ouvrit qu'en 1931. Cette même année, les femmes commencent à enseigner dans les lycées. Mais il leur fallut attendre quarante ans pour y être mieux payées — quand elles avaient obtenu le certificat d'aptitude à l'enseignement secondaire — que leurs collègues masculins simplement titulaires d'une licence.

Dans les lycées, les premières femmes professeurs avaient été formées à l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, créée en 1880. Elles y préparèrent, à partir de 1884, deux agrégations (lettres ou sciences), étape capitale si l'on songe que l'agrégation existait déjà pour les hommes, avant la révolution française. Mais il leur fallut encore dix ans de patience pour que l'agrégation féminine se diversifie.

Durant des décennies, les enseignantes durent accomplir un service plus lourd que les hommes pour un salaire inférieur. L'égalité fut réalisée en 1927 pour les salaires et en 1933 pour les maxima de service (4).

La féminisation du corps enseignant français, si elle trouve ses origines au XIX^e siècle, date toutefois, pour l'essentiel, des lendemains de la seconde guerre mondiale, et notamment des an-

nées où l'éducation nationale, face à des générations d'enfants nombreux, supports « l'explosion scolaire » en recrutant à la hâte, sans grandes exigences, et même par petites annonces. Au début des années 50, la demande d'enseignants est telle que l'éducation nationale limite ses exigences, même au niveau des concours.

Le recrutement massif a correspondu, dans le temps, à la féminisation du milieu enseignant : en 1900-1901, 47 % des agrégés, certifiés et assimilés étaient des femmes ; en 1905-1906, elles représentaient 54,5 %. Selon Antoine Prost, cette féminisation correspond à une mutation du métier qui apparaît comme un métier parmi d'autres, et non plus comme une vocation supérieure à laquelle se consacraient les intellectuels désintéressés (5).

Aujourd'hui, à titres égaux, l'égalité est en principe totale dans l'enseignement. Aucune porte n'est plus fermée aux femmes. L'exemple le plus éclatant

est celui de Mme Alice Samier-Salé, qui avait d'abord enseigné à l'école, puis à l'université, avait été, en 1968, doyen de faculté et, en 1973, la première femme recteur. Des femmes sont parvenues aux plus hauts niveaux, mais elles font encore figure de pionnières : comme Mme Jacqueline de Romilly, première femme professeur au Collège de France, en 1974, et Mme Béatrice Ahnweiler, première et seule femme présidente d'université.

Egales dans les principes et — pour certaines — dans les faits, les femmes n'ont pas encore, malgré leur nombre, pris la part qui leur revient dans l'édifice scolaire. Elles sont encore, moins « égales » que les hommes, et une forme subtile de hiérarchie persiste entre les sexes.

Elle est manifeste si l'on examine la proportion de femmes aux différents niveaux de l'enseignement. De la maternelle à l'université, qu'on le veuille ou non, et les salaires sont là pour l'attester, la considération et le pouvoir augmentent. Or, au fur et à mesure qu'on gravit les échelons de l'enseignement, la part des femmes va en s'amenuisant. En maternelle, elles représentent 90,7 % des postes. Dans l'enseignement primaire leur part est encore écrasante : 75 %. Si, dans les collèges d'enseignement secondaire, elles représentent encore les deux tiers du corps enseignant, elles ne sont plus que 54 % dans les lycées et 24 % dans les universités.

On peut aller plus loin dans la démonstration et observer que, dans chaque ordre d'enseignement, les femmes occupent, par rapport aux hommes, les fonctions les moins « nobles ».

Dans l'enseignement primaire, elles détiennent les trois quarts des postes, mais 47 % seulement des directeurs, sont des directrices. En outre, les hommes ont plus souvent en charge les cours moyen secondaires, dernière classe du primaire, et les femmes le cours préparatoire.

Dans les collèges d'enseignement secondaire, les femmes représentent plus des deux tiers des agrégés et des certifiés. Si elles ne sont que 56 % parmi les professeurs, l'enseignement général des collèges (P.E.G.C.), c'est cette catégorie d'enseignants qui compte le plus de femmes, la promotion fonctionnelle mieux pour les hommes que pour les femmes, à ce niveau.

Dans les lycées, l'équilibre est mieux respecté pour les agrégés et les certifiés. Mais, selon certains témoignages, les hommes se voient plus facilement, à niveau égal, confier les « grandes » classes — qui sont les plus recherchées — et les femmes les « petites » classes.

Les syndicats comme l'administration

Si l'on se tourne vers l'administration de l'éducation nationale, la situation n'est guère plus favorable pour les femmes. Dans les lycées, comme ailleurs, elles ne se heurtent à aucune concurrence dans les emplois médiocres (99,9 %) et de secrétariat (93 %). Si elles représentent les deux tiers du personnel d'entretien, moins d'un tiers des enseignants au titre du sexe féminin. Même disproportion au bag de l'échelle : les deux tiers des agents non spécialisés — mais

— l'enseignement technique est un cas particulier dans la mesure où il reflète les mentalités sur les métiers « féminins » et les métiers « masculins ». Si l'on compte 40 % de femmes parmi le personnel enseignant des collèges d'enseignement technique, elles représentent 53 % des professeurs d'enseignement général. Les proportions sont plus remarquables dans les enseignements techniques eux-mêmes : 69 % des femmes pour les disciplines « techniques théoriques » ; 18,5 % dans les disciplines pratiques. Pour les premières, il s'agit avant tout des métiers du secrétariat et de la comptabilité ; pour les secondes, on les trouve surtout dans les sections menant aux métiers de l'habillement.

L'enseignement supérieur est l'exemple le plus frappant de cette subtile hiérarchie entre hommes et femmes. Dans ce monde privilégié, le maximum de considération s'attache aux professeurs, mais on n'y compte que 5 % de femmes. Si elles sont 9,5 % parmi les maîtres de conférences, on les trouve surtout dans les postes de maîtres-assistants (27 % de femmes) et d'assistants (32 %).

seulement le quart des ouvriers professionnels — sont des femmes.

Majoritaires à peu près partout dans le secteur scolaire, les femmes sont dirigées par les hommes : les deux tiers des principaux de C.E.S., les trois quarts des proviseurs. L'administration centrale ne fait pas exception : dix-sept femmes sur cent soixante-deux inspecteurs généraux, aucune parmi les neuf directeurs du ministère de l'éducation, et seize sur les quatre-vingt-quatre

chefs de service et sous-directeurs.

Les syndicats, force de contestation puissante dans l'éducation nationale, sont eux aussi dirigés par des hommes : la commission administrative du SNEP, principal syndicat du secondaire, compte treize femmes et cinquante-six hommes ; la commission permanente du S.G.E.N.-C.F.D.T. trois femmes et dix-huit hommes ; le Syndicat national des instituteurs (SNI) est dirigé par un bureau qui compte trois femmes et vingt-sept hommes.

Ces proportions ne font que refléter — au niveau national — le peu d'ardeur des femmes au militantisme, phénomène qui n'est pas particulier au milieu enseignant. Le travail professionnel et les tâches domestiques laissent peu de temps pour les réunions syndicales, qui, à la base aussi, sont bien souvent l'affaire des hommes.

Dans un couple, le militantisme est souvent une cause de conflit. « Un mari, explique une institutrice du SNI, accepte plus facilement que sa femme aille à une réunion du Planning familial — entre « bonnes femmes » — qu'une réunion syndicale, où elle trouvera une majorité d'hommes. » Une autre militante est depuis dix ans en débat à ce sujet avec son mari, qui lui avait fait promettre — avant de l'épouser — qu'elle renoncerait aux responsabilités syndicales. Mais elle n'a pas tenu sa promesse.

Prochain article :

III. — UN DÉSÉQUILIBRE NÉFASTE

situation des collèges techniques est catastrophique

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

Reunis à Pau

LES EDUCATEURS DE JENI INADAPTES REFUSENT DE LA « BONNE CONSCIENCE DE LA SOCIÉTÉ.

...c'est "culturel"

...c'est "un débrayage surprise"

...c'est "une bonne femme"

...c'est "terminé"

...c'est "dangereux"

Pour soulager votre vie quotidienne et votre foie, buvez Vichy Saint-Yorre

Le Monde

DE LA MÉDECINE

La protection contre les sources d'irradiation artificielle

MILLE CENT CINQUANTE spécialistes venus de quarante-cinq pays se sont réunis du 24 au 30 avril à Paris sous la présidence du professeur Henri Jammet, et sous l'égide de l'Association internationale de radioprotection, afin d'étudier tous les aspects de ces « nuisances du monde moderne » que sont les radiations.

Ouvert par M. Jean Coulomb, président de l'Académie des sciences, le congrès s'est ter-

miné sous la présidence de Mme Simone Vail, ministre de la santé et de la sécurité sociale, qui a tiré les conclusions de ses travaux.

En ce qui concerne les nuisances médicales des rayonnements, actuellement la principale source d'irradiation artificielle, Mme Vail a rappelé que son département ministériel dispose maintenant d'un état continuellement mis à jour des différents appareils de radiologie utilisés en médecine. Nous savons ainsi que la part radiologique

française comporte 46 000 installations de radiodiagnostic médical et dentaire, 300 installations de radiothérapie à haute énergie, 100 installations de curiethérapie, un millier d'installations de roentgénéthérapie classique.

Le ministre a aussi souligné que « l'avance prise par la radioprotection par rapport aux autres préventions n'a pas manqué de frapper les radiobiologistes et radiotoxicologues les plus éminents. En France, en particulier, le professeur Latarjet vient de proposer d'éta-

blir des doses admissibles pour les polluants chimiques mutagènes comme on l'a fait pour les radiations ».

Mme Vail rejoignait là une préoccupation de nombreux congressistes : montrer que la radioprotection n'est pas indépendante de la prévention des autres nuisances, et que les méthodes développées et les réglementations établies peuvent servir d'exemple pour la lutte contre d'autres pollutions.

Des millions d'examens inutiles

QUARANTE-SIX millions d'examens radiologiques ont été pratiqués en France en 1975, et ils ont coûté plus de 3 milliards de francs à l'assurance-maladie. Pour un tiers, ces examens ont été conduits par des médecins généralistes ou des spécialistes divers n'ayant aucune compétence ou formation particulière en électroradiologie.

Les examens annuels de la médecine du travail, le certificat pré-natal, la surveillance militaire, celle de la grossesse, commandent tous des examens radiologiques pulmonaires qui étaient autrefois justifiés au temps où la tuberculose courait chez nous de terribles ravages, mais dont l'indication systématique est, dans le contexte moderne, pour le moins discutable.

Toutes les études menées sur des millions d'individus dans plusieurs pays et sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé ont montré la faible rentabilité de ces examens systématiques, qui restent néanmoins une méthode inappréciable de dépistage pour les populations dites « à risque » (alcooliques, migrants, anciens tuberculeux, malades psychiatriques, etc.).

Le ministère français de la santé a indiqué, il y a un an, sa volonté de diminuer l'incidence des examens radiologiques « obligatoires » et de mettre fin aux examens radiologiques systématiques. Mais ces bonnes intentions n'ont pas encore été suivies d'effets, et il est inimaginable que le « carnet d'irradiation » ou le « carnet de santé » des Français ne doive pas, comme en Allemagne, porter obligatoirement mention de toutes les doses reçues au cours des divers examens diagnostiques ou thérapeutiques auxquels les patients auraient été soumis au cours de leur existence.

Les effets cellulaires des rayonnements s'additionnent dans le temps, ce qui justifie cette mesure qui aurait également l'avantage d'éviter les multiplications abusives et inutiles d'examens radiologiques faisant double emploi. Il reste que la réglementation qui régit en France l'emploi des rayons X est, comme la souligne récemment encore le professeur Laval-Jaisant (Paris), indigne d'un pays évolué.

Et les expositions émanant des spécialistes britanniques, allemands, australiens ou hollandais montrent que les populations de ces pays sont infiniment mieux protégées que les nôtres.

Pourtant, l'apparition de moyens récents capables de conduire des examens radiologiques avec un minimum de rayonnement et chez les femmes enceintes, par l'usage des ultra-sons, de se dispenser des rayons X devrait inciter les praticiens à passer systématiquement les indications de ces examens afin d'en réduire et le nombre et les risques. La persistance, dans de trop nombreux cabinets privés, d'appareils de radioscopie qui délivrent des doses massives de rayonnements ne devrait plus être tolérée.

Réduire de moitié l'irradiation médicale

De même, et comme l'ont montré au congrès de Paris les docteurs Neumeleter (Leipzig), Herzel (Hollande) et Vana (Australie), les risques encourus au cours d'un radio-diagnostic par un tuteur éventuel, dont les tissus sont éminemment vulnérables aux rayonnements, devraient impérativement commander que ces examens ne soient pratiqués chez les femmes en âge de procréer que durant les dix premiers jours du cycle (période non fécondable).

Dans les cas où le tuteur aurait

subi une irradiation dépassant 10 rams (1) durant les toutes premières semaines de la grossesse, le risque de malformations (notamment la rupture de grossesse) (une telle dose peut se voir, par exemple, lors d'examen approfondi et long du tube digestif).

S'il n'est pas douteux que la découverte — en novembre 1955 — des rayons X a constitué l'un des progrès les plus remarquables de toute la médecine moderne, les études internationales menées notamment en Australie, Nouvelle-Zélande, Angleterre et Allemagne montrent que les doses d'irradiation de source médicale pourraient — et devraient — être réduites de 40 % sans que la qualité actuelle des diagnostics en soit en rien affectée.

Calculés en termes de risque biologique, « la prix que nous payons pour la qualité de notre radiologie est trop élevé, et ce fait doit être connu non seulement des médecins, mais du public tout entier » (Docteur Halm, Autriche).

Les études conduites en Italie en 1975 ont montré que quatre-vingts millions de films radiographiques y avaient été utilisés en douze mois, et que la dose moyenne infligée à la population était de l'ordre de 51 mrem (millirads), doublet, ainsi le taux d'irradiation naturelle.

L'enquête entreprise par le Bureau de sécurité radiologique de l'administration américaine indique que cette dose moyenne, due aux seuls diagnostics radiologiques, varie de 30 millirads (Hollande) à 189 mram (Japon), et 133 aux Etats-Unis. La signification génétique et les conséquences d'un tel doublement de l'irradiation naturelle sont encore mal connues.

Mais il ne paraît pas douteux que, sans renoncer en rien aux incomparables bénéfices de la radiologie médicale, il importe de présent de

La réglementation française, est contraire à cette dernière recommandation. Pour les examens médicaux d'urgence, le comité de l'O.M.S. suggère qu'un examen radiologique ne soit pratiqué que si l'examen clinique le justifie.

Le décongestionnement formel de l'usage des rayons X dans les aéroports et les douanes pour la détection des armes et substances dangereuses, l'interdiction des appareils fluoroscopiques pour la vente des chaussures soit universellement appliquée.

En quelque sorte, et tel fut le sens de toutes les interventions du congrès, à la « radiologie » la plus inconsiderée doit être présentée un usage justifié et rationnel de l'un des plus précieux des plus irremplaçables outils que connaisse la médecine.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Les travaux du professeur Halpern sur la résistance aux rayons X

Le professeur Robert Courrier, secrétaire général de l'Académie des sciences, a présenté récemment une communication au nom du professeur Bernard Halpern, actuellement chef de l'Institut d'immunobiologie à l'hôpital Broca, qui pourrait apporter un espoir de lutte contre l'action des rayons X sur les cellules vivantes.

L'administration d'une bactérie inactivée, la *Corynebacterium parvum* (C. parvum) à des souris leur confère, semble-t-il, une protection contre les rayons X à des doses habituellement mortelles. L'étude rapportée dans la communication a été faite sur des lots de dix souris mâles qui ont reçu 500 microgrammes de C. parvum un jour, cinq jours ou neuf jours, avant de subir une irradiation aux rayons X de 750 rams pour une première expérience, et de 850 rams pour une seconde. On sait qu'habituellement la mort paraît inévitable chez l'homme irradié de 800 à 1 000 rams, et qu'elle peut survenir quinze jours après une irradiation de 600 à 800 rams.

Tous les animaux traités avec C. parvum neuf jours avant l'irradiation à 950 rams ont résisté et atteignent aujourd'hui leur quarantième jour de survie. Tous ceux qui n'ont pas été traités sont morts, sauf un, dix-huit jours après l'irradiation à 950 rams. L'effet radioprotecteur de la bactérie inactivée

n'est pas immédiat, mais atteint son maximum cinq à neuf jours après l'injection.

Le C. parvum est déjà utilisé par le professeur Halpern en immunothérapie antitumorale. Stimulant le système immunitaire, il renforce les défenses de l'organisme contre les agressions extérieures. Il a été expérimenté cliniquement sur l'homme dès 1957. L'administration de cette bactérie inactive sur les souris provoque, comme l'a souligné le professeur Courrier, « une action radio-protectrice étonnante, en obtenant une exacerbation des organes de défense de l'organisme ». Mais l'expérience ayant été faite sur de petites mammifères, il faut sans doute attendre encore un certain temps avant de pouvoir que le C. parvum agit de la même manière sur l'homme. Il est à noter que les questions de radio-protection sont de l'ordre du jour, puisqu'un congrès international sur la radio-protection vient de se tenir à Paris.

Préparation d'été ou annuelle entrée 1^{re} ou 2^e année
SC.P.O.
sur place (2 centres à Paris)
ou par correspondance
C.E.P.S. Groupement libre de professeurs
57, rue Clémentine, 52 Neuilly
721.94.54 ou 745.03.13

Existe-t-il un seuil de nocivité ?

MALGRE l'abondance des travaux consacrés à l'action biologique des rayonnements, plusieurs problèmes se posent encore. L'un de ceux qui sont le plus fréquemment soulevés, ce qui ne signifie nullement qu'il soit le plus important, concerne la relation entre une dose de rayonnement et les effets qu'elle produit. Y a-t-il un seuil au-dessous duquel les rayonnements ne causent aucun dommage, ou bien toute radiation, si faible soit-elle, est-elle nocive ?

La relation dose-effet est bien connue pour les irradiations fortes : à 10 % près, ce qui est une précision remarquable pour des phénomènes biologiques, on sait prédire les dommages qui résulteront d'une irradiation donnée. C'est là un degré de connaissance très supérieur à celui atteint pour les autres nuisances ; pour presque toutes les autres agressions physiques ou chimiques, les effets sur l'organisme ne sont que grossièrement reliés à la « dose » d'agression. Et, dans bon nombre de cas, la relation dose-effet est complètement inconnue.

Aux faibles niveaux d'irradiation, on est beaucoup moins bien informé. Le raisonnement est simple : les effets sont si faibles qu'ils échappent à la détermination statistique. Par comparaison d'un échantillon de quelques centaines de rats soumis à une irradiation contrôlée et d'un échantillon témoin de même importance, on pourra, par exemple, montrer qu'une irradiation augmente de 10 % le risque de cancer. Mais qu'en serait-il pour une irradiation dix fois plus faible ? On peut supposer qu'elle augmenterait que de 1 % la fréquence des cancers. Mais une telle assertion est invérifiable, car une différence de 1 % est inférieure aux fluctuations statistiques. L'expérience ne montre donc aucune augmentation.

Les enzymes réparatrices

Il y a d'autres raisons qui font supposer l'existence d'un seuil, sans pouvoir le prouver. Ce sont les possibilités de réparation cellulaire. Cancers et effets génétiques proviennent de l'action des rayonnements sur les molécules d'ADN (acide désoxyribonucléique), qui forment le « programme » régissant le fonctionnement de la cellule. Les rayonnements peuvent occuper, ou détriorer de diverses façons, les longues molécules d'ADN, et il est probable que le nombre de lésions est en relation directe avec la quantité d'irradiation. Si la cellule survit à ces lésions, elle peut devenir cancéreuse. Mais on connaît des enzymes dont le rôle est justement de réparer les ADN endommagés. Il peut donc y avoir un seuil au-dessous duquel toutes les lésions sont réparées ; il peut aussi ne pas y en avoir. Et rien ne sert de faire une analogie avec les autres facteurs cancérogènes : leur action est bien moins connue que celle des rayonnements.

La question est encore compliquée par l'action bénéfique de certaines irradiations. Une communication présentée au congrès fait état d'expérimentations animales où l'irradiation diminue la probabilité d'apparition de certains cancers, tout en augmentant celle d'autres cancers. L'explication semble être que les rayonnements, en tuant bon nombre de cellules, augmentent la fréquence des divisions cellulaires, et stimulent le processus de réparation. D'où une élimination de cellules potentiellement malignes.

Un des organisateurs du congrès a bien résumé le problème en disant qu'on ne pouvait « ni affirmer l'existence d'un seuil, ni démontrer qu'il n'y en a pas ». La Commission internationale de

Il est possible que cette réponse expérimentale soit vraie, et que l'irradiation en question n'ait aucun effet. L'organisme vivant est bien armé pour résister à de nombreuses agressions, pourvu qu'elles ne soient pas trop importantes. On ne meurt pas, en général, d'une infection bénigne. Il est donc parfaitement vraisemblable qu'il y ait un seuil au-dessous duquel une irradiation est sans conséquence.

Dans certains cas, l'existence de ce seuil a pu être montrée. C'est, en général, le cas pour les effets immédiats des irradiations ; ils ne se manifestent qu'au-dessus d'une dose limite importante. Ainsi faut-il plusieurs milliers de Rem pour causer des lésions cutanées. De même la cataracte (opacification du cristallin) n'apparaît qu'au-dessus du millier de Rem. L'existence d'un seuil semble d'ailleurs être la règle pour les effets immédiats d'une agression ; les toxicologues ont depuis longtemps constaté que tout poison, si violent soit-il, est inoffensif à dose suffisamment infime.

Mais pour l'induction de cancer ou les effets génétiques rien ne peut être affirmé, d'autant que les temps de latence viennent compliquer l'analyse. Un cancer peut se déclarer plus de vingt ans après une irradiation ; des effets génétiques n'apparaîtront qu'après quelques générations. Il est donc impossible de rien déduire des irradiations accidentelles subies par l'homme. Beaucoup d'expériences ont été menées sur les animaux. En général, il n'y a guère d'effet au-dessous de 100 Rem. Mais cela veut seulement dire que d'éventuels effets sont inférieurs au seuil de signification statistique des expériences, cela n'entraîne pas qu'ils soient nuls.

Une concentration excessive de mercure

radioprotection (C.I.R.P.) a choisi d'établir les doses limites à ne pas dépasser en extrapolant linéairement la relation dose-effet depuis les dernières doses où les effets sont encore mesurables. C'est l'hypothèse linéaire. La grande majorité des spécialistes estiment qu'une telle attitude ne peut que renforcer les marges de sécurité, puisqu'on affecte ainsi un faible effet à des doses faibles qui n'en ont aucun s'il existe un seuil. Il y a donc quand même une communication pour montrer que, dans certains cas, cette hypothèse linéaire pourrait conduire à une minoration des risques.

Il reste que, de toute façon, quand on ne peut pas mesurer un effet, on peut au moins lui assigner une borne supérieure. Et l'ensemble des études présentées au congrès montre que les rayonnements ionisants ne sont pas dangereux aux niveaux actuellement retenus comme admissibles. La C.I.R.P. vient d'ailleurs de modifier ses recommandations de limites de dose pour les travailleurs et pour le public. Mais ces modifications visent principalement à donner à l'ensemble une plus grande cohérence, et les chiffres essentiels ne changent pas, en particulier la limite annuelle de 5 Rem (pour les travailleurs) ou de 0,5 Rem (pour le public) en irradiation uniforme.

Par ailleurs, le comité scientifique des rayonnements ionisants de l'ONU a fait connaître les résultats d'une vaste étude qui classe les sources d'irradiation par ordre d'importance. La principale reste la radioactivité naturelle des sols. Viennent ensuite les examens radiologiques et les autres irradiations médicales, dont il faut combattre certains abus. Une contribution presque égale

vient du bâtiment, dans les régions granitiques ou volcaniques. Les autres causes d'irradiation, retombées des essais nucléaires, vols à haute altitude, montres à cadran lumineux, donnent des contributions bien plus faibles. En dernier lieu apparaissent les installations nucléaires.

C'est pourquoi les spécialistes de la radioprotection, même s'ils ne peuvent répondre à toutes les questions, sont plutôt satisfaits de l'état d'avancement de leur discipline, surtout s'ils le comparent à la méconnaissance qu'on a de la plupart des autres nuisances.

La prévention des autres nuisances

Plusieurs communications ont été consacrées à cette comparaison et aux efforts à mettre en œuvre pour étendre la réglementation et les méthodes de la radioprotection à la prévention d'autres nuisances. Une matinée fut consacrée aux rayonnements non ionisants (infrarouges et ultra-violet, rayonnements des lasers, micro-ondes et ondes radio, ultra-sons). On est loin de posséder pour ces rayonnements des moyens de mesure aussi élaborés que ceux dont on dispose pour les rayonnements ionisants. Et il n'y a pas non plus de réglementation internationale reconnue. Aussi est-il proposé de créer un comité international qui déterminerait des critères méthodologiques permettant d'aboutir à une telle réglementation.

Il a aussi été question des autres risques, en particulier de ceux entraînés par la pollution chimique. Comme les rayonnements de nombreuses substances chimiques ont des effets cancérogènes et mutagènes, Or ceux-ci sont complètement ignorés au niveau de la réglementation. Quand celle-ci existe, ce qui est loin d'être la règle, elle ne prend en compte que les effets immédiats des substances chimiques et non leur action à long terme.

Une concentration excessive de mercure

Une communication suisse fort intéressante soulignait ce point en comparant le statut de deux polluants, l'un radioactif (le césium-137) et l'autre chimique (le mercure). Ces deux polluants ont des dangers analogues : ils se retrouvent dans l'eau des lacs ou des mers, sont concentrés par les poissons, et c'est par la consommation de poissons qu'ils ont le plus de possibilités de pénétrer dans l'organisme humain. Or la comparaison montre que, pour le mercure, les concentrations limites définies par l'O.M.S. et le F.A.O. sont dépassées dans plusieurs régions grosses consommations de poisson, telles que le Japon ou la Scandinavie. Et, pourtant, la limite est élevée (dix fois plus faible que la concentration où apparaissent des symptômes). Pour le césium-137, la situation est bien meilleure : il y a au moins un facteur cent entre la limite autorisée et l'apparition de symptômes. Et pour les populations les plus touchées (riverains de la mer d'Irlande), les concentrations relevées sont encore dix fois inférieures à la dose limite.

Cette comparaison et quelques autres justifient le sentiment, largement répandu parmi les participants au congrès, que s'il reste du travail à faire pour la prévention des nuisances radioactives et radiologiques, il est surtout urgent de s'occuper des autres pollutions.

MAURICE ARVONNY.

Samaritaine Capucines
L'essence de la pureté
Le goût de la douceur
Le parfum de la confiance



ENVIRONNEMENT ET CANCER

L'importance des responsabilités individuelles

T ET CANCER

capacités individuelles

Le cancer est une maladie qui tue. Mais elle ne tue pas tout le monde. Pourquoi ? Parce que chaque individu a ses propres défenses. C'est ce qu'on appelle les capacités individuelles. Elles varient d'une personne à l'autre. C'est pourquoi on ne peut pas dire que le cancer est une maladie fatale. On peut le combattre, mais il faut connaître ses propres capacités. C'est la clé de la survie.

Le cancer est une maladie qui tue. Mais elle ne tue pas tout le monde. Pourquoi ? Parce que chaque individu a ses propres défenses. C'est ce qu'on appelle les capacités individuelles. Elles varient d'une personne à l'autre. C'est pourquoi on ne peut pas dire que le cancer est une maladie fatale. On peut le combattre, mais il faut connaître ses propres capacités. C'est la clé de la survie.

la mortalité infantile

Reste très meurtrier

La mortalité infantile reste très meurtrier. C'est une tragédie qui touche tous les pays. Mais elle peut être évitée. Il faut agir vite. Il faut améliorer les conditions de vie. Il faut éduquer les parents. Il faut vacciner les enfants. Il faut leur donner de la nourriture saine. Il faut leur donner de l'eau potable. Il faut leur donner des médicaments. Il faut leur donner de l'attention. Il faut leur donner de l'amour. Il faut leur donner de l'espoir. Il faut leur donner de la vie.

CONFERENCES
AU PALAIS DE LA DECOUVERTE

JANOV
Le cri primal.

Apollon International

Les dépenses abusives de l'assurance-maladie

Inconscience et responsabilité

Un étudiant en médecine, arrêté au terme de ses études, vient d'accomplir son année de « stage interne » dans un établissement privé et conventionné dit d'hospitalisation secondaire destiné à accueillir des convalescents et, par là même, à soulager les charges financières des hôpitaux à lourds plateaux techniques.

M. Pierre-Philippe Laget apporte ici son témoignage sur les abus auxquels donnent lieu ces établissements, tant de la part des médecins que de celle des usagers.

LES dépenses de la Sécurité sociale font l'objet d'un grand débat, et Mme Vail demande à toutes les parties intéressées des efforts et une « responsabilisation ». L'hôpital représente la part essentielle (80 %) des frais de l'assurance-maladie qui se montent à cent milliards. Pour réduire cette part, qui augmente de 20 à 25 % l'an, on a créé ces dernières années des établissements, dits d'hospitalisation secondaires, à structure médicale plus légère, afin qu'ils puissent décharger les hôpitaux au plateau technique lourd et coûteux des malades en convalescence, chroniques, et qui n'ont plus besoin de cet équipement lourd.

Voici un établissement privé, et conventionné, situé dans une « vallée » où la forêt se mêle aux prairies, et qui accueille les malades quittant l'hôpital. Huit médecins, onze infirmières, vingt-trois aides-soignantes assurent les soins de près de cent cinquante malades. Le prix de journée, à l'hôpital de 478 francs, est ici d'environ 200 francs, bien qu'il s'agisse d'un centre dit spécialisé, exclusivement cardiologique, assurant une surveillance médicale quotidienne.

Convalescence ou vacances ?

M. C., qui vient d'arriver dans l'établissement en question, a eu un infarctus en 1972 et, depuis, il va très bien. « Vous comprenez, me dit-il, j'avais besoin de vacances. Alors, plutôt que d'aller à l'hôtel... » Dans le silence qui suit, on devine la di-

férence entre le prix de l'hôtel et celui de la clinique, plus élevée, mais remboursée à 100 %.

M. B., quatre-vingts ans, est en pleine forme, mais ses enfants, rentiers, parlent en villageois sur la Côte et ne veulent pas s'entourer d'un vieillard ; et voilà trente jours de visite médicale quotidienne dont il n'a nul besoin. Coût du mois au vert de M. B., ou de M. C., 6 000 francs.

Il leur a suffi pour obtenir ce privilège de tomber sur un médecin complaisant pour demander leur placement, et sur un médecin de la Sécurité sociale insouciant pour l'accorder.

Les deux cas ne sont pas les plus courants dans notre centre, mais beaucoup de soi-disant malades ne s'y trouvent ni par nécessité ni même par utilité.

Les uns, comme M. C., sont atteints d'une maladie cardiaque notable, mais ancienne et bien stabilisée : leur séjour ne profite en rien à leur santé.

Les raisons du cœur.

De même ceux qui ont eu un problème cardiaque récent mais léger. Les porteurs de pacemakers (1), par exemple : il s'agit d'une opération bénigne, conduite généralement sous anesthésie locale. Or ces patients, après avoir passé souvent plusieurs semaines dans l'établissement où l'intervention a été délicate, passent encore un mois d'hospitalisation en convalescence. Alors qu'ils pourraient rentrer chez eux huit jours après l'intervention, puis consulter régulièrement dans les centres spécialisés, sans que leur sécurité soit en souffrance.

D'autres encore sont atteints d'une maladie non cardiaque, ne relevant pas de la « coïtance » maison spécialisée. On voit ainsi défilier des opérés de l'infarctus ou de l'angor qui, parfois même des diagnostics erronés et connus comme tels : ainsi cette dame dont les douleurs évoquaient l'infarctus s'étaient rapidement avérées à l'hôpital Cœur être de banale rhumatisme. Ce qui ne l'a pas empêchée, après vingt jours d'hôpital, de se « reposer » un mois en convalescence cardiologique. Prix pour un rhumatisme ultra-bénin : 20 x 450 + (30 x 200) = 15 000 F. Enfin, les cas les plus choquants :

ceux qui n'ont rien. On les envoie pour fatigue, ou pour une maladie guérie depuis longtemps. Ainal, le conjoint du cardiaque véritable, qui l'accompagne pour éviter la solitude, mais qui se trouve placé en tant que « malade » pour ne pas payer son séjour (alors qu'il serait loisible de payer un lit comme à l'hôtel). Son médecin invoque une raison plus ou moins crasse, comme « trouble circulatoire ».

Les médecins de la clinique peuvent prolonger le séjour des malades fragiles (ce qui doit être accepté par la Sécurité sociale). La plupart des prolongations relèvent de raisons médicales valables, mais le médecin est souvent assailli de demandes qui n'ont rien à voir avec la médecine. Demande du malade, bien sûr, qui est seul, habite à un étage trop élevé, n'a pas de chauffage, etc. Demande de la famille peu désireuse de revoir son cher vieux : telle cette fille usant de tous les stratagèmes pour qu'on lui renvoie sa mère le plus tard possible. Tel ce touchant vieillard plurant de ce qu'aucun de ses trois enfants ne veut l'accueillir et faisant part de leur demande.

Partels l'on s'adonne, les raisons du cœur balayant toutes les autres. Le médecin joue ainsi parfois le rôle social ou affectif que d'autres se refusent d'assumer... Ce qui coïncide à une situation étonnamment paradoxale : de jeunes malades victimes d'un incident cardiaque sérieux veulent écourter un séjour nécessaire, alors que des personnes âgées bien portantes passent plusieurs mois par an pour avoir plus chaud au corps ou au cœur en milieu inutilement (et doublement) hospitalier (comme pour cette Mme S., aux confortables revenus, qui a passé trois mois sur dix dans notre centre).

Une médicalisation abusive

Sur les cent cinquante malades qu'abrite notre clinique, le séjour est sûrement utile pour un tiers, peut-être utile mais sûrement pas nécessaire pour un autre tiers, et totalement inutile pour le dernier tiers, qui coûte à lui seul à la collectivité 10 000 francs par jour.

Il ne s'agit pas ici de faire un procès à ces établissements. D'abord, parce qu'ils ne sont pas responsables des faux malades qu'on leur

envoie. Ensuite, parce que leur utilité est indéniable : ils offrent une surveillance médicale étroite, deux fois moins chère qu'à l'hôpital, et dans des conditions matérielles et humaines souvent plus accueillantes. Ils permettent ainsi d'écourter le séjour hospitalier, donc le coût global de la prise en charge. Les hôpitaux pourraient même envoyer beaucoup de malades plus rapidement encore, ce qu'ils ne font pas souvent l'envoient de ces centres par des vacanciers et non par des malades.

Il est permis, en revanche, et d'après cet exemple, de faire la proposition, sur un plan beaucoup plus général, du laxisme des médecins, des patients et de leurs familles, et de dénoncer les dépenses indues qu'entraînent leurs comportements, les uns par leur complaisance, les autres par leurs demandes injustifiées.

On pourrait aussi évoquer les hôpitaux dont beaucoup de lits se remplissent en été de grands-mères abandonnées par leurs enfants, comme des animaux domestiques, le temps des vacances.

Si le médecin et le malade ne font pas preuve d'autodiscipline, le système libéral auquel ils sont, paraît-il, attachés ne pourra que se désintégrer. Il est frappant de constater que la présence de nombreux « patients » dans ces hôpitaux secondaires relève non de la maladie, mais de la solitude ou de l'ennui.

Ces établissements médicalisent donc des problèmes sociaux, avec la considérable augmentation de coût que cela implique. L'assurance-maladie paye souvent ce qui devrait concerner l'assurance-vieillesse, parce que les structures d'accueil sont gravement insuffisantes, quantitativement et qualitativement, pour les personnes âgées.

La collectivité accepte de gaspiller 6 000 francs par mois au nom de la médecine, mais ne donne pas 800 francs pour vivre... Construisons donc des maisons de retraite accueillables aux indigents, qui ne soient pas des ghettos ; multiplions l'aide ménagère, et les soins à domicile, et laissons la médecine s'occuper exclusivement des malades.

PIERRE-PHILIPPE LAGET.

(1) Mise en place d'une pile et d'électrodes appliquées au système nerveux central, et qui, par des ondes électriques, assurent les contractions cardiaques.

Témoignage

La médecine au service du malade ou le malade au service de la médecine ?

QUAND Mme Simone Vail, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, déclarait que la médecine hospitalière devait devenir plus humaine, tout cela restait pour moi au niveau des mots.

Un tout récent séjour de deux jours et demi pour examens à l'hôpital neurologique de Lyon me permet, aujourd'hui, de porter un jugement moins sommaire sur cette médecine hospitalière. On ne peut que louer la splendide équipement ultra-sophistiqué de cet hôpital, la compétence et le dévouement du personnel (personnel de service, infirmiers et infirmières, externes, internes, médecins en général) et la cuisine de cet établissement. Il n'est pas jusqu'à l'esprit de solidarité qui règne entre les malades qui ne m'ait touché. Pourtant, on acquiert vite l'impression d'être dépersonnalisé et de pénétrer dans une énorme machine dont on ne sait ni quand ni comment on sortira. J'étais entré pour une série d'investigations devant permettre de déceler l'origine de douleurs à la tête. On me fit immédiatement, une nuit (dont on oublia d'ailleurs de vérifier l'effet).

Deux choses me paraissent importantes. D'abord, la totale dépendance du malade vis-à-vis de l'ensemble du personnel hospitalier. Personne ne m'a dit à quelles heures étaient les repas. De sorte que, le premier jour, j'arrivai à la salle à manger alors que le déjeuner s'achevait. Je n'ai jamais su d'ailleurs quels examens on allait me faire subir, ni dans quel but, ni à quel moment. Comme si les droits de l'homme étaient laissés à l'entrée avec bijoux et argent, de manière à laisser les médecins agir en monarque absolus sur leurs malades.

Désarmés par la maladie et la souffrance, par le changement de leur genre de vie, prêts à se raccrocher à n'importe quelle lueur d'espoir, de nombreux malades abdiquent, acceptent d'être traités en inférieurs ou en enfants (l'étude du langage prouve qu'on utilise... dans les meilleures intentions du monde — pour leur parler serait tout à fait révélatrice). Ne serait-il pas plus pédagogique, plus économique et plus digne d'essayer de faire comprendre aux malades le sens des investigations auxquelles ils sont soumis et de les inviter à se prendre en charge eux-mêmes ?

La médecine est-elle au service des malades ou les malades au service de la médecine ? Dans cet ensemble autoritaire, on a tout fait de passer pour un élément perturbateur. Demander à voir son médecin est considéré par celui-ci comme « grossier » ; votre attitude a vite fait « de ne pas lui revenir », à lui qui « se trouve bien bon de vous examiner un samedi à 12 heures au quart », quand vous l'avez attendu deux jours et demi, et que vous êtes son client personnel (à 200 francs la visite). Et quand l'examen se termine par la mot de Cambonne, vous n'avez plus qu'à faire votre valise et à décamper... si vous êtes en état.

En second lieu, le coût des opérations, pourtant conduites de manière rapide. Etait-il utile de m'hospitaliser alors que j'habitais à un quart d'heure en voiture de l'hôpital neurologique, que, sur deux jours et demi d'hospitalisation, je n'ai subi d'examen que le jeudi de 11 h. 30 à 12 h. 15, de 14 h. 30 à 15 h. 30, de 17 h. 30 à 18 h. 15, le vendredi de 7 heures à 15 heures et le samedi de 12 h. 15 à 12 h. 30 ? Assurée sociale, je n'ai rien payé à ma sortie d'hôpital, et ne saurais sans doute pas le coût de tous ces actes. Mais chacun sait que les tarifs sont très élevés, et il me semble que j'aurais pu subir « en externe » l'ensemble des examens que l'on m'a faits, ce qui m'aurait permis aussi d'assumer moi-même mon destin médical.

Les méthodes autoritaires de certains patrons ont froissé tout autant mon âme sociale que mes habitudes de citoyenne responsable.

FRANÇOISE BAYARD.
(Agrégée de l'université, Assistante à l'université de Lyon-II.)

VOUS EN SAVEZ PLUS QUE NOUS.

Pour le reconnaître, il faut être différent des autres constructeurs d'ordinateurs.

Nos clients sont les mieux placés pour connaître leurs besoins avec précision. Leurs problèmes leur sont propres. Nous écoutons. Ils s'adressent à nous car nous pouvons leur proposer non pas des solutions toutes faites, mais des systèmes, véritables outils modulaires et compatibles. Des systèmes susceptibles d'évoluer dans la juste mesure de leurs besoins futurs.

Nous parlons le même langage : il est logique d'associer nos moyens.

Digital Equipment : une gamme complète.

8.000 à 4 millions de caractères de mémoire ; 500.000 à 1,5 milliard de caractères en ligne... ces quelques chiffres situent notre gamme de petits, moyens et grands ordinateurs. Elle offre un vaste choix de possibilités à nos clients. Ainsi n'ont-ils pas à modifier leurs projets pour les adapter aux outils existants. Nous leur procurons l'outil adéquat.

Digital Equipment propose une façon vraiment différente de s'informatiser. C'est

pourquoi nous occupons l'une des toutes premières places dans le domaine de l'informatique avec nos 70.000 ordinateurs installés dans le monde entier.

Mais peut-être devriez-vous le vérifier... Demandez notre brochure « Produits et Services Informatiques » en adressant votre carte de visite à : Jean-Daniel Bain, Dpt. D, Digital Equipment France, 18, rue Saanen, Silex 225, 94528 Rungis Cedex, Tél. 687 23 33.

Genève Tél. (022) 20 40 20 ;
Bruxelles Tél. (02) 733 96 50.

digital

Sema - Sélection

Ingénieurs en chef formation

France
Outre-Mer

SEMA (Méta International) recherche pour l'une de ses Unités (Entreprise et Développement) des ingénieurs bénéficiant d'une expérience confirmée de la formation en milieu industriel. Les missions confiées comporteront : soit des tâches à caractère technique : évaluation des besoins, choix des méthodes et des moyens, formation sur place des animateurs. Elles impliquent des séjours Outre-Mer. Soit des activités commerciales : négociation de contrats, en particulier, avec des sociétés d'engineering construisant des usines à l'étranger. Âgés d'au moins 35 ans, les candidats, diplômés d'une grande école, connaîtront bien les problèmes de production et plus particulièrement de formation technique. L'anglais est indispensable. Le salaire sera fonction des qualifications et de l'expérience acquise. (Réf. 10.118 M)

Ingénieurs formateurs sidérurgie

Outre-Mer

Dans le cadre d'opérations d'assistance aux grands complexes industriels, une société de services à vocation internationale recherche des ingénieurs spécialistes des problèmes de formation pour des interventions à l'étranger. L'action à mener nécessite une expérience de plusieurs années dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : sidérurgie, métallurgie, traitement thermique, constructions métalliques. L'homme recherché, âgé d'au moins 30 ans, aura de formation ingénieur (AM, ENSI, INSA...) et aura déjà exercé des responsabilités directes au niveau de la détermination des besoins de formation, de l'élaboration et de l'animation de stages. La connaissance de la langue anglaise est indispensable pour l'un des postes à pourvoir. A la rémunération offerte, liée à l'expérience acquise, s'ajoutent les avantages habituels de l'expatriation (primes, logement...). (Réf. 2533M)

gérants société de transports

130.000 F

Un holding de Transports Routiers de la région « Nord - Pas-de-Calais » (C.A. = 100 MF) possède des filiales à l'étranger. Pour favoriser son expansion et conserver une souplesse d'emploi sur un marché porteur, une restructuration est en cours. Il sera confié, à chacun des deux postes recherchés, la direction de sociétés en cours de création, et étuées de proximité. Membres du Comité de Direction du Holding, ils dirigeront respectivement leur entreprise (60 personnes) dans le cadre d'une politique de Groupe. Animateurs de leur personnel, responsables de la gestion et de l'exploitation de leur parc, ils prendront des initiatives commerciales. Les candidats souhaités, âgés de 32 ans au moins, ont un profil de manager : techniciens du transport, gestionnaires avisés, ayant le sens des affaires et de la conduite des hommes. (Réf. 5009M)

directeur de production

120.000 F

Une société internationale, leader mondial dans la fabrication d'appareils de pesage à usage ménager, recherche pour son unité de production en cours de création dans le Nord de la France, un Directeur de production. Il aura la complète responsabilité, devant le Directeur Général du groupe, d'assurer les objectifs de production de l'usine qui occupe déjà 35 personnes réparties dans des ateliers presse, assemblage, peinture et des services achats, gestion de stocks, expédition. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur mécanicien, AM de préférence, 32 ans minimum, ayant déjà eu des responsabilités dans la gestion d'un atelier d'assemblage mécanique et parlant couramment l'anglais. Le salaire dépendra de l'expérience et du potentiel du candidat, qui aura par ailleurs une voiture de fonction. Les possibilités de carrière dans ce groupe sont motivantes. (Réf. 10130M)

directeurs de travaux

120.000 F

Une importante Entreprise de Bâtiment de la Région Nord (C.A. en expansion : 20 % par an) recherche pour son secteur traditionnel et son secteur industrialisé deux Directeurs de Travaux. Ils seront responsables de la gestion de plusieurs chantiers et assureront, outre les contacts permanents avec les clients privés et publics, la coordination T.C.E. Ils devront également contrôler la conformité des réalisations dans les règles de l'art. Ces postes conviendront à des ingénieurs, âgés de 30 ans minimum, de préférence AM ou TP, ayant acquis une solide expérience de la conduite de travaux similaires. Une voiture de fonction est fournie. (Réf. 5006M)

directeur de filiale étranger

105.000 F

Un important groupe spécialisé dans la restauration collective, notamment connu sur son marché, recherche un Directeur de filiale pour l'étranger. Placé sous l'autorité du Directeur Général ayant entière délégation et autonomie dans le cadre d'une politique de groupe, il devra assurer le développement de sa filiale dans un esprit de rentabilité et de profit. Le poste implique une activité opérationnelle et une maîtrise à son marché en lui donnant les moyens et l'organisation nécessaires. Le lieu de travail actuel est situé dans le centre de Paris, un déménagement et une installation à Grenoble sont à préparer pour le 1^{er} mai 1978. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme jeune, de formation secondaire de préférence supérieure, pouvant faire état d'une expérience en achats et gestion d'approvisionnement. On souhaite une très grande rigueur pour créer à terme une future section logistique et en prendre éventuellement la responsabilité. (Réf. 9001M)

responsable des achats

100.000 F

Une des premières affaires multinationales fabricant et distribuant des produits pharmaceutiques recherche un responsable des achats pour sa filiale française. L'entreprise importe en provenance des usines du groupe et distribue en France des produits consommables d'une technologie très avancée qui nécessitent un fort taux de croissance. Avec le Directeur Général français, il s'agit d'adopter l'entreprise à son marché en lui donnant les moyens et l'organisation nécessaires. Le lieu de travail actuel est situé dans le centre de Paris, un déménagement et une installation à Grenoble sont à préparer pour le 1^{er} mai 1978. Ce poste ne peut convenir qu'à un homme jeune, de formation secondaire de préférence supérieure, pouvant faire état d'une expérience en achats et gestion d'approvisionnement. On souhaite une très grande rigueur pour créer à terme une future section logistique et en prendre éventuellement la responsabilité. (Réf. 9001M)

cadre commercial exportation

95.000 F

Groupe Industriel Franco de Meunier (650 millions), occupent une place prépondérante dans sa branche, cherche un Cadre capable d'assumer rapidement des responsabilités dans l'animation, la promotion et la gestion des ventes à l'étranger. Par ailleurs, en étroite collaboration avec le Directeur Export, dont il dépendra, il sera chargé d'établir des relations avec le Syndicat National de la Meunerie ainsi qu'avec les Administrations Publiques ou Communales. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé d'études supérieures type Licence en Droit, parfaitement bilingue Anglo-allemand ou Anglo-espagnol, soucieux et possédant une première expérience de l'exportation. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 95.000 F évoluera à moyen terme avec les responsabilités. Lieu de résidence : PARIS. Déplacements de l'ordre de 20 % (Réf. 688M)

ingénieur soudeur sud-est

90.000 F

Un groupe industriel (C.A. 30 millions de francs) dont l'activité en expansion régulière, se situe dans la construction métallique, la chaudronnerie, le travail des métaux nobles, recherche pour améliorer la qualité de ses fabrications, un ingénieur soudeur. Rattaché au Directeur Général, il sera chargé de l'organisation d'un service spécialisé et de la prise en compte de tous les problèmes de soudage de l'entreprise ainsi que de la création d'un service de contrôle. Le candidat, âgé de 30 ans minimum, doit être ingénieur soudeur, il aura une grande expérience de la vie d'atelier et de travaux de soudure sur toutes sortes de métaux. Perfection dans les contacts humains. Résidence charmante en Provence. (Réf. 1011M)



**sema
selection**

Centre Metra
16, rue Borbâs — 92126 Montrouge
Tél. : 657.13.00 (120 lignes groupées)

JUSTICE

L'activité des « passeurs » de capitaux vers et via la Belgique

De la fraude fiscale aux exportations « de précaution »

Lille. — « Passer la frontière » n'est même plus une simple formalité. C'est à peine si le douanier et le policier, derrière la vitre, jettent un regard sur la voiture. Au poste de Baisieux, sur l'autoroute qui relie Lille à Bruxelles, on se livre parfois à un examen de routine, un « sondage », mais la surveillance systématique des passages a pratiquement cessé, à moins qu'un « cas » ne soit signalé. Dans le Marché commun, le contrôle est devenu l'exception, à la frontière franco-belge tout particulièrement. C'est une passeuse, constate un douanier de Dunkerque aux Ardennes, des centaines de routes franchissent la frontière. Au plat pays, le moindre chemin, le moindre ruelle, dans les villages frontaliers, conduisent en Belgique. Un grand nombre de postes de douane ne sont plus gardés. Le mot frontière n'a plus guère de signification que pour les trafiquants.

Dans le ressort des seules circonscriptions douanières de Lille et de Valenciennes, la liste des déclarations d'exportation effectuées ces trois dernières années est significative. Pour la direction régionale de Valenciennes, outre l'affaire de Bettignies, les derniers dossiers sont les suivants : le 21 janvier, dans le train Paris-Bruxelles, un voyageur est intercepté après la découverte de 450 000 F dans sa valise. Il déclare que cela représente ses économies « distillées au fisc ». Mais un casier judiciaire très chargé en fraudes diverses laisse penser au douanier qu'il peut s'agir d'un « passeur professionnel ». Il ne vaillant pas pour son propre compte. Le 28 avril 1976, deux ressortissants belges sont arrêtés presque simultanément à deux postes différents. Ils « exportaient » au total 2 515 600 F. Le 26 septembre 1976, c'est une autre douane qui intercepte deux automobilistes. L'un des deux, domicilié en Belgique avec 1 275 800 F en billets de banque, l'autre rentre en France de l'étranger avec une valeur de 555 625 F. Ils utilisaient des voitures identiques et des mêmes cachettes. Les enquêteurs estiment qu'ils appartiennent à la même organisation. Ces deux passeurs ont avoué faire « rétrocession » à l'étranger. Le 14 octobre 1974, un voyageur est intercepté avec 651 900 F cachés dans son véhicule. Il déclare avoir touché la somme de 2 500 F pour le passage.

Pour sa part, la direction régionale de Lille compte, depuis 1974, cinq affaires ayant permis de saisir à chaque fois des sommes d'un montant de 750 000 F à 1 million de francs. A l'origine de ces différents dossiers, il conviendrait d'apporter quelques précisions indispensables : ces arrestations n'ont été réalisées que grâce à des renseignements précédemment recueillis par les

De notre envoyé spécial

services d'enquête de la douane : à une exception près, seuls les passeurs ont été interceptés ; les filiales ou les organisations auxquelles ils appartenaient ne sont presque jamais découvertes. Si certains responsables de ces réseaux sont identifiés, ils ne peuvent être généralement poursuivis faute de preuves, les enquêteurs se contentant souvent de les surveiller afin de repérer d'autres passages. Enfin, les douaniers reconnaissent que le nombre des interceptions réussies ne donne qu'une faible idée de l'ampleur du trafic. Les causes de ce trafic d'argent sont très diverses. Celle à laquelle on pense en premier lieu est généralement l'évasion de capitaux dans la crainte de troubles politiques (comme ce fut le cas après les événements de 1968) ou d'un changement de majorité (comme ce pourrait être le cas en 1978). Mais un représentant de l'administration fait observer qu'il existe « beaucoup de moyens légers ou quasi légers pour mettre des revenus à l'étranger ou faire des placements de capitaux à l'étranger ». Pour les particuliers, il est en effet possible d'acheter des biens immobiliers dans un autre pays, et les sociétés — propriété qui se développe de plus en plus — peuvent mettre à profit la création de filiales étrangères, un moyen qui se prête également à la dissimulation des bénéfices. Les exportations de capitaux, qu'elles soient « de précaution » ou le fruit d'une fraude fiscale, peuvent aussi se faire en espèces à travers la frontière, mais il s'agit dans ce cas de sommes moins importantes, et les auteurs de ces transferts sont alors des « épargnants » qui ne disposent pas de moyens plus « sophistiqués ».

« Blanchir » l'argent

Selon les douaniers, les autres motifs des passages clandestins sont plus souvent traités à des opérations à plus court terme. C'est par exemple la spéculation à la baisse du franc, la spéculation sur l'or, la spéculation sur le marché des devises (notamment). C'est aussi la nécessité de transférer des fonds irrégulièrement acquis en France, qu'il s'agisse d'escroqueries ou autres délinquances, en résultat d'un hold-up ou du montant d'un rançon. Dans des derniers cas, l'exportation permettrait, par la même occasion, de « blanchir » les sommes dérobées. D'autre part, certains transferts correspondent à des fraudes à l'importation. L'argent passe clandestinement par la frontière belge, et les douaniers irrégulièrement importés. C'est ainsi que sont financés des marchés d'approvisionnement de drogue, ou que sont payés à leurs fournisseurs en France des œuvres d'art volées — la Belgique est actuellement considérée comme une plaque tournante pour ce type de marché.

Le trafic de l'argent est difficile à repérer, non seulement à cause de la perméabilité de la frontière, mais encore en raison de l'organisation des fraudeurs. Récemment des enquêteurs ont été informés — mais trop tard — de l'arrivée d'une importante cargaison de drogue à l'aéroport de Roissy. Cette drogue (de l'heroina dite « brown sugar ») devait être transférée aux Pays-Bas pour y être conditionnée avant d'être distribuée en France ou dans d'autres pays. Selon certaines indications, les sommes

correspondant au paiement de cette commercialisation devaient être transférées à travers la frontière franco-belge. Un véritable convoi avait été organisé :

Remonter les filières

Il est à l'évidence difficile de remonter les filières, et bien davantage de découvrir le prétexte des fonds. Mais, à ce sujet, dans certains cas, l'efficacité des investigations menées par l'administration des douanes est critiquée. Cette administration, qui dépend du ministère de l'Économie et des Finances, bénéficie de la loi d'une quasi-totalité des procédures qu'elle engage. Magistrats et policiers déploient toutes les méthodes de leur art pour tenter de saisir les auteurs d'infractions (possibilité du même ordre que celle dont dispose la direction générale des impôts en matière de fraude fiscale). Il convient de noter, de plus, que des « transactions » d'un autre genre, « en nature » celles-là, peuvent donner lieu à la fourniture par le passeur interrogé de « renseignements » qui pourront permettre l'arrestation d'autres passeurs. Pour expliquer les difficultés rencontrées dans la recherche des promoteurs des trafics, les douaniers soulignent que les enquêtes sur ce point sont « fortifiées » et pratiquement « fragiles », certains soulignant que les « limites » de leurs investigations sont parfois « politiques ».

Il semble cependant que la Direction nationale des enquêtes douanières soit en mesure actuel-

Si la fraude sur les tabacs n'est plus qu'un vieux souvenir, les trafics des objets d'art et de la drogue l'ont aujourd'hui remplacé. Mais il est un autre trafic dont on parle moins, bien qu'il ne soit pas — en valeur — le moins important. Il s'agit des exportations clandestines de capitaux. Récemment, deux affaires ont retenu l'attention : l'ancien champion-cycliste Louis Géraud a été arrêté le 21 avril à la frontière franco-belge. 1 550 000 francs, en billets de 500 francs, étaient dissimulés dans le système de suspension de son véhicule (« le Monde » du 24-25 avril). Deux jours plus tôt, au poste de Bettignies (Nord), près de Maubeuge, un « passeur » belge en possession de 607 250 francs, également cachés dans sa voiture, était arrêté. Il a reconnu qu'il n'en était pas à son coup d'essai, précisant même avoir transporté 400 000 francs à son précédent voyage (« le Monde » du 23 avril).

une voiture « fourgon » était précédée d'autres véhicules chargés de signaler les postes non gardés et les déplacements éventuels des brigades volantes de la douane. Les occupants de chaque voiture communiquaient entre eux par « walkie-talkies ».

Les transferts sont de plus en plus organisés par des officines clandestines se dissimulant derrière des façades diverses. Les organisateurs, sont, semble-t-il, dans bien des cas, des personnes ayant une profession en relation avec les milieux boursiers ou bancaires. Certaines filatures de passeurs n'ont-elles pas eu pour point de départ la place de la Bourse à Paris ? Ces officines disposent généralement des services de plusieurs passeurs « professionnels ». Ceux-ci sont largement rémunérés et dédommages en cas d'arrestation. Ils sont également bien défendus. Des magistrats du parquet ont pu s'étonner d'être contactés par un avocat quelques heures après une arrestation, avant même que les services de la douane n'aient pénétré le parquet. Tout retard du passeur au cours de son voyage est immédiatement signalé par réseau. Les douaniers remarquent d'autre part que la section demandée pour la mise en liberté d'un passeur est souvent acquiescée avec promptitude, de même que les amendes très élevées (de une à cinq fois le montant de la fraude) sont payées rapidement sans grande difficulté.

L'interrogatoire des passeurs est rarement instructif. Ceux-ci ne sont guère bavards. S'ils le sont, c'est pour indiquer avec un certain cynisme le montant des sommes qu'ils ont déjà passées en fraude et les endroits où ils ont précédemment franchi la frontière, ce qui n'est pas d'une grande utilité pour les enquêteurs. Les réseaux sont si bien « cloisonnés » que le passeur ne connaît presque jamais les autres « nations » de la chaîne. Un prénom, un mot de passe suffisent pour trouver le « contact » à Bruxelles. Ce qui a souvent lieu, d'ailleurs, dans un parking proche de la gare principale de la capitale belge.

FRANCIS CORNU.

LA NOUVELLE RAY-BAN

AVEC VERRES SANS ENTOURAGE

J.P. Coffignon
OPTICIEN
81, Bd. MALESHERBES 75008 PARIS

La Sardaigne

au départ de Toulon
lignes régulières Toulon / Porto Torres
en car-ferries CONFORTABLES

FORFAITS SÉJOUR EN HOTEL
Comportant pension complète, 7 jours à l'hôtel (boisson exceptée).
Transport aller/retour passager et automobile
jusqu'à fin Juin en Juillet/Août
à partir de 885 F par personne à partir de 1145 F par personne.

Renseignements : toutes agences de voyages et
61 Bd des Dames 13002 Marseille, tél. (91) 81.80.20, télex 440752
à Toulon : CMT/5 562 av. de la République, tél. (94) 41.25.76
à Paris : SNCM 12 rue Godot de Mauroy, tél. (1) 286.60.19
En collaboration avec ENIT/PARIS/NICE - ESTI CAGLIARI

ferrytour

FAITS ET JUGES

... de la justice ...

... de la justice ...

... de la justice ...

... de la justice ...

... de la justice ...

... de la justice ...

... de la justice ...

Justice

OFFRES D'EMPLOI
"Placards encadrés" 2 col. et +
(la ligne colonne)
DEMANDES D'EMPLOI
CARTONS OU
PROPOSITIONS COMMERC.

La ligne La ligne T.C.
40,00 45,76
42,00 46,04
9,00 10,28
70,00 80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER
"Placards encadrés"
Droits réservés
"Placards encadrés"
L'AGENDA DU MONDE

La ligne La ligne T.C.
28,00 32,08
34,00 38,89
36,00 43,47
40,00 45,76
28,00 32,08

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux



emplois régionaux

TOWERS, PERRIN, FORSTER & CROSBY, INC. International Consultants to Management

with 20 offices in North and South America and Europe, operating mainly in the area of human resources management, is seeking young professionals to complement the staff of its newly established Paris office.
Applicants should have the following profile:
• French nationals with university education, preferably «Grandes Ecoles».
• Complete fluency in English.
• A minimum of 3-4 years experience in business, preferably in personnel administration.
• A definite interest and capability in consulting activities involving substantial analytical work.
Very attractive remuneration package is offered.
Please write in confidence, in English or French, giving full information on academic background, business experience, current earnings, home address and telephone number to P. Lichon, P.T. 5337, 10, rue de Valenciennes 75003 Paris Cedex 03, who will transmit.

INGÉNIEUR Futur Directeur 200 000 F.F./an

COMPAGNIE MINIERE
Afrique Equatoriale
Une Compagnie Minière (4.000 personnes, C.A. 600 millions de francs) opérant en Afrique Equatoriale recherche un ingénieur pour son département spécialisé dans l'exploitation du minerai par transporteur aérien. Sous l'autorité du Directeur du département, à qui il doit rendre compte, il sera chargé de prévoir, organiser, coordonner, diriger et contrôler l'ensemble des activités de 1.000 personnes, dont 45 expatriés. Cette responsabilité, il l'exercera dans les domaines technique, administratif et humain. Compte tenu de l'importance de l'effectif, il devra s'occuper autant d'importance à l'aspect humain qu'à l'aspect technique de ses responsabilités. Il aura à entretenir des relations étroites avec les autorités administratives et politiques locales. Le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, aura une formation Ingénieur A. et M., E.I.A.M., I.N.S.A., I.N.T.E.C., I.N.T.E.C., I.N.T.E.C. ou équivalente. Il possèdera une expérience industrielle à prédominance électro-mécanique d'au moins 10 ans en cours de laquelle il aura commandé des unités autonomes. Compagnie Minière des transports aériens sera particulièrement appréciée.
Ecrire sous référence 120/M à :
GHR Conseils, 3, avenue de Ségur, 75007 Paris.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

KALAMAZOO SYSTEMES D'AFFAIRES

recherche
dans le cadre de son expansion nationale
**ATTACHÉS
COMMERCIAUX**
(Hommes ou Femmes)
Pour ses agences de :
BOULONNE (région 78/14) 11, rue Judaïque
5, rue de la République, 34/02-40-97 et 83
Tél. 35/70-44-45 et 84.
LILLE 22, rue de la Colonne
Tél. 80/30-33-34
ORLÉANS 1, rue Jeanne-d'Arc
14, rue Eugène-Marcelle
Tél. 38/12-73-31
DEMOGRAPHIE 22, rue de la Colonne
Tél. 80/30-33-34
FOURS (région Poitiers-Niort)
1, rue Jeanne-d'Arc
Tél. 47/08-83-04
DEMANDEURS : BAC G., diplôme commercial ou comptable, le goût de l'organisation.
Nous leur proposons, après une période de formation dans notre Centre à Bordeaux, la gestion d'un secteur commercial afin de vendre des systèmes de gestion et d'implanter de nouvelles méthodes de travail dans des entreprises privées et publiques. Vacances sont assurées.
Si vous correspondez à ce profil, téléphonez ou écrivez-nous.

A FRENCH COMPANY, A DIVISION OF A VERY LARGE FRENCH GROUP OF COMPANIES LEADER IN THE STEEL AND STEEL PRODUCT INDUSTRIES,

active in implementing plants for clients in various parts of the world requiring knowledge and operational staff for the initial period of production of each plant (1 to 4 year depending upon clients) will appoint:

PLANT MANAGER MIDDLE EAST

chiefly with technical responsibilities
experience in pipe manufacturing and/or finishing desired. Adequate further training in french/european pipe plants will be provided before assignment to the M-East plant. Knowledge of french language appreciated however not required.
The position presents an exciting challenge for someone with personal initiative, ability to adjust to varying situation and interest in personal experience with middle east countries.
Should first assignment prove successful further similar jobs in foreign countries or technical positions within one of the companies of the group may be offered.
Salary about :
40.000 dollars
Applicants are invited to send confidential curriculum, reference MB 476 AM, to E.T.A.P., 4, rue Massenet, 75016 PARIS.



directeurs de chantiers SECOND-ŒUVRE

MOYEN-ORIENT
Notre groupe - 3.500 personnes, C.A. : 1,8 milliard de francs - a orienté depuis quelques années son activité second-œuvre (climatisation, plomberie, électricité) vers l'étranger et principalement vers les pays du Moyen-Orient.
Notre réussite et l'acquisition de nouveaux chantiers nous amènent à rechercher des DIRECTEURS DE CHANTIERS.
Ingénieur de formation (Centrale, A. et M., E.S.T.P.), spécialisé dans le bâtiment ou le second-œuvre, vous savez par expérience ce qu'est la direction d'un chantier d'étranger. Vous connaissez l'importance des problèmes humains, car vous êtes quotidiennement responsable des hommes, mais aussi l'importance des problèmes techniques (approvisionnement par exemple) et financiers. De plus, vous avez l'habitude sur place des contacts avec les clients et les fournisseurs et, naturellement, vous parlez anglais.
Vous êtes peut-être l'un des hommes que nous cherchons.
Ecrivez sans tarder sous réf. 20-25-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.
EUREQUIP
B.P. 30 - 92420 Vanvreson

établissement bancaire afrique francophone

Nous sommes un établissement public de création récente, spécialisé dans la collecte de l'épargne et le financement de l'habitat à caractère social. Pour nous aider à mettre en place les structures et la politique d'investissement, nous recherchons un **CONSEILLER TECHNIQUE**.
Il se verra confier :
- l'élaboration de la stratégie du département,
- la définition d'une politique promotionnelle de l'épargne,
- l'organisation et la coordination des services clientèle, le contrôle des opérations de caisse,
- le recrutement et la formation des employés.
30 ans minimum, une formation supérieure et une expérience bancaire d'au moins cinq ans comportant des responsabilités de gestion, sont nécessaires pour ce poste. Une connaissance des pays en voie de développement serait souhaitable.
Sont offerts un contrat d'un an renouvelable trois fois maximum, une rémunération en fonction du niveau du candidat et les avantages liés au statut d'expatrié.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 1033/M à mentionner sur l'enveloppe à : Mlle PERRE.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE OANTON 75263 PARIS CEDEX 06

comex

Leader Mondial dans le domaine des interventions sous-marines
recherche pour son
DÉPARTEMENT JURIDIQUE
**1 responsable
assurances**
• Formation licence en droit + diplômé Ecole Nationale Supérieure,
• Pratique courante de l'anglais,
• 2-3 ans expérience dans une compagnie ou un cabinet de courtage.
La mission :
Sous la responsabilité du Chef du Département Juridique, il sera chargé de définir les besoins, de placer les risques, de gérer les sinistres.
Le poste est à pourvoir à MARSEILLE mais nécessite des déplacements de courte durée à l'étranger.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 177/SA4 à COMEX - Service Recrutement 13275 MARSEILLE Cedex 2

Nous sommes une Importante Société Minière exerçant son activité au TOGO Nous vous proposons le poste :

INGENIEUR RESPONSABLE D'UNE SECTION D'ENTRETIEN

Vous devez avoir une bonne expérience de l'entretien préventif et des interventions sur de gros ensembles de terrassement du type routes-pistes et convoyeurs ou matériel similaire.
Des compétences solides en mécanique générale et charpentes métalliques. Une formation électro-mécanique serait appréciée dans le cadre d'un développement du poste.
Ce poste conviendrait à A.M., I.C.A.M., E.C.A.M.-E.N.S.A.-E.N.I. ou équivalent.
Rémunération intéressante - avantages sociaux - logement en villa dans cité agréable - congés annuels 5 jours par mois.
Adressez C.V., prétentions sous N° 3605 à PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75008 Paris qui transmettra

ENTREPRISE JEAN LEFEBVRE recherche pour un chantier routier AU MOYEN-ORIENT

— UN INGÉNIEUR TOPOGRAPHE
Celui-ci aura acquis une expérience sur d'importants chantiers routiers et connaîtra bien l'anglais.
— RESPONSABLE LABO ROUTIER
(Terrassement, béton, etc.)
De niveau ingénieur, il sera bilingue anglais.
— UN CHEF D'ATELIER (niveau cadre)
Il aura une expérience de plusieurs années dans le matériel T.P. Connaissances de l'anglais appréciables.
Avantages liés à l'expatriation
Ecrire (photo), C.V. et prétentions sous n° 4444 31, boulevard Bonne-Nouvelle, L.T.P. 75002 PARIS, qui transmettra.

DEERE AND COMPANY SIEKS

YOUNG COLLEGE GRADUATE ENGINEERS

Fluent in both French and English, for its industrial engineering pool which will report to the European Office in Mannheim, Germany.
Engineers interested in these positions should be willing to receive special training abroad. They should also be willing to move. Their regular work assignment is planned to be in France, although they may be required to travel anywhere in Europe.
No former industrial engineering experience is required.
Qualified applicants, please apply in writing to PERSONNEL DEPARTMENT JOHN DEERE SIEKS - B.P. 13 45 001 FLEURY-LES-AUBREAIS - CEDEX (Photo to be attached to application letter).

CHAÎNE HOTELIERE FRATEL recherche pour la construction d'hôtels en IRAN ingénieur

DIPLOME BÂTIMENT
partiellement bilingue ANGLAIS (écrit et parlé), âgé d'au moins 35 ans, et possédant l'expérience de la construction d'ensembles importants, si possible en IRAN ou dans les pays du MOYEN-ORIENT.
Il sera détaché à TEHERAN auprès de la holding regroupant les investisseurs français et iraniens avec la position de DIRECTEUR GENERAL ADJOINT de la HOLDING.
Il assistera le Directeur Général pour tous les problèmes techniques ainsi que pour les questions administratives liées à la construction des hôtels.
Mission d'une durée de 2 années, renouvelable par année.
Adressez C.V., photo et prétentions à FRATEL, Service du Personnel, 76 rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS.

BUREAU D'ETUDES (Site Economie Mixte Paris) désire entrer en contact avec :

INGÉNIEUR
ETUDES
PLANIFICATION
URBAINE

L'ingénieur recherché sera d'une grande expérience et une large expérience professionnelle (au minimum 10 ans) acquise par exemple dans une agence d'urbanisme ou dans un groupe d'études et de programmation. La maîtrise de l'anglais est requise.
La disponibilité de cet ingénieur permettra de travailler soit à Paris soit à l'étranger. Les candidatures seront traitées avec discrétion d'usage.
Veuillez écrire (télégramme C.V. et indiquer votre dernière rémunération actuelle et mentionner sur l'enveloppe la référence 62/104 à :
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société d'ingénierie Paris recherche pour poste d'expatrié :

INGÉNIEUR
OUVRAGES D'ART

Cet ingénieur diplômé d'une grande école doit bénéficier d'une dizaine d'années d'expérience acquises pour partie à l'étranger. Il sera anglais et est facilement disponible pour un séjour de longue durée dans un pays du Moyen-Orient. Ecrire en joignant C.V. et prétentions sous référence 758/104 L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour séjour au Moyen-Orient :
INGÉNIEUR
MÉCANIQUE
DES SOLS
environ dix années d'expérience acquises pour partie à l'étranger. Langue anglaise courante. Votre candidature accompagnée d'un C.V. et mentionnant vos prétentions est à transmettre sous référence 62/104 à :
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

UN INGENIEUR ARTS ET METIERS LA DIRECTION DE NOTRE USINE

Nous attendons de lui qu'il prenne en charge :
• l'organisation et la coordination de la production ;
• le développement quantitatif et qualitatif de celle-ci en fonction des objectifs qui lui sont fixés ;
• la direction des hommes.
Nous souhaitons qu'il ait au moins 35 ans et une première expérience de direction dans la construction métallurgique (de préférence matériel roulant). L'allemand et l'anglais seront des atouts supplémentaires.
Nous offrons une rémunération stimulante et de très larges possibilités d'évolution au sein du Groupe.
Si vous avez un esprit d'initiative créatrice et beaucoup de temps à consacrer à votre travail. Adressez votre CV et votre photo sous réf. 410 à :
19, rue du Faubourg National 67000 STRASBOURG qui traitera confidentiellement les candidatures et qui vous enverra une documentation relative au poste.



SOCIÉTÉ MINIERE recherche pour ses Services Médico-sociaux de POINTE-NOIRE et SAINT-PAUL République Populaire du Congo

DOCTEUR EN MÉDECINE si possible spécialisé en médecine tropicale et du travail pour poste de MÉDECIN CHEF

• Logement assuré ;
• voiture de fonction ;
• résidence en bord de mer.
Env. C.V. et photo à n° 10.084 CONFESSE Publ. 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

emplois internationaux emplois internationaux

Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Un groupe de sociétés françaises C.A. trois milliards implanté dans l'Ouest recherche :
**LE RESPONSABLE
des ETUDES INFORMATIQUES
et de L'ORGANISATION**
pour animer une équipe de 20 ingénieurs, 70 analystes programmeurs, 15 organisateurs. La préférence sera donnée à un candidat ayant exercé des fonctions similaires.
Env. C.V. et prétentions à : O.P.S., Rf. 11, 88, rue de Richelieu 75002 Paris qui transmettra.

emploi régionaux

Producteurs de machines agricoles

LSG

Directeurs
SECTEURS
INGÉNIEUR
ATTACHÉ

formation commerciale

ANGERS

COMMERCE
NATIONALE

etap

COLLABORATEUR
COMMERCIAL

SAEP

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE

RESPONSABLE COMMERCIAL

INGÉNIEUR

DE PRODUIT

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux

Produits Pétroliers Jeune Ingénieur

Déjà très spécialisée dans la production de produits pétroliers fins cette Société souhaite privilégier le développement de ce secteur.
La responsabilité totale du projet : production, recherche et développement sera confiée à un jeune ingénieur.
Mission : organisation et contrôle des fabrications, amélioration du processus, recherche appliquée, direction des équipes de laboratoire et de l'atelier.
C'est dire que ce poste nécessite une formation d'ingénieur en d'Université étayée par une expérience professionnelle dans le raffinage ou la pétrochimie. Et des caractéristiques personnelles de rigueur, de persévérance, le goût et le sens de l'animation.
Le poste est à pourvoir dans la région du Nord.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur dossier sous référence 6705 à

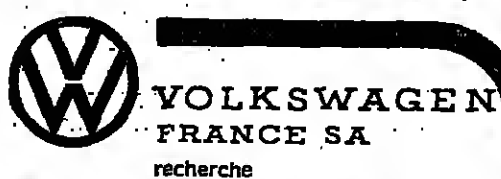
SPERAR PUBLISITE
12, rue Jean - Jaurès
92807 Puteaux qui transmet.

IMPORTANT CABINET
recherche pour
BOURGES - ORLÈANS
BOULAI - LE MANS

CONSEILS FISCAUX

- Ayant déjà une expérience pratique ;
- De préférence ancien inspecteur des impôts ;
- Sans des contacts humains et goût du travail en équipe ;
- Situation matrimoniale stable et d'avenir ;
- Discretion assurée.

Ecr. n° 10.611, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS 17e.
Toulouse - Imp. prom. off. stable et d'avenir à vendre 30 à min. dynam. bonne présentation, expérience ou sérieuse formation commerciale exigée. Adresser C.V. sous n° 10.611, "Le Monde", 4, rue Massenet, 75016 Paris.



**VOLKSWAGEN
FRANCE SA**
recherche

animateur de formation commerciale

Il sera chargé de préparer et d'animer des stages pour le Personnel des concessionnaires de la marque.

Ce poste convient à un diplômé d'études supérieures, ayant une bonne expérience de la vente ou de l'animation de stages en milieu commercial.

Une période de formation-intégration lui permettra de prendre connaissance des produits de la marque et d'acquiescer les compléments indispensables à sa pleine efficacité.

Prévoir de nombreux déplacements.
Envoyer CV, photo et prêt. à réf. AF77, Département du Personnel, B.P. 62 02600 VILLERS-COTTERETS.



LogAbax
informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
DE TERMINAUX
ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour ses
DIRECTIONS RÉGIONALES PROVINCE
SECTEURS CAEN-TROYES-BOURGES
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
et
ATTACHÉS COMMERCIAUX

CONFIRMÉS sur mini-ordinateurs de gestion

Un intéressement minimum sera garanti pendant la période de démarrage.
Adresser C.V. et prétentions sous référence 108 à Direction du Personnel, 8, rue Aristide-Briand, 9410 ARCUEIL.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE créant filiale Sud de la France

- DIRECTEUR TECHNIQUE
- OUTILLEURS
- RECTIFIEURS (plane et profil inter-axial)
- TOURNEURS
- FRAISEURS
- DESSINATEURS E2
- SECRÉTAIRE COMPTABLE (Bilingue anglais-français)

Env. C.V. détaillé n° T. 073.700 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

DIRECTEUR DES VENTES CHARENTE 110.000 F

Le premier groupe tuilier de France: 5 usines-CA: 630M² 750 personnes - bien implanté dans un marché porteur - recherche un Directeur des Ventes qui sera chargé d'élaborer la force de vente et de superviser l'Administration commerciale. Ce poste sera confié à un cadre confirmé, 35 ans minimum, formation commerciale supérieure, possédant au moins 3 ans d'expérience dans la vente de produits destinés au Bâtiment.
26 rue Marabout 75008 Paris vous adresserons photo et dossier de candidature sur demande. Référence 784 M.

SUCCESSALISTE PRET-A-PORTER recherche pour CAEN

**DIRECTEUR
de SUCCURSALE**
Très sérieuses références et expérience de la profession exigées.
Intéressement au chiffre d'affaires.
Maximum **120.000 F**
GARANTIE
Ecrire avec C.V. et photo sous n° 61 637, 20, rue de l'Arcade, PARIS-8, qui transmettra.

JEUNE CHIEF DE PRODUIT

E.S.C. - I.E.C.S. ou sup. ou à deux ans d'expérience de vente ou d'animation commerciale. Mission : développement des ventes d'une ligne de produits grand public. Animation et contrôle d'une équipe de représentants. Déplacements 50 % du temps. Poste d'avenir stable. Logement facilité région toulousaine sud Est-Rhin.
Adresser C.V. détaillé à SELETEC, Casseil en recouvrement 0709 Strasbourg CEDEX 5, réf. 01.
Recherche pour promotion graduée de synthèse à base d'opérations et de schémas élaborés et étude industrialisation ouverte par composants :

- 1 technicien bâtiment et construction ou architecte ou ingénieur/Architecte connaissant bien le G.A. et B.P. Angles sortés.
- 1 Dessinateur bâtiment Réal. : ARRAS (Pas-de-Calais). Adresser photo et prétentions à "Le Gallier", n° 1, place des Champs SAINT-NICOLAS, 63000 ARRAS.

TECHNICIEN SUPERVISEUR

Il sera rapidement amené à occuper l'ensemble des tâches relatives à la gestion, à l'entretien et à la maintenance des équipements hydrauliques et pneumatiques. Connaissances : chimie, biologie des eaux, hydraulique fluide, électricité générale. Indispensable connaître les possibilités d'utilisation informatique pour traitement données. Déplacements courts durée. Ecrire n° 108 "Le Monde" Pub 5, rue des Italiens 75002 Paris.

Rech. pour centre vacances

100 M² rés. Evian (Ha-Savoie) Maison familiale diplômée colonie de vacances pour. et réfr. indispensables. Connaissances : gestion, animation culturelle et sportive. Permis T.C. indispensable. Libre 1^{er} juin 1977

ECONOME GESTIONNAIRE

Expr. et réfr. gestion collect. Indispensable. Permis V.L. exigé. Libre 1^{er} juin 1977. Env. C.V. Comité d'Établissement, Aéro-Spatial, Route de Verneuil 78130 LES MUREAUX.

offres d'emploi

offres d'emploi

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS - LEADER DANS SA BRANCHE ET EN EXPANSION CONTINUE

DIRECTEUR DE FILIALE

capable de diriger une unité de 300 personnes environ, en assumant des responsabilités de commandement, de gestion, de relations extérieures.

Ce poste peut convenir à un candidat, formation supérieure, ayant une expérience professionnelle impliquant à titre principal d'effectifs importants et gestion.

Poste ville province NORD.

Rémunération : **110.000 F +**

Ecrire sous référence ND 431 CM.

IMPORTANT FIRM FRANÇAISE PETIT APPAREILLAGE ELECTROMECANIQUE ET ELECTRONIQUE DE TRÈS GRANDE SÉRIE

recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN E.S.E., I.S.E.N., I.S.E.N. DU ÉCOLE ÉQUIVALENTE EN VUE D'ACCESSION A UN POSTE DE

RESPONSABLE INDUSTRIALISATION

1^{re} période : directement rattaché à la Direction technique, il sera affecté durant quelques années en usine (ville 130 km Paris).

2^e période : ayant acquis une bonne expérience des problèmes techniques de fabrication, il sera affecté à PARIS et prendra en charge les problèmes d'

INDUSTRIALISATION, MISE EN FABRICATION ET SUIVI DES NOUVEAUX PRODUITS.

Poste exigeant implication caribon d'esprit, goût marqué des réalisations pratiques et courtoisie.

Langue anglaise.

Ecrire sous référence ZK 474 AM.

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS

discretion assurée

SOCIÉTÉ INGENIERIE ET ENTREPRISE GÉNÉRALE GROS ÉQUIPEMENTS POUR INDUSTRIES SIDÉRURGQUES ET MINIERES FILIALE PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL PARIS

OFFRE SITUATIONS INTÉRESSANTES ET AVENIR A

INGÉNIEURS PROCÉDÉS

ECP - MINES - AM ou équivalent, ayant 1 à 3 ans d'expérience professionnelle (acquis de préférence chez constructeurs ou sociétés d'ingénierie à dominante thermique) ou débutant.

Il collaborera au titre de la direction technique et commerciale.

A LA RÉALISATION D'IMPORTANTS OUVRAGES DEPUIS L'AVANT-PROJET JUSQU'À LA MISE EN ROUTE.

Qualité de curiosité intellectuelle, d'intérêt pour les problèmes techniques et économiques et de contact indispensables. Connaissances de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence OD 478 CM.



CONSTRUCTIONS MÉTALLIQUES DE PROVENANCE (CHAUDRONNERIE LOURDE POUR INDUSTRIES CHIMIQUES, PÉTROCHIMIQUES - PÉTROLIÈRES) - RECHERCHE POUR VILLE SUD-EST DE LA FRANCE

INGÉNIEUR CALCULATEUR

Sa fonction consistera à calculer des structures et des appareils chaudronnés en s'intégrant dans une équipe calcul étirée.

CE POSTE INTÉRESSE UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (CONFIRMÉ DU ÉVENTUELLEMENT DÉBUTANT)

ayant un goût marqué pour le calcul scientifique, des connaissances en informatique et un bon niveau en langues étrangères (anglais indispensable, allemand souhaité).

Ecrire sous référence FK 479 AM.

etap

INGÉNIEUR TRÈS EXPÉRIMENTÉ ROBINETTERIE

Vous êtes un INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE et vous justifiez d'une grande expérience de la robinetterie, soit chez un constructeur, soit dans un ingénieur.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ, nous vous proposons d'entrer au sein de l'une de nos divisions technique dans un poste de responsabilité.

Nous vous demandons d'envoyer votre dossier, sous la référence 6.522 à PUBLIPANEL, en lui précisant éventuellement, le nom des Sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que votre candidature soit communiquée.

PUBLIPANEL, 20 rue Richer - 75041 Paris, Cedex 09, qui transmettra.

INGÉNIEURS même débutants A.M., I.N.S.A., E.N.I

Une importante société de construction mécanique, leader européen de la spécialité, vous propose des postes d'études de réduction des coûts et d'organisation industrielle nécessitant le goût des contacts dans une usine de production.

Lieu de travail: banlieue Paris Sud. Libérés des obligations militaires.

Adresser C.V. détaillé sous référence 351 à

CENTRE de PSYCHOLOGIE du TRAVAIL, 3, Bd René Levasseur 75002 LE MANS, qui garantit la discrétion la plus absolue.

Le Monde INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs dans la recherche d'un emploi, nous publierons à cet emplacement chaque lundi et mardi des informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

CURRICULUM VITAE N° 2
La présentation de votre identité doit être simple : nom, prénom, âge, date et lieu de naissance, situation de famille, adresse.
Le téléphone personnel est une indication utile; votre correspondant désigné peut-être vous joindre rapidement.

Pour la formation, vous indiquerez vos diplômes, la date de leur obtention, le nom de l'établissement et la nature de la formation (option, spécialisation), et, bien entendu, les séminaires suivis au cours de la vie professionnelle.

Si vous avez une bonne connaissance des langues étrangères, vous mentionnez si elles sont écrites et parlées en précisant le niveau.

En ce qui concerne l'expérience professionnelle, vous indiquerez le sigle (s'il est connu) et le nom des entreprises dans lesquelles vous avez travaillé, les dates d'entrée et de départ, le titre des postes occupés en mentionnant les principales tâches et responsabilités.

Afin de préciser l'étendue de vos responsabilités, vous indiquerez votre rattachement hiérarchique, vos relations fonctionnelles, les relations extérieures à l'entreprise (banque, organisme public, etc.).

Vous pouvez citer également l'importance des effectifs supervisés, les moyens utilisés (budget, équipement, etc.), la progression des ventes, le montant des achats, ainsi que toute information sur l'importance du poste et éventuellement de l'entreprise.

Vous mettez en valeur les aspects de votre formation et de votre expérience qui sont en rapport avec la situation que vous recherchez.

ingénieur informaticien temps réel

QUALITÉS EXIGÉES :
• connaissance du matériel et du logiciel FDP.11
• anglais lu et parlé (allemand souhaité)
• déplacement de longue durée (1 an) en POLOGNE
• basé à PARIS.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous: No 10.611 Contesse Publ., 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

VILMORIN - ANGERS

CADRE SUPÉRIEUR
LA DIRECTION DE SON SERVICE

GESTION COMMERCIALE INTERNATIONALE

DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION MARKETING INTERNATIONAL

Il sera responsable :
• de l'ensemble des appels d'offre ;
• de la gestion administrative des commandes ;
• des moyens logistiques : transports, douanes ;
• de la certification ;

E.S.C. - E.S.E.C. ou formation supérieure équivalente et disposant d'une solide expérience dans l'administration commerciale. Il devra faire preuve de qualité de

GESTIONNAIRE DE NÉGOCIATEUR ET D'ANIMATEUR
pour diriger son équipe et contribuer au développement de l'entreprise.
Langue anglaise indispensable.

Ecr. sous référence XI 474 AM, 4, rue Massenet - 75016 PARIS. DISCRETION ABSOLUE.

COLLABORATEUR COMMERCIAL

recherche par société commerciale région LISIEUX.

Ce poste conviendrait à un candidat de 25 ans minimum possédant une formation supérieure économique ou commerciale et ayant déjà une petite expérience de la vente à industriels.

Il doit être intéressé par un poste actif (20% de déplacements).
Anglais nécessaire.
Logement assuré.
Adresser C.V. et prétentions sous réf. 2907

SEREP 32, Bd Maréchal 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE RECHERCHE

pour sa Direction Régionale du SUD : DOMICILIATION TOULOUSE

LE RESPONSABLE COMMERCIAL

NIVEAU DEMANDÉ : études supérieures complétées par une expérience commerciale immobilière à un échelon élevé de 5 ans minimum.

FONCTIONS :
- définition de programmes après réalisation d'études de marché ;
- mise en œuvre d'une politique commerciale ;
- direction et animation d'une équipe de vente importante.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



comex

1 responsable assurances

- connaissance des produits d'assurance ;
- expérience commerciale ;
- maîtrise de la technique d'assurance ;
- maîtrise de la technique d'assurance ;
- maîtrise de la technique d'assurance ;

La mission :
- développer la vente des produits d'assurance ;
- assurer le suivi des clients ;
- assurer le suivi des clients ;
- assurer le suivi des clients ;

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

UN INGENIEUR ARTS ET METIERS

LA DIRECTION DE NOTRE USINE

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Env. C.V. photo et prêt. n° numéro 837039 M. à Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

offres d'emploi

L'importance et la dimension de notre force après-vente, nous amène à développer nos systèmes d'information, aussi nous créons au sein de cette direction, une fonction

Systèmes et statistiques

Le titulaire aura pour missions au plan national, la maintenance des systèmes déjà existants, mais aussi la conception et la mise en place de systèmes nouveaux, en particulier l'implantation d'un réseau de mini-ordinateurs.

Il aura également à mener des études statistiques propres à la fonction après-vente. Il participera au niveau international à des groupes de travail où il devra prouver son aptitude à convaincre.

Nous souhaitons recevoir le C.V. de candidats ayant une formation statistique supérieure (I.S.U.P., E.N.S.E.A. ou I.D.N. avec option en rapport) et possédant 3 ans d'expérience professionnelle réussie en milieu industriel.

Une expérience très complète de l'informatique et une bonne pratique de l'anglais sont indispensables.

Lieu de travail : AULNAY SOUS BOIS

Adresser C.V. et prétentions sous réf. C18 à Jean-Pierre BRUN

RANK XEROX Service recrutement B.P. 63-93602 AULNAY s/Bois

offres d'emploi

MARTINI

recherche

adjoint du responsable organisation et informatique

- Il assume la responsabilité technique d'une équipe d'Analystes et de Programmeurs, établit les cahiers des charges en liaison avec les utilisateurs et suit le planning de l'ensemble des applications.
- Il assiste le Chef de département dans ses fonctions d'organisation.
- Agé de 30 ans minimum, il a une formation supérieure (Grandes Ecoles Commerciales ou équivalent) et une expérience d'au moins 5 ans tant en informatique qu'en organisation dans une entreprise importante et/ou dans un cabinet de consultants.
- Il a le sens du travail en équipe, le goût des contacts et manifeste une réelle force de caractère.
- Imaginatif, mais concret, il n'hésite pas à remettre en cause l'existant.

MR

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétention à Service du Personnel et des Relations Humaines - MARTINI ET ROSSI 19, Av. Michel 93404 ST-QUEN.

responsable installations et entretien

- Dépendant directement du Directeur technique, il assure les études préliminaires de nouvelles implantations et participe au choix de nouveaux matériels.
- Interlocuteur technique des entreprises extérieures, il assure, lors de la réalisation des travaux, du respect des plans et spécifications.
- Il définit et contrôle les normes et procédures d'entretien et de sécurité.
- Ou formation Ingénieur, il possède de préférence une première expérience professionnelle.
- Il est organisé, polyvalent, méthodique et ouvert aux contacts humains.

THYSEN ACIERS

SPÉCIALISÉ

78-MAUREPAS

recherche

1 EMPLOYÉ (E) COMMERCIAL (E)

Sédatrice, PARFAITEMENT

bilingue français-allemand

pour suivi des affaires entre

l'usine et la Clientèle.

Rémunération selon expér.

Envoyer C.V. à M. GREFF,

Thyssen Aciers Spéciaux, BP 43,

7810 MAUREPAS.

SOCIÉTÉ D'ASSISTANCE

recherche

POUR ETE 1977

ETUDIANTS (TES) 21 ans

minim.

Bonne maîtrise d'une langue

étrangère, 2 à 3 mois de

travail consécutifs souhaités.

Adress. candidat. C.V. à CESA

67, bd Haussmann, Paris-8^e.

LA STÉ LA PLUS IMPORTANTE EN EUROPE DANS SON DOMAINE

300 MR/AN DE RECETTES
TRES BIEN GEREE ET DYNAMIQUE
(Recettes x 2 tous les 4 ans)
rech. pour PARIS

JEUNE CADRE SUPERIEUR COMPTABLE de HAUT NIVEAU

120.000 F (+)

ADJOINT COMPTABLE ET FISCAL (sur ses loyers) du Responsable comptable et financier : supervision COMPTABILITE générale, Rattachement, Fais... (Service de 20 personnes), BILAN, déclarations fiscales et pour autorités de tutelle. Parfaitement des procédures de CONTROLE DE GESTION.

INDISPENSABLE

- Très solide formation générale et comptable : EXPERTISE ou D.E.C.S.
- 5 ans minimum EXPERIENCE COMPTABLE et GESTION BUDGETAIRE à un niveau élevé dans UNE SOCIÉTÉ IMPORTANTE.
- PRATIQUE COURANTE DE LA FISCALITÉ DES SOCIÉTÉS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV, détails, photo, prétentions sous réf. 3580

SC sélection conseil

6, PLACE DU MARÉCHAL JUIN, 75017 PARIS

Société Française, leader de sa branche en Europe

recherche,

dans le cadre de sa forte expansion

DIRECTEUR FINANCIER DE HAUT NIVEAU

Les candidats devront :

- être diplômés HEC, ESSEC ou équivalent et si possible titulaires de l'expertise comptable ;
- avoir exercé au sein d'une entreprise importante différentes responsabilités dans les domaines de la comptabilité générale, analytique et budgétaire, de la trésorerie, de la politique financière et du contrôle de gestion ;
- être âgés d'au moins 35 ans.

Rémunération importante - Région Parisienne

Discretion assurée.

Adresser Curriculum vitae au n° 8008 «le Monde»

Publié 3, rue des Italiens 75427 PARIS-9^e.

LOTO

Le Jeu du Loto engage immédiatement pour son siège, situé à proximité de Roissy-en-France (35 minutes de la Gare du Nord, par Roissy-Rail).

un(e) adjoint(e) administratif(ive) pour le service coordination et contrôle

- Le (la) candidat(e) souhaité(e) :
- 30 ans minimum
- une formation supérieure
- une expérience administrative de 3 à 5 années acquise soit dans le secteur tertiaire, soit dans un service d'organisation
- des qualités de rédaction
- des aptitudes et le goût pour dispenser de la formation.

Responsable d'une équipe de 20 personnes, il (elle) sera chargé(e) du suivi des dossiers techniques en liaison avec le service informatique.

Adresser C.V. manuscrit et prétentions, sous référence LOTO, à Madame GOURNAY, PRELO, Domaine des Coudes Casteln, 77230 MOUSSY-LE-VEUX.

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

3M

Usines de Beauchamp (Val d'Oise)

pour ses services maintenance

ingénieur électronicien

ISEN - INPG - ENI Brest - etc.

• Débutant ou ayant une première expérience de quelques années en usine.

• Bonne connaissance de la langue anglaise appréciée.

• Une expérience ou une formation dans les domaines suivants est souhaitable :

- commandes programmées par ordinateur.

- hydraulique ; régulation.

- pneumatique ; asservissements.

- électricité générale.

Il s'agit d'un homme de terrain plus attiré au début par la technique que par les aspects études ou supervision.

Envoyer C.V. + photo et prétentions au Service Recrutement : 3M FRANCE, 2 Avenue Boule 92500 BEAUCHAMP

Société Industrielle Boulonnaise recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Spécial. systèmes transmissions hydrauliques (véhic. pompes, distributeurs).

Salaire annuel jusqu'à 80 000 F selon compétences.

Envoyer C.V. + photo à : HYDRO-AIR, 255, rue Galliot, 92100 BOULOGNE.

Petite groupe américain recherche

pour banlieue ouest

CHIEF COMPTABLE

(Chiffre comptant)

Le poste comporte la supervision des services comptables, la préparation des états financiers mensuels, l'élaboration des rapports financiers et administratifs. Il nécessite une solide formation comptable et plusieurs années d'expérience dans une société américaine. Perspectives d'avancement et salaire intéressant pour candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions à : 1978 - BLEU - 17, rue

Label - 4300 VINCENNES

Grandes unités clés en main exportation

Nous sommes une puissante société d'ingénierie et d'entreprise générale liée à un groupe de premier plan. Diriger de grands projets d'ensembles industriels à l'étranger est évidemment une responsabilité importante et c'est la raison pour laquelle nous souhaitons rencontrer un ingénieur d'affaires ou un directeur de projets.

De formation X, Centrale, A.M., etc., c'est un homme de poids qui prouvera une expérience certaine (5 ans minimum) dans des fonctions analogues dans le domaine de la pétrochimie, de la sidérurgie ou de l'énergie.

Cette expérience et sa forte personnalité lui permettront d'assurer sans difficulté la coordination de nos services études et achats, de contrôler la bonne marche des chantiers, d'assurer le dialogue avec une clientèle exigeante. Bon gestionnaire, il sera familiarisé avec les problèmes de financement d'affaires à l'étranger (le budget d'une affaire oscille entre 1 et 5 milliards de francs). Il est indispensable enfin que ce responsable s'exprime aussi bien en anglais qu'en français.

Le poste est basé à Paris mais implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 2527 à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

LA D.A.L.

(DEUTSCHE ANLAGEN - LEASING GmbH, Mayence)

est une filiale à 100 % de grandes banques d'affaires allemandes.

Elle est une des plus importantes sociétés de leasing en Europe

Pour notre société à Paris la COGESAT S.A.

en constante expansion

nous recherchons un deuxième

MEMBRE DU DIRECTOIRE

La personne recherchée aura les mêmes responsabilités que le membre du directoire déjà en place.

Il aura en charge tout spécialement la partie administrative : la gestion des crédits et des contrats, la comptabilité et l'organisation.

Une ambiance jeune et un travail d'équipe l'attendent. Le candidat aura beaucoup d'initiative et de ce fait peut s'attendre à un succès rapide qui se traduira par une rémunération en conséquence.

Le candidat aura une expérience approfondie en matière de crédits industriels, moyen et long terme, acquise par une expérience bancaire, dans l'industrie ou dans la révision.

Il est indispensable que le candidat soit parfaitement bilingue français-allemand.

Veuillez adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions à notre conseil :

Dr. Dieter Schulz c/o B.F.A. 15, avenue de Friedland, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE CHIMIE

Banlieue Nord Ouest

recherche

CHEFS de PRODUITS

pour ses départements :

- Industrie Métallurgique (Réf. 8588/A)

- Industrie Alimentaire (Réf. 8588/B)

Pour ces deux postes les candidats retenus devront :

• être âgés d'au moins 30 ans

• avoir une formation supérieure technique ou commerciale

• justifier d'une réussite professionnelle de plus de 5 ans dans les secteurs industriels intéressés.

• être capables d'apporter quelque chose de plus à une équipe réputée pour son dynamisme et ses performances.

Si vous êtes intéressés, adressez C.V., photo et prétentions en rappelant la référence du poste à AXIAL, Publiété, 91, Fg Saint-Honoré 75008 Paris.

pour que votre expérience bancaire devienne synonyme de carrière

ous mettons à votre disposition une valeur sûre : notre croissance.

exploitant confirmé

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de vos clients et c'est vous qui :

• détectez et analysez leurs besoins,

• gérez le portefeuille qui vous est confié,

• défendez directement vos dossiers devant le Comité des engagements.

Véritable manager, vous savez mener des actions de prospection vous permettant de développer votre clientèle.

Ce poste, de niveau sous-directeur - fondé de pouvoir, s'adresse à des diplômés de l'enseignement supérieur ou bancaire (T.B., C.E.S.B.), ayant acquis une expérience professionnelle de quelques années.

Poste à pourvoir en région parisienne.

Lettre manuscrite, CV détaillé et niveau de salaire seront examinés avec discrétion par la Direction du Personnel de la

BANQUE HERVET

127, av. Charlé-de-Gaulle, B.P. 154, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

banlieue SUD-OUEST - recherche

des INGENIEURS ou CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

de formation supérieure, parlant parfaitement l'anglais, ayant l'habitude des contacts à haut niveau, tant auprès de Sociétés privées que de Grandes Administrations et connaissant l'ingénierie, dans ses différents modes d'intervention y compris la réalisation d'opérations "clés en mains". Leur rôle consisterait à :

- assurer la prospection commerciale de la société, principalement sur les marchés étrangers,

- négocier les contrats,

- assurer le suivi commercial des affaires engagées.

Pour certains des postes à pourvoir, une connaissance du bâtiment serait appréciée.

Préciser l'expérience acquise à l'exportation et les langues étrangères pratiquées.

Prévoir d'adresser avec CV détaillé et prétentions sous réf. 14.157

A.N.P.M. 100 rue de la République, 92512 NEUILLY SUR SEINE

UN DES PREMIERS ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX recherche

le Collaborateur Direct du Chef du Service Contentieux

35 ans minimum

POUR DIRIGER UNE ÉQUIPE D'UNE DIZAINE DE SPÉCIALISTES ET PRENDRE EN CHARGE L'ENSEMBLE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES DE L'ENTREPRISE.

Il étudiera personnellement les dossiers les plus complexes et assurera les contacts à haut niveau.

Ce poste exige, outre qualités humaines indispensables, de posséder une parfaite maîtrise des procédures judiciaires notamment commerciales acquises dans une banque, une entreprise industrielle, un cabinet d'avocat d'affaires ou d'agré et d'avoir une formation juridique supérieure (droit privé).

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre man. + CV détaillé avec prétentions sous réf. 7338/BN à Sile-CEGOS : 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

Sile CEGOS

offres d'emploi

3M
Unité de Blanchement
Ingénieur électronicien

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Technico-Commercial

Grandes unités clés en main exportation

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

LA D.A.L.

Notre société à Paris la COGESAT S.A. en constante expansion

Notre recherche pour une division

MEMBRE DU BUREAU

Important Groupe Chimie

ES de PRODUITS

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Important Groupe Chimie

ES de PRODUITS

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

offres d'emploi

directeur commercial export

150 000 F +

PAP FEMININ

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

Très importante Société spécialisée dans la fabrication de Fromages et beurre

inspecteur régional

pour PARIS et REGION PARISIENNE - 02 - 27 - 60 75 - 76 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85.

Mission :

- Animer une équipe de multicares et une cinquantaine de distributeurs ;
- Assurer personnellement les contacts à haut niveau ;
- Développer la C.A.

Profil :

- 30 ans minimum ;
- 5 ans de vente dans le beurre et fromages ;
- Être très introduit auprès des grandes centrales d'achat et à l'exportation.

Pour les candidats bénéficiant d'une très bonne rémunération et de nombreux avantages.

Envoyer C.V. avec photo sous référence 1715 B à SUBIDE Publ., 249, av. d'Yverdon, 33110 Le Bouscat, qui transmettra.

MINISYS, département du Groupe Informatique et Entreprise, s'est spécialisé dans le Conseil et l'assistance pour le choix et la mise en œuvre des petits et moyens ordinateurs. Ses clients sont les PME et les grandes sociétés décentralisées.

Analystes

Notre entreprise fait partie des «Grandes de ce secteur d'activité : sa marque porte d'une forte notoriété et son outil industriel est performant.

Aujourd'hui nous devons renforcer notre position sur les marchés export et recherchons l'homme de ce nouveau développement : il prendra en charge l'étude des marchés, la mise en place des structures adaptées (agents ou filiales), le contrôle et l'animation du réseau existant, il négociera lui-même des contrats importants, il dirigera le service d'administration commerciale.

Le candidat retenu doit pouvoir faire la preuve d'une expérience de vente réussie à l'exportation ; la connaissance de l'anglais est indispensable. Résidence Paris. Déplacements fréquents.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 704194/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 05

INFORMATIQUE ET ENTREPRISE

Conseil en Organisation et Informatique

9, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

SUSCEPTIBLE DE SECONDER ET DE REMPLACER ULTÉRIEUREMENT LE P.D.G.

est demandé

par une importante Société Commerciale Banlieue Paris Saint-Lazare

Mécanique - Machines-Outils

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Diplômé de forte personnalité, ayant déjà une expérience solide de gestion et d'animation de vente. Agé de 40 ans environ.

Très bonne connaissance de la langue allemande obligatoire.

Adresser C.V. détaillé sous N° 15900 M à : GEM PUBLICITE : 142, rue Montmartre 75002 PARIS, qui transmettra. Discretion assurée.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

leader dans ses marchés (C.A. 2 MILLIARDS) recherche

ASSISTANT MATIÈRES PREMIÈRES

- Poste d'avant permettant à terme d'accéder au poste d'acheteur.
- Formation assurée par stage dans les différents services de la direction matières premières pour prise en charge d'un poste d'études de marchés pour en assimiler les méthodes ainsi que les possibilités des techniques d'économie et d'utilisation des chartes.
- Le candidat possèdera : — une formation grande école (H.E.C., E.S.S.E.C., E.C.P.) ou équivalent complétée par diplôme Université Américaine.
- Des qualités réelles de négociateur, le sens des affaires et la maîtrise de la langue anglaise.
- Candidat débutant ou possédant l'expérience de un ou deux ans dans le secteur commercial.

Poste situé proche banlieue Paris-Ouest.

Envoyer C.V., photo à n° 10321, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Union Nationale des Caisses d'Épargne de France

recrute pour La Direction ORGANISATION TECHNIQUE - Département RELATIONS INFORMATIQUES

ATTACHÉ DE DIRECTION

Pour mener ou participer à des études dans le domaine :

- des transferts internes,
- de la compensation,
- des applications de l'informatique au développement commercial.

Pour coordonner ultérieurement leur mise en place dans les Centres Techniques Informatiques du Réseau.

Profil recherché :

- Formation supérieure, licence ou maîtrise.
- Expérience professionnelle de quelques années dans un organisme financier de dimension nationale.
- Connaissances des techniques informatiques.

Envoyer C.V., manuscrit, photo et prétentions sous référence 1395 à l'U.N.C.E.F., 5, rue Masseran - 75007 PARIS

MÉDECIN DU TRAVAIL

Banlieue Ouest

Notre nouveau siège social est à la sortie de Paris. L'un de nos usines est adjoint.

L'effectif total n'étant pas très important à cet endroit, nous recherchons donc un Médecin du Travail qui souhaite exercer à mi-temps et assurer ainsi la médecine du travail, l'hygiène, la sécurité de nos établissements.

Bien sûr, vous serez responsable également des relations avec les instances officielles (Médecine du Travail, Inspection du Travail, etc.) et les Comités d'Entreprise en ce qui concerne votre domaine.

Le salaire est fonction de votre expérience, mais ce qui importe pour nous, c'est votre personnalité et votre sens de l'humain.

Nous considérons cette fonction comme prioritaire dans l'entreprise et nous sommes prêts à vous offrir une entente sympathique et dévouée.

Merci d'adresser votre C.V. sous référence 3385

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, avenue de Messine 75008 PARIS

A qui nous avons confié cette recherche.

CORPORATE BANKING

BANQUE AMERICAINE PARIS 80000

La succursale française d'une des plus grandes banques américaines développe ses activités dans le domaine du corporate banking et recherche un Attaché de Direction.

Dans un premier temps il participera activement à l'analyse, l'étude et la mise en place de crédits et se familiarisera avec les procédures et politiques de crédit de la banque. Il sera ensuite intégré au sein d'une équipe chargée des relations commerciales. Ce poste offre de réelles chances de développement demande une bonne aptitude au contact et à la négociation. Il s'adresse à un candidat ayant 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience bancaire d'analyse financière ou de crédit de 2 ans environ. Une présentation impeccable et une bonne connaissance de l'anglais sont exigées.

Adresser C.V. détaillé à G.C. FULCONIS 14/25 N° 1011 rue Montparnasse 23, avenue du Maine 75765 PARIS CEDEX 15

HOLDING Région Parisienne

recherche pour sa Plus grande filiale

DES RESPONSABLES D'IMPORTANTES UNITÉS DÉCENTRALISÉES

DIPLOME CENTRALE - ARTS ET MÉTIERS

Descriptif des postes :

- prendre en charge les centres d'exploitation sur un secteur donné,
- assurer les relations commerciales directes, superviser et animer des équipes de techniciens et de dépanneurs,
- assurer la gestion technique et économique.

Ce poste requiert de préférence une expérience de l'exploitation thermique dans le cadre d'unités décentralisées.

D'intéressantes perspectives de développement sont à envisager pour des candidats dynamiques et entrepreneurs.

Env. C.V. et photo à n° 10338 CONTEXTE Publité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-18°, qui transmettra.

REGION PARISIENNE LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

offre

Direction et Administration

Centre de Recherche

un Scientifique

dynamique de haut niveau

Salaire important pour candidat d'expérience.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à : No 10295, CONTEXTE PUBLITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

SAGA Groupe Spécialisé dans l'activité d'auxiliaires de transports

recherche

AUDITEUR INTERNE

Les candidats doivent obligatoirement :

- justifier d'une expérience de 2 ans minimum dans un Cabinet d'audit externe ou Service d'audit interne ;
- être diplômé d'études supérieures (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) ;
- pratiquer la langue anglaise.

Ce poste exige des déplacements notamment des séjours sur le site occidental d'Afrique (3 à 4 mois par an, en 4 ou 5 séjours) ouvrant droit à des congés supplémentaires.

Réelles perspectives d'avenir pour candidat de valeur.

Adresser lettre man., C.V., photo, prêtent, s/réf. 7007 au Service Central du Personnel Société SAGA - Tour Atlantique Cedex 06 - 92080 PARIS LA DEFENSE.

UN DES PREMIERS GROUPE FRANCAIS DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

recherche pour l'un de ses CENTRES DE PROFITS PARIS - BANLIEUE SUD-EST

dont le C.A. 1977 sera de 120 millions, son futur

directeur des ventes

27 ans minimum, de formation supérieure et connaissant bien les circuits de distribution - de préférence ceux de la région parisienne - pour développer les Marchés existants et en négocier de nouveaux tout en animant une équipe de vente et de promotion (30 collaborateurs).

Le poste vaut 120.000 F. (+ voiture de fonction) et sera évolutif en rémunération et en responsabilités.

Adresser lettre manuscrite (+ photo) à : L. JUSTET Psychologue 18 rue des Grottes 84000 AVIGNON

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL

recherche pour la mise en place de systèmes automatisés de Gestion de la Fabrication

ingénieurs méthodes (A.M., ENSI)

- ayant acquis une expérience des problèmes de fabrication dans les secteurs de la mécanique et de la chimie,
- ayant eu l'occasion de se familiariser avec les procédures d'utilisation des systèmes automatisés.

Il aura la responsabilité :

- de la mise en place d'un système dans les ateliers,
- de la formation du personnel utilisateur,
- du suivi auprès des clients après réalisation de l'application.

Libre recrutement. Déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé et photo à : INTERMAC 7, place Vendôme, 75001 Paris

L'ORGANISATION DE LA QUALITÉ

Très importante société d'ingénierie et de construction d'ensembles industriels implantée à Paris, nous recherchons pour l'une de ses divisions travaillant sur un projet de haute technicité un ingénieur âgé d'un mois 30 ans.

Il sera chargé de la mise en place de l'organisation de la qualité et de la surveillance de son application, tant à l'intérieur de la division que chez les sous-traitants. Pour réussir dans cette fonction, il est souhaitable, sans que cela soit indispensable, d'avoir une formation et une expérience de ce rôle, une bonne connaissance de l'organisation du travail ainsi que des textes légaux nationaux et internationaux. En outre, des facilités d'expression écrite et orale en français et en anglais seraient des atouts.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 2325 à : P. JORAU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 Paris cedex 03 qui transmettra.

CHEF DES VENTES

PARIS BRANCHE BATIMENT

Nous fabriquons et installons des biens d'équipement du second œuvre. Notre C.A. est de plus de 180 millions et nous avons des profits constants et élevés.

LE CHEF DES VENTES pour la région Parisienne que nous recherchons encadrer et animer une équipe de technico-commerciaux.

Ce poste intéressant et dévoué peut concerner un C.A.D.E. de formation INGÉNIEUR ou B.T.S. ayant une expérience de vente et d'encadrement et familiarisé avec les milieux du BAT. (B.E., architectes, utilisateurs).

REMUNERAT ÉLEVÉE DISCRETION GARANTIE

Pour en savoir davantage, env. rapidement votre C.V. détaillé s/réf 3501 à notre Conseil MANAGING 20, av. de la Paix, 67000 STRASBOURG, qui vous rencontrera à PARIS.

Important Groupe Français de métaux non ferreux recherche pour une usine de CHIMIE FINE, implantée en PROCHE BANLIEUE EST

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour devenir après formation un Responsable de Fabrication.

Les candidats débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel doivent avoir des notions de chimie industrielle ou de génie chimique ; le goût et les aptitudes pour le commandement seront déterminants.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 1247 à :

Q7 organisation et publicité
2 rue MARINCO 75003 PARIS CEDEX 03

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BANLIEUE NORD LEADER EUROPÉEN DANS SON DOMAINE

recherche

JEUNE DIPLOMÉ

H.E.C. - ESSEC - ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE (option finance comptabilité) OU D.E.C.S. complet

Anglais nécessaire + Espagnol ou Allemand. 1 ou années d'expérience pour AUDIT et CONSOLIDATION FINANCIÈRES. Courts mais fréquents déplacements en Europe.

Recrire avec C.V. sous n° 11.014, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, Paris (18°), qui transmettra.

La division : MACHINES AUTOMATIQUES DE CONTRÔLE d'un des premiers groupes industriels français propose le poste

ingénieur assistance clients

Il est chargé de concevoir, de proposer, d'organiser et d'animer au siège des stages de formation et de perfectionnement destinés au personnel des clients nationaux et internationaux qui utilisent le matériel.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien ouvert à la technique et ayant une expérience d'enseignement et de formation.

Anglais et allemand : indispensables.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4202 A.

Legor 5, rue Meyerbeer 75009 Paris

Vous êtes un jeune diplômé d'études supérieures. Devenez le

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

d'un IMPORTANT

ÉDITEUR PARISIEN

(JEUNESSE ET LITTÉRATURE)

- Collaborateur dynamique et ambitieux.
- Expérience nécessaire.
- Libre disponibilité pour visiter clientèle existante - librairies, etc.

SECTEURS : PARIS-NORD, BANLIEUE NORD, Frie + Commissions + Frais.

Voiture indispensable.

Env. C.V., lettre manuscrite, photo et prêtent, à HAVAS CONTACT, 136, bd Haussmann, 75008 Paris, sous n° 40.105.

DISCRETION GARANTIE

Le Directeur du Personnel d'une importante Société de la métallurgie - 3200 salariés - recherche

un cadre de formation supérieure

pour assumer la fonction de CHEF DE SERVICE DES RELATIONS SOCIALES.

Les candidats doivent avoir des qualités marquées d'animateur, aimer les contacts humains, mener avec maîtrise débats et discussions.

Une expérience de quelques années de relations avec les syndicats dans cette fonction est nécessaire.

Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitable.

Adresser C.V. détaillé avec photo à No 10528 CONTEXTE PUBLITE - 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FABRICANT D'EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

recherche pour son USINE dans l'OISE

UN COLLABORATEUR

pour SERVICE DES ACHATS

responsable du contrôle de la bonne exécution des procédures administratives, d'approvisionnement et du suivi des commandes jusqu'à leur règlement.

Le candidat devra être jeune, 30 ans minimum, avoir le diplôme I.U.T. administration de l'entreprise ou équivalent et si possible avoir eu première expérience de l'industrie.

Le salaire ne sera pas inférieur à 55 000 F.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions s/réf. 3330 à P. LIGER S.A. 10, rue Louvois, 75003 PARIS CEDEX 03 qui transmettra.

A vendre en Suisse

USINE DE QUINCAILLERIE EN ACIER

actuellement orientée sur la production de boîtes à lettres et de portes anti-feu (nouvelles prescriptions en vigueur en Suisse).
Terrain: 2.200 m² environ.
Surface construite: 1.900 m² environ.
Parc de machine, outillage, chaîne automatique de peinture au trempé, 3 camions et 1 voiture de représentants.
Remoquée de 50 ans. Bon portefeuille de commande.
Prix demandé: Fr.s. 2.500.000.—
Ecrire sous chiffre Z18-118044, Publicitas, CH-1211 Genève 3

Technique et pratique de la GESTION DES STOCKS

La Collection « Ce qu'il faut savoir » qui s'attache à faciliter la vie des affaires, chaque titre constituant une réponse aux problèmes de l'entreprise, vient de s'enrichir d'un nouveau titre :

Technique et pratique de la GESTION DES STOCKS
sous la signature de Monsieur Louis GAVAUT
avec la participation de Madame LAURET

Pour rester fidèle à l'esprit de cette collection, l'auteur a respecté un double impératif :

- rester accessible au plus large public, en évitant un langage mathématique trop sophistiqué et en faisant appel aux graphiques et schémas pour visualiser les idées trop abstraites ;
- rechercher l'efficacité en présentant un robuste outil de travail, un contrôle rigoureux de la gestion des stocks.

Deux parties, la technique et l'application, placent cette gestion dans son cadre, précisant les fonctions qui informent, prévoient, décident, exécutent et contrôlent.

Les techniques prévisionnelles, considérées fondamentales, y sont particulièrement développées : elles supposent la formation du gestionnaire et la participation périodique de la direction ; on y a vulgarisé deux démarches qui résument l'essentiel de la Recherche Opérationnelle : les matrices de Markov et la simulation.

L'approche de la quantité économique de commande, facilitée par une règle spéciale, entraîne le développement du stock de protection où l'on n'a pas hésité à préciser les fondements statistiques en particulier sur la loi de Laplace-Gauss et celle de Poisson.

Les méthodes classiques de gestion laissent une large place aux deux processus principaux : Méthode Q et Méthode P.

Un chapitre développe particulièrement la règle croissante de l'ordonnateur sur le traitement de l'information et la gestion.

La conception du planning de commande mérite une analyse poussée.

Enfin une abondante bibliographie permet l'accès aux disciplines voisines et particulièrement à la Recherche Opérationnelle.

1 volume 21 x 27 — 240 pages 98 F.
Editions J. DELMAS, 13, rue de l'Odéon 75006 PARIS

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Trois entreprises bretonnes sont sanctionnées pour non-respect du plan Barre

Trois entreprises bretonnes de travaux publics viennent d'être sanctionnées pour non-respect du plan Barre.

Les trois entreprises, Saco, Brevet et Viafrance, ont été récemment informées par la direction régionale de l'équipement qu'il leur était interdit de soumissionner pendant trois mois en Bretagne, c'est-à-dire d'obtenir des marchés publics. Dans les trois cas, la mesure a été prise parce que des accords venaient d'être passés avec les personnels de ces entreprises, augmentant les salaires de 2,5 %, soit un pourcentage supérieur à celui de la hausse des prix (1,9 % pour le premier trimestre).

Le syndicat F.O. de Rennes a émis une protestation dans un communiqué relatant ce qu'il qualifie de « très grave atteinte à la situation de l'emploi » et demandant que la mesure soit rapportée. Les dirigeants des entreprises se sont adressés à l'autorité administrative pour exposer les conséquences sur le plan de charge des entreprises et par contre-coup sur l'emploi. Les dirigeants des entreprises précisent que les salaires qu'ils proposent sont plus élevés que ceux des autres entreprises et qu'ils n'ont obtenu un marché de 1 200 000 F.

La décision du gouvernement de pénaliser des entreprises qui ont enfreint la règle du seul maître du pouvoir d'achat des salaires n'est pas inattendue. De telles sanctions sont-elles pour autant légales ? Aucun texte législatif ne prévoit de limitation générale des salaires ; la loi de finances pour 1977 interdit seulement l'augmentation des salaires ayant atteint, en 1976, un montant annuel de 88 000 F et limite celle des rémunérations ayant atteint 316 000 F. En revanche, si la loi

ne mentionne pas la limitation générale des salaires d'autres textes législatifs, plus anciens mais toujours valables, garantissent la liberté de négociation salariale (loi de 1950) et interdisent toute indexation des rémunérations sur les prix (loi de 1950). Or, paradoxalement, la circulaire du C.N.P.T. de novembre 1976, dite CHOTARD, demande aux employeurs, en application du plan Barre, de limiter les majorations des salaires à celle des prix, telle que le reflète l'indice de l'INSEE et propose de fixer à 1,5 % l'augmentation au 1^{er} avril. Autre paradoxe, la hausse des prix n'a pas été de 1,5 % mais de 1,9 %, paradoxe supplémentaire, l'accroissement du salaire horaire moyen ouvrier, au cours de premier trimestre 1977, sera vraisemblablement d'environ 3 %.

Persuadés de l'illegalité de cette partie du plan Barre, des syndicats comme F.O. ont d'ailleurs décidé de porter devant la justice les décisions d'employeurs qui respectent, à la lettre, la circulaire Chotard. Deux procès ont été intentés contre Ugin Kuhlman et la Fédération de la chaussure. Les jugements, attendus dans les jours à venir, devraient apporter une première réponse : y a-t-il illégalité ou à l'inverse un cas de force majeure exceptionnelle qui permettrait aux chefs d'entreprise et à l'Etat d'enfreindre certaines lois ? — J.-P. D.

LA QUERELLE DES INDICES DE PRIX

Vérité un mois, mensonge l'autre ?

Cuteusement, la publication de l'indice officiel des prix pour mars n'a pas donné lieu aux critiques habituelles de la C.G.T. et du parti communiste. La hausse des prix de détail a pourtant été très forte durant ce mois (+0,9 %) et l'on pouvait s'attendre à des attaques sur le thème de l'échec du plan Barre. Mais presque rien : des commentaires relativement modérés et, surtout, pas le reproche si souvent fait au thermomètre de l'INSEE d'être truqué, impropre à la mesure des prix, etc., etc.

Que s'est-il donc passé ? Très probablement, le P.C., comme la C.G.T., ont éprouvé un peu de gêne pour contredire ce qu'ils avaient écrit les mois précédents ou plutôt pour ne pas en tenir compte. Lorsque l'INSEE avait publié les indices de prix de janvier et février (+0,3 et +0,7 % contre +0,9 et +0,8 % selon les indices de la C.G.T.), l'humanité avait accueilli ces résultats par des commentaires extrêmement sévères, dont nous avions souligné l'insécurité et l'injustice. Pour l'humanité, il était évident à l'époque que l'indice de l'INSEE était truqué, mensonger et qu'il ne pouvait plus prétendre rendre compte de l'évolution du coût de la vie.

Or, en mars, l'indice de l'INSEE — c'est-à-dire l'indice officiel — a augmenté de 0,9 %, soit nettement plus vite que l'indice de la C.G.T. (+0,6 %). Cela pour des raisons techniques que nous avons expliquées à plusieurs reprises dans ces colonnes et qui tiennent notamment à des méthodes différentes de prise en compte des augmentations des fruits et légumes frais (1).

De deux choses l'une, ou bien l'indice de l'INSEE est mensonger, et le résultat de mars n'est pas plus juste que les autres résultats ; ou bien alors penser qu'il exagère la hausse des prix. Ou bien l'indice de l'INSEE est fiable, et il faut

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Compte tenu de techniques différentes de calcul, les deux comment ont évolué les prix des légumes frais pendant les trois premiers mois de l'année : + 2,8 % puis - 2,4 % et + 7,7 % selon la C.G.T. ; + 4,3 % puis + 3,5 % et + 2,5 % selon l'INSEE. Si l'on fait le total cumulé des trois mois (janvier, février et mars 1977) on s'aperçoit que les prix des légumes frais ont augmenté de 10,7 % selon la C.G.T. et de 10,1 % selon l'INSEE. L'écart est minime. Il pourrait même disparaître complètement avec les résultats du mois d'avril.

LA HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL EN MARS (en %)

	EN 1 MOIS (Mars 1977 comparé à février 1977)	EN 6 MOIS (Mars 1977 comparé à sept. 1976)	EN 1 AN (Mars 1977 comparé à mars 1976)
ENSEMBLE	0,9	4,1	8,1
ALIMENTATION	1,2	5,3	11,6
Produits à base de céréales	0,6	2,1	3,7
Viandes et volailles	0,2	4,2	8,5
Poissons et crustacés	0,3	2,6	5,8
Volailles, lapins, produits à base de viande	1,1	8	14,8
Produits de la pêche	1,8	7,7	13,2
Lait, fromages	0,4	2,7	5,1
Œufs	0,7	3,5	7,2
Corps gras et beurre	1,2	4,9	10,2
Légumes et fruits	1,8	13,4	18
Autres produits alimentaires	2,3	5,9	9,9
Bottes, alcoolisées (dont café)	1,4	2,1	8,2
PRODUITS MANUFACTURÉS	0,5	3,2	6,6
1) Habillement et textile	0,6	3,2	6,5
2) Autres produits manufacturés	0,8	3,2	6,6
dont : Meubles et tapis	0,7	2,5	4,7
Appareils ménagers et électro-	0,1	1,6	3,5
Autres articles d'équipement	0,9	2,8	5,7
Services et produits d'entretien	0,5	0,4	2,8
Produits de toilette et de soins	0,2	0,2	2,5
Véhicules	1,4	2,2	3,8
Papeterie, librairie, journaux	0,1	3,2	3,8
Photo, optique, électro- et	0,1	2,4	3,8
Autres articles de loisir	0,5	2,4	3,8
Commodités et services	0,3	6,8	11,8
Tous les produits	0,7	4,3	10,4
Logement	0,2	4,6	11
Autres investissements	0,2	2,9	5,2
Soins personnels et de habillement	0,6	2,8	5,2
Services de santé	0,5	3,8	5,2
Transports publics	0,1	1,4	3,8
Services de transport	0,1	1,4	3,8
Restaurants, hôtels, cafés, bars, coiffeurs	1,2	4,7	11,8
Autres services	0,3	3,2	6,6

TEMPE REPRIS DU TRAFIC À DUNKERQUE

(De notre correspondant.)
Dunkerque. — L'indicateur du trafic dans les bassins commerciaux de Dunkerque, où les dockers n'ont travaillé qu'un seul jour, s'est débloqué, ce qui a permis l'ordre de se débloquer sur le port de Nord. Les navires des lignes régulières étaient engagés sur d'autres rotations, depuis le 10 mars, il faudra attendre le milieu du mois pour assurer la réinsertion de Dunkerque dans les programmes.

En revanche, le trafic retrouve rapidement son rythme normal au quai aux aciers d'Usinor. Il convient de préciser à ce sujet que ce nouveau quai n'est pas un ouvrage privé d'Usinor (le Monde du 3 mai), mais un quai public « concédé », qui sera géré par une société associant Usinor et Vallourec à d'autres intérêts sidérurgiques, ainsi qu'à des intérêts bancaires et à la C.N.R.

EMPLOI

● Réduction d'effectif chez Dubigeon. — La direction des chantiers Dubigeon-Normandie de Nantes, en Loire-Atlantique, a annoncé vendredi 29 avril une réduction d'effectif de quatre cent cinquante personnes d'ici à la fin 1978. L'effectif total passerait de deux mille quatre cent cinquante à deux mille salariaux.

● Les syndicats parisiens de l'ex-société Lip ont menacé de faire couper l'eau le gaz, l'électricité et le téléphone à l'usine de Palente. Le syndicat C.G.T. de Lip et l'Union locale C.G.T. de Besançon ont demandé à la municipalité d'intervenir auprès de la préfecture et des syndicats C.G.T. à rencontrer M. Schwinn, sénateur et maire socialiste de Besançon, afin d'obtenir la prise de mesures contraignantes à l'égard des banques et des anciens actionnaires privés de Lip pour les obliger à relancer l'activité de l'entreprise.



Rapport de M. H.F. Oppenheimer sur De Beers en 1976

En 1976 le total des ventes de la Central Selling Organisation s'est élevé à U.S. \$1 555 millions, soit 46 % de plus qu'en 1975. La demande est restée forte pendant toute l'année pour les diamants de petite taille et les qualités de gros diamants les moins chères. Elle s'est également améliorée quelque peu vers la fin de l'année pour les grosses pierres de bonne qualité.

Le marché a continué de se raffermir et, circonstances imprévues exceptées, les ventes devraient se maintenir à un niveau très satisfaisant en 1977. Les ventes de diamant industriel ont été plus élevées qu'en 1975 et ont atteint un chiffre record. Au cours de l'année 1976 ont été introduits avec succès sur le marché un grain synthétique appelé CDA et un produit synthétique, appelé pour avoir donné le nom de « Synthe ».

Notre bénéfice net consolidé est passé de R220 à R308 millions, soit une augmentation de 40 pour cent. Le dividende distribué sur les actions diluées a été porté de 28 à 35 cents, soit une augmentation de 25 pour cent.

Au Botswana, la nouvelle mine de Letlaka a été mise en service et des travaux de construction sont en cours à Orapa pour porter la capacité de la mine à 45 millions de carats par an. Les travaux de prospection se sont poursuivis et une nouvelle découverte a été faite à Jwaneng, au sud du pays. Un programme de forage a permis d'établir que la zone de Letlaka est de grandes dimensions et qu'elle contient suffisamment de diamants pour être rentable.

L'évaluation précise de son potentiel nécessitera un programme d'exploration en profondeur détaillé.

La mine de Letseng-la-Terai a été mise en exploitation et la reprise du développement du projet

de Kolmogorov se poursuit de façon satisfaisante. Son exploitation, qui doit commencer en 1978, devrait permettre de produire 500 000 carats par an.

L'exploitation de la mine de Premier se poursuit avec une rentabilité marginale. Cette mine pourrait avoir une durée de vie importante et on espère que la tenue satisfaisante des opérations seront parvenues au-dessous de la limite de gabbro qui traverse la zone.

Notre rapport annuel illustre cette année les activités du service de commercialisation de la Central Selling Organisation, à Londres, qui poursuit sa tâche remarquable dans l'intérêt non seulement de De Beers, mais aussi de l'ensemble de l'industrie diamantaire. L'achat et le port de bijoux en diamant ont cessé d'être une lueur réservée aux personnes fortunées et s'étendent maintenant à des couches sociales très diverses.



Extraction



Triage



Commercialisation

De Beers Consolidated Mines Limited

(Incorporated in the Republic of South Africa)

Pour recevoir le rapport complet des comptes de l'exercice 1976, actuellement en cours d'impression en langue française, veuillez adresser dès à présent le coupon ci-dessous à l'adresse indiquée, ce rapport vous sera expédié dès sa publication.

BANQUE ROTHSCHILD 21, rue La Fayette 75009 PARIS
Service Titres Diamants

Non _____

Adresse _____

VIE SOCIALE

La politique nucléaire avec réserve à la commission



هناك الافلام

(PUBLIQUITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprise SONATRACH

Avis d'Appel d'Offres National et International

N° 02-77

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture du matériel décrit ci-dessous :

- a) - 400 disques diamantés à jante continue
Ø 150 mm x 8 mm - Epaisseur diamantée 1,2 mm - Concentration 90 - Grain 100 - Liant métallique.
- b) - 180 disques diamantés à jante continue
Ø 250 mm x 8 mm - Epaisseur diamantée 1,5 mm - Concentration 25 - Grain 72/85 MDA - Liant métallique.
- c) - 250 trépanes diamantées
Ø 28 mm x 22 mm - Epaisseur diamantée 5 mm - Concentration 75 - Grain 18/25 - Longueur utile 90 mm.
- d) - 20 meules diamantées à bolasseau
Ø 200 mm x 8 mm - Epaisseur diamantée 2 mm - Concentration 50 - Grain 200/240 - Alésage Ø 40 mm - Sur corps dur.

Les offres doivent parvenir à la Direction Laboratoire Central des Hydrocarbures - Cité de Boumerdes - BOUMERDES (ALGER), sous double pli cacheté avec mention : « Ne pas ouvrir - Appel d'offres numéro 02.77 ».

La date limite de remise des offres est fixée à 30 jours à partir de la parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront liés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

PROPRETAIRE VEND

1) 8700m² D'ENTREPOTS

9, rue de la Liberté à PANTIN

2) TERRAIN DE 9.500m²

avec 7200m² de BATIMENTS

33, rue Victor Hugo à PANTIN

LOCATION POSSIBLE

Pour tous renseignements : 723-61-25 poste 42
FELIX POTIN 19, Avenue Montaigne PARIS 8^e

SUPER...

Le lancement par ELF d'un nouveau supercarburant - ELF-Molins - permet, selon la marque, de réaliser des économies de consommation de l'ordre de 6 % en circulation urbaine, 4 % en circulation rurale, 2 % en circulation mixte. Les économies sont obtenues grâce à une vive coopération entre les marques constructrices (Shell, Mobil, Total, Esso et Elf) et les constructeurs automobiles. Elles résultent d'une optimisation et d'un affinage de la combustion et d'un meilleur rendement des moteurs.

La société française reconnaît qu'elle n'utilise pas d'additif auparavant et que le gain de 6 % correspond à l'économie réalisée par son nouveau produit par rapport à l'ancien.

Mais les essais réalisés officiellement sur l'ensemble des supercarburants du marché français prouvent qu'ELF-Molins a effectivement une consommation inférieure à celle de ses concurrents (0,76 litre par heure alors que les autres super vont de 0,85 à 1,25). Notre produit est meilleur que les autres, continue-t-on d'affirmer à ELF-Aquitaine. Peut-être une association de consommateurs pourrait-elle trancher la question ?

ÉNERGIE

La politique nucléaire américaine est accueillie avec réserve à la conférence de Salzbourg

(Suite de la première page.)

Le Bureau européen de l'environnement, l'Organisation internationale des amis de la terre, le Congrès japonais contre les bombes A et H, le Natural Resources Defense Council américain et l'Österreichische Naturschutzbewegung, qui avaient invité de nombreux experts, ont conclu leurs travaux par une déclaration condamnant sans ambiguïté les surrégénérateurs et le retraitement des combustibles nucléaires et affirmant la nécessité de s'opposer fermement à la construction de toute nouvelle installation nucléaire.

Telle n'est pas, de toute évidence, la position des experts rassemblés par l'AIEA, et illustrée par les propos du premier orateur inscrit, M. Ulf Lantzke, directeur de l'Agence internationale de l'énergie (qui rassemble tous les pays membres de l'O.C.D.E. à l'exception de la France). Il a notamment indiqué que les prévisions concernant la capacité nucléaire installée, en 1985, dans les pays de l'O.C.D.E., qui étaient, en novembre dernier, de 325 gigawatts, avaient dû être récemment abaissées à 259 gigawatts (1 gigawatt = 1 milliard de watts).

« Nous ne pouvons nous offrir une nouvelle révolution au halose, a-t-il indiqué, car aucune autre source d'énergie ne pourrait y faire face. » De même, M. Baum (Nations unies) a souligné l'importance de l'énergie nucléaire pour les pays en voie de développement. Une vingtaine d'entre eux pourraient y avoir recours en 1985, a-t-il affirmé, et ils pourraient être près de quarante à la fin du siècle.

XAVIER WEEGER.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Fr. suisse	Fr. français
48 heures	4 5/8	5 5/8	3 5/8	4 5/8
1 mois	4 1/2	5 1/2	3 1/2	4 1/2
3 mois	4 1/4	5 1/4	3 1/4	4 1/4
6 mois	4 1/2	5 1/2	3 1/2	4 1/2

Le retraitement et les surrégénérateurs

L'objet essentiel de la conférence n'est pourtant pas de savoir s'il convient ou non de faire appel à l'énergie nucléaire : il en est tous convaincus. Le principal sujet de discussion concerne la nouvelle politique nucléaire que viennent d'adopter les États-Unis, sous l'impulsion du président Carter, notamment sous ses deux aspects essentiels : l'arrêt sine die du retraitement de combustible irradié et l'ajournement du programme commercial des surrégénérateurs.

Cette politique ne soulève pas l'enthousiasme des participants, c'est le moins qu'on puisse dire. Et les applaudissements qui ont, hier, après-midi, salué la déclaration de M. Marcel Bollea, directeur général d'E.D.F., et du représentant allemand, soulignant tous deux la nécessité de faire du retraitement et de développer le programme de surrégénérateurs, ont bien montré où semble se creuser le fossé.

La délégation américaine ne s'y était d'ailleurs pas trompée : elle avait pris la précaution d'inviter à déjeuner, lundi, un représentant de la plupart des délégations, déjeuner au cours duquel M. Joseph Nye, adjoint au sous-secrétaire d'État américain pour les affaires de sécurité, chargé de la science et de la technologie, s'était évertué à expliquer la position américaine. Le retraitement, a-t-il indiqué en substance, a trop d'inconvénients, dans le domaine de la prolifération, pour que soit prise en considération la bénéfice économique qu'on peut en

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

Piano-hall richard



Pianos-orgues
178 rue de Courcelles
PARIS XVII

CONFLITS

REVENDEUR

LE COMITÉ SUPÉRIEUR DE L'EMPLOI SE RÉUNIRA LE 6 MAI

M. Christian Boullac, ministre du travail, a annoncé ce lundi qu'il avait convoqué pour vendredi prochain le comité supérieur de l'emploi et de l'enseignement technique, avec les partenaires sociaux, pour discuter des modalités selon lesquelles le programme gouvernemental sur l'emploi sera mis en œuvre. Le ministre a indiqué qu'il avait constitué un groupe permanent de l'emploi, composé du ministre du travail, du secrétaire d'État à l'emploi, du directeur de l'Agence nationale pour l'emploi, du directeur de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, du directeur du cabinet du ministre, et d'un représentant de chaque branche de l'économie. Ce groupe se réunira chaque semaine pour examiner la situation de l'emploi et les mesures à prendre.

D'autre part, le ministre a annoncé le plan de M. Barre indiquant qu'il s'agit d'un programme adapté et équilibré, qui fait appel à la solidarité. Il a enfin critiqué « les positions hasardeuses de l'opposition qui préconisent une réduction massive de la durée du travail, la retraite à soixante ans, la création massive de postes dans la fonction publique... ».

L'avenir du groupe lainier Schlumpf

LES SALAIRES DE L'USINE GLUCK REFUSENT

ALAIN VERNHÉE REPRENDRE LE TRAVAIL

(De notre correspondant.)

Mulhouse. — Appelé à se prononcer lundi 2 mai sur le plan de reprise proposé par M. Pierre Ger, directeur général de la Javelle Filature de Cernay, le conseil de l'usine Gluck, Mulhouse (groupe lainier Schlumpf), s'est déclaré insuffisamment informé sur ce plan et refusé, par 216 voix contre 112, de reprendre le travail, arrêté depuis plusieurs semaines déjà.

Les propositions de M. Sieger sont les suivantes : reprise de deux cent cinquante personnes avec garantie de réembauche, les autres dans un délai de six mois, tout en bénéficiant des allocations de chômage à 90 % du salaire, puis la formation dans la textile.

ans un communiqué, la direction du groupe des usines nay S.A. souligne que, à son initiative, il a été offert 7,5 % de participation au capital aux salariés participant au financement de départ (18 millions de francs seraient déjà disponibles) quelle « souhaiterait, en raison des graves difficultés qu'a traversées cette entreprise, associer l'ensemble du personnel à la participation au capital 7,5 % par le biais du comité d'entreprise ».

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

« Au Mozambique, la Société nationale des pétroles SONAREP a été nationalisée le 1^{er} mai. Le capital de la SONAREP était détenu notamment par deux groupes financiers portugais et par la Compagnie française des pétroles (23 %). Les biens de la société (principalement une raffinerie d'une capacité de 1,5 million de tonnes) devront être remis à la nouvelle entreprise nationale de pétrole du Mozambique PETROMOC.

LES MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK

La hausse reprend

Le mouvement de hausse, qui était ralenti à la veille du week-end, a repris lundi et mardi. L'indice d'une séance peu animée, l'indice Dow Jones s'est finalement porté à 9302 valeurs, en hausse de 4,33 points.

Sur 1 950 valeurs traitées, 806 ont progressé, 505 ont baissé tandis que 639 sont restées stationnaires.

Les deux des transactions ont resté assez faibles avec 17,97 millions de titres échangés contre 20 millions d'annonces simulées d'une augmentation de 3,2 % des commandes.

Sur l'industrie et de 1 % des dépenses de cette région, l'impact de ces dépenses a été négatif.

La construction en mars a favorisé par l'acquisition par le gouvernement de la propriété de ces opérations quant à l'évolution de la construction.

Sur le marché d'indices, le Dow Jones, beaucoup, autour du Big Bear, se demandait quel sort le marché allait tirer du plan quinquennal Carter.

Les indications Dow Jones : transports, services publics, services publics, 3,34 1/2, 0,07.

VALEURS	COURS	CHANG.
↑	21/4	2/8
Industrie et Commerce	57 1/4	57 1/8
Industrie	53 7/8	52 7/8
Commerce	48 1/4	48 5/8
Industrie et Commerce	125 0/8	125 0/8
Industrie	62 1/4	62 1/2
Commerce	55 1/8	52 1/4
Industrie et Commerce	53 7/8	54 1/8

Yemen	101 2	18 5
Yugoslavia	250 4 2	369 4
Zambia	20 2	28 9
Zanzibar	20 2	28 9
Zimbabwe	98 4	67 7
Other	78 2	78 2
Unassigned	31 9	6 4
Caribbean	25 7	26 7
Central America	25 7	26 7
South America	54 4	53 9/4
Europe	45 0	45 0
Asia	45 0	45 0
Africa	45 0	45 0
Oceania	45 0	45 0
Unassigned	45 1/2	21 1/2

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	2/5	9/8
Yen	276 276	278 10

INDICES QUOTIDIENS	
SENSEX. Base 100 : 31 dec. 1971.	
Indice français	28 297,2
Indice japonais	81,8
Indice allemand	86,3
Indice britannique	86,3
= DES AGENTS DE CHANGE	
Base 100 : 29 dec. 1961.	
Indice général	53,2

- COMPTANT			
VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	
Crédit			Crédit
Compt.			Compt.
Indust.			Indust.
Mar.			Mar.
Lomb.			Lomb.
Lyon.			Lyon.
Orléans			Orléans
Paris			Paris
Rouen			Rouen
Strasbourg			Strasbourg

[illegible]

Compt. premier cours	Compen- sation	VALEURS	Précéd. clôture	Prém. cours
----------------------------	-------------------	---------	--------------------	----------------

[illegible][illegible][illegible]

TERME

Derrière	Compt. premier	Compos.	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Derrière	Compt. premier	Compos.	VALEURS
110 78	110 78		208	174 80	188 50	188 50	170 80	338	San. Midway
75 60			209	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			210	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			211	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			212	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			213	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			214	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			215	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			216	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			217	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			218	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			219	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			220	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			221	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			222	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			223	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			224	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			225	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			226	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			227	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			228	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			229	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			230	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			231	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			232	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			233	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			234	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			235	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			236	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			237	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			238	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			239	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			240	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			241	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			242	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			243	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			244	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			245	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			246	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			247	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			248	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			249	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			250	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			251	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			252	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			253	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			254	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			255	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			256	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			257	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			258	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			259	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			260	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			261	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			262	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			263	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			264	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			265	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			266	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			267	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			268	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			269	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			270	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			271	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			272	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			273	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			274	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			275	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			276	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			277	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			278	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			279	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			280	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			281	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			282	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			283	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			284	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			285	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			286	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			287	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			288	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			289	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			290	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			291	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			292	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			293	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			294	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			295	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			296	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			297	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			298	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			299	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			300	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			301	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			302	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			303	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			304	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			305	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			306	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			307	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			308	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			309	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			310	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			311	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			312	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			313	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			314	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			315	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			316	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			317	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			318	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			319	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			320	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			321	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			322	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			323	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			324	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			325	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			326	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			327	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			328	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			329	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			330	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			331	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			332	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			333	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			334	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			335	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			336	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			337	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			338	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			339	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			340	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			341	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			342	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			343	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			344	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			345	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			346	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			347	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			348	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			349	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			350	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			351	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			352	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			353	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway
			354	188 50	188 50	188 50	170 80	338	Midway

